Le Monde

Le Monde Radio-Télévision

DIMANCHE 12 - LUNDI 13 NOVEMBRE 1995

Les Algériens vivant en France

***** ont commencé à voter

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE algérienne a commencé... en France, samedi 11 novembre, avec le vote de la communauté immigrée qui compte, en son sein, quelque 630 000 inscrits. Ces opérations, qui ont lieu principalement dans les consulats, devaient continuer, dimanche, pnur s'achever, jeudi 16 novembre. C'est à cette date que l'ensemble des Algériens vivant au pays sont coovoqués aux urnes pour se choisir un nouveau chef de PEtat parmi quatre candidats, dont l'actuel président, le général Liamine Zeroual. Ces derniers ont mené une active campagne en France, même si les réuninns publiques avaient été interdites. Les autorités algériennes s'étaient employées à organiser ce scrutin avec soin. Seloo des sondages, Saïd Sadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), pourrait devancer, eo France, M. Zeroual, grand favori de cette élection sans surprise. Reste à connaître l'importance de l'abstention, les principaux partis de l'oppo-sition et les islamistes ayant appelé

Lire page 3

Pernod-Ricard face aux géants de la boisson



POUR LA PREMIÈRE FOIS, le groupe Pernod-Ricard devrait annoncer un bénéfice annuel en baisse cette année. Le roi du pastis, né de la fusion en 1975 de Pernod et de Ricard, souffre du recul de la consommation en général et des taxes sur l'alcool en particulier. En 1994, les ventes francaises de pastis avaient fléchi de 8.2 %. Le groupe doit trouver une compensation en se développant à l'étranger, mais doit faire face à des entreprises plus grosses, comme Grand Metropolitan ou Seagram (alcools), ou Coca Cnia et Pepsi Cola (soft drinks). Entreprise familiale, dont 60 % du capital est en Bourse, Pernod-Ricard choie ses actionnaires. La famille Ricard possède environ 20 % du capital, Patrick Ricard 1 %, la famille Pernod 5 %, la Société générale 10 % et le personnel 4 %, explique au Monde Patrick Ricard. Pour éviter une dilution du capital et conserver le contrôle de l'entreprise, l'héritage Paul, 86 ans, père de Patrick.

Lire page 12



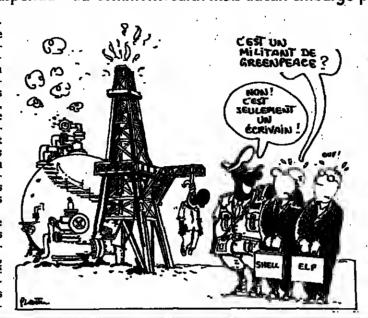


La pendaison de neuf opposants nigérians suscite une vague d'indignation dans le monde

Le régime d'Abuja « suspendu » du Commonwealth mais aucun embargo pétrolier n'est envisagé

LA PENDAISON de neuf opposants ngonis au régime militaire d'Abuja, dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa, intervenue vendredi 10 nnvembre, a suscité l'indignation de la communauté internationale. Au Nigéria, les médias d'Etat ont passé les exécutions sous silence. A Auckland, en Nouvelle-Zélande, où se tient le Sommet du Commonwealth, les représentants des 51 pays membres ont décidé de suspendre le Nigéria sans écarter l'éventualité de son expulsion de l'nrganisation à une date ultérieure. La suspension d'un pays membre est sans précédent dans l'histoire du Commonwealth.

Le premier ministre britannique John Major a condamné ces « meurtres judiciaires ». La Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, l'Autriche et la France nut rappelé leur ambassadeur au Nigéria. Washington a annoncé des restrictions sur l'octrol de visas visant les per-



sonnes susceptibles « d'entraver la transition nigériane vers la démocratie » et décidé d'appliquer un embargo total sur les armes ainsi que sur la aintenance des matériels militaires. Les Etats-Unis envisagent de demander des sanctions devant les Nations unies. La Société financière internationale, agence de la Banque mondiale soutenant le secteur privé, a annoncé qu'elle renonçait à un prêt de 100 millions de dollars au Nigéria pour un projet de liquéfaction de gaz

Le Nigéria est le cinquième producteur de l'OPEP et exporte vers les Etats-Unis, la France, l'Espague et PAllemagne. Shell, Chevron, Mobil, Elf et Bouygues y sont les acteurs de l'industrie pétrolière. Mais, pour l'insciaux du régime d'Abuja n'envisage d'embargo sur les produits pétroliers.

Des maires de droite sensibles à la pression du Front national

LE FRONT NATIONAL tentait, samedi 11 novembre, en organisant un vaste rassemblement à Carpentras (Vaucluse), de faire valoir son innocence à propos des accusations portées contre lui après la profanation du cimetière juif de cette ville en 1990. Cette manifestation s'inscrit dans une stratégie de l'extrême droite dont la pression se fait sentir sur les maires de certaines villes gérées par la droite. Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maire de France, qui réunit son congrès à Paris du 13 au 15 novembre, s'inquiète de cette tendance au repli derdère un discours sé-

> Lire pages 5 et 6 et notre éditorial page 11

Légion d'honneur: les oubliés de la « der des der »

MILLE TROIS CENT CINQUANTE-CINQ. | Pas un de plus pour le moment. Dûment classés, répertoriés et déclarés aptes à la Légion d'honneur. D'Ulysse Abadie, né le 28 août 1898 à Saint-Ost, dans le Gers, à Bernard Fredj Zenati, né le 4 août 1897 à Boghari, en Algérie, le décret établissant la liste nominative des poilus ayant le droit de recevoir la Légion d'honneur le 11 novembre, publié au Journal officiel du 4 novembre, a meurtri bien des cœurs valeureux, fragiles en raison de leur grand âge. Près de trois cents authentiques poilus de la « der des der » seront les laissés-pour-compte de cette cérémonle du souvenir et de la reconnaissance nationale.

Inflexible, l'administration ne badine pas avec les questions de nationalité et d'honorabilité. Avec le soutien des associations d'anciens combattants, qui ont pignon sur rue, elle enavant toute remise de décoration. Le lauréat aL'attribution de la Légion d'honneur est un véritable parcours du combattant.

Lorsque M. Pasquinl, ministre délégué aux anciens combattants et aux victimes de guerre, prit le 24 août, avec l'aval de Jacques Chirac, la décision de récompenser par le ruban rouge les poilus survivants de 14-18, personne n'en connaissait le nombre exact. En dépit des dossiers de pension, de retraite ou de grande invalidité, il n'existe pas de fichiers à jour des anciens des tranchées. Il a donc fallu constituer en hâte des dossiers individuels sur la base des Indications fournies par chaque préfecture. Pièce maîtresse du dossier, « l'état signalétique et des services » de l'intéressé, conservé aux archives départementales de son lieu de recensement,

doit être Impérativement retrouvé. Aujourd'hui, ou dans les jours qui viennent, sident de la République, dans leur maison de retraite ou à leur domicile, selon les souhaits des familles, de vénérables vieillards, âgés de quatre-vingt-quatorze à cent sept ans, seront nommés dievaliers de la Légion d'honneur, à l'occasion du soixante-dix-septième anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918. Les autres attendront.

Un second décret réparateur et définitif, espère-t-on au ministère, est en cours de préparation, pour traiter du cas de tous les « retardataires ». Les oubliés du 4 novembre devraient voir ce demier et injuste coup du sort réparé. Toutefois, la prochaine promotion de la Légion d'honneur n'est prévue que pour les tout premiers jours de 1996. Or il ne fait guère de doute que le temps ne joue pas en faveur des futurs récipiendaires. Là, plus qu'ailleurs, il y a urgence. Si le gouvernement ne se presse pas, le

■ L'OTAN en panne de secrétaire général

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord cherche un secrétaire général après le retrait, sur pression américaine, de la candidature du Néerlandais Ruud Luis-

et notre éditorial p. 11

■ Effervescence dans les universités

Malgré l'annonce d'un plan d'urgence en faveur des universités les plus mai dotées, plusieurs établissements de province ont durci le ton.

des déficits sociaux

Le gouvernement devrait consulter les syndicats sur la réforme des retraites des fonctionnaires. Devant l'opposition des organisations syndicales et de la majorité, il pourrait renoncer à l'instauration d'un forfait de 5 à 10 francs non remboursable par feuille de soins. Pour combler la dette de la Sécurité sociale, le gouvernement étudie le lancement d'un emprunt libellé pour partie en devises

Robert Hue au « Grand Jury »

Robert Hue, secrétaire national du PCF, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 12 novembre à partir de 18 h 30. L'emission est aussi diffusée en direct sur la chaîne cablée RTL 9.

12.

pour les mieux portants, dans la salle d'hont-il bien servi dans l'armée françalse ? A-t-il été neur de leur mairie ou de la préfecture, aux Inmobilisé entre le 2 août 1914 et le 11 novembre valides pour ceux qui seront décorés par le pré-Alain Beuve-Méry

sécurité et à contribuer à la paix

dans le monde. La définition pro-

gressive, dans le respect de la soli-

darité atlantique, d'une nouvelle

identité européenne de défense, y

compris au sein de l'OTAN, est l'une

des grandes tâches de la coopéra-

tion franco-allemande, à laquelle il

coovient désormais d'associer le

La conférence intergnuverne-

mentale de 1996 est une étape déci-

sive vers la réalisation de ces nbiec-

tifs. Elle devra en particulier

Royaume-Uni.

Un contrat de confiance franco-allemand par Hervé de Charette trée de jeu, à l'aube de ce oouveau septennat : la France cotend conserver à la relatioo franco-allemande son rôle ceotral dans son

projet pour l'avenir de l'Europe. Née d'un puissant mnuvement de réconciliation lancé par quelques pionniers visionnaires sur les ruines de 1945, la réussite de l'amitié franco-allemande est spectaculaire. Elle est attestée par tous les aspects de nos relatinns écnno-

Mais le succès est d'abord politique. Le point d'orgue en a été le traité de l'Elysée signé il y a trente-trois ans par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Le relais a été pris par leurs successeurs. Après Georges Pompidou, on doit au président Giscard d'Estaing et à Helmut Schmidt des progrès décisifs : la réunion semestrielle des chefs d'Etat européens, la création du système monétaire européen et l'élection du Parlement européen au suffrage universel. A François Mitterrandet à Helmut Kohl revient largement le mérite de l'acte unique et du traité de Maastricht, avec toutes leurs imperfections.

La fin de la guerre froide et la réunification allemaode ont-elles changéla donne? Jene le pense pas. Je ne crois pas que la France doive modifier le regard fraternel qu'elle porte sur l'Aliemagne nouvelle, ni remettre en cause la relation originale qu'elle entretient avec soo voisin. Celle-ci est sans équivalence en

Europe et dans le monde. La qualité de cette relation dépendra désormais de notre aptitude hisser nos performances écono-

miques et sociales au niveau allemand. C'est, à o'en pas douter, l'un des enjeux majeurs do septennat qui commence. Telle est la volooté de la France, qui entend développer la relatioo franco-allemande sans aucun complexe, sur un pied d'égalité. Nos deux pays doivent désormais, dans une Europe qui s'annnnce radicalement nnuvelle, maintenir et même approfondir la dynamique de l'intégration qui leur a valu un demi-siècle de paix et de

prospérité. C'est un engagement dont je voudrais souligner les trois axes principaux. Il s'agit d'abord de notre détermination sans faille à entrer, à l'heure prévue, dans la troisième phase de l'uninn écnnnmique et mnnétaire. Celle-ci cnncerne la monnaie unique, selon les critères strictement respectés du traité de Maastricht. La monnaie unique impose que chacun apporte à l'autre la certitude que les disciplines économiques et financières seront durables. Il y va de la confiance mutuelle entre nns deux pays, au mnment de prendre cet engagement capital qui eotraînera des

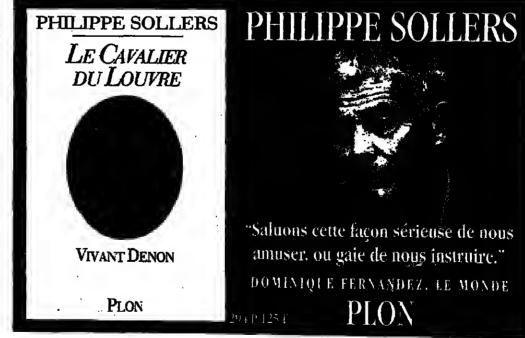
conséquences politiques majeures. La France et l'Allemagne doivent aussi s'engager ensemble dans la grande aventure de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale. Plus personne aujourd'hui ne peut npposer nos deux pays sur leur voionté commune d'accueillir chaleureusement les nouvelles démocraties qui souhaitent oous rejoindre, m' sur leur souci partagé de faire de la Russie un partenaire amical et stable de l'Union européenne.

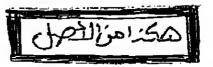
Enfin, nous devous engager une

té de l'Europe à assurer sa propre préparer les institutions de l'Union au finctionnement d'une Europe clargie. Le prochain sommet franco-allemand arrêtera sur ces différents sujets des décisions impor-C'est d'un contrat de confiance

nouvean qu'il s'agit. C'est cela que la France propose à l'Allemagne pour fonder durablement l'avenir commun denos deux pays.

Hervé de Charette est ministre des affaires étrangères.





monde. • LES PAYS MEMBRES du Commonwealth, réunis à Auckland, en Nouvelle Zélande, ont décidé, samedi, au terme de vives discussions,

réprobation générale à travers le de suspendre le Nigeria, fait sans la démocratie. ● POUR PROTESTER précédent dans l'histoire de leur organisation. Cette mesure restera en vigueur aussi iongtemps que ce pays n'aura pas opéré un retour vers ont, d'autre part, décidé de rappeler

contre ces exécutions, plusieurs Etats, dont les Etats-Unis, la Grandeleur ambassadeur à Abuja, @ L'OP-POSITION nigériane est aujourd'hui partagée sur la manière, violente ou non, d'affronter un pouvoir militaire en pleine dérive autoritaire.

Le Commonwealth suspend le Nigéria après la pendaison d'opposants

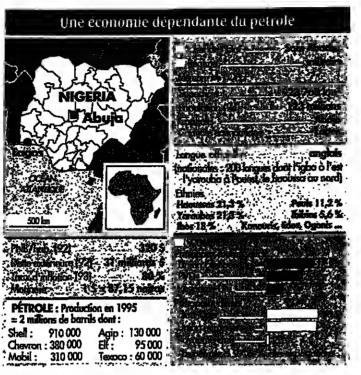
L'écrivain Ken Saro-Wiwa et huit autres militants de la cause ogonie ont été exécutés vendredi 10 novembre. Paris, Londres, Washington, Bonn et Vienne ont rappelé leurs ambassadeurs à Abuja

AUCKLAND

de notre correspondante A l'issue d'une journée de vives discussions, les 51 chefs d'Etat réunis ou représentés au sommet du Commonwealth d'Auckland ont décidé, samedi 11 novembre, de suspendre le Nigéria après l'annonce de la pendaison de Ken Saro-Wiwa et de huit autres dirigeants de la communauté ogonie. La suspension d'un pays membre est sans précédent dans l'histoire de cette organisation.

Le premier ministre néo-zélandais, Jim Bolger, e précisé que le Nigéria serait définitivement expuisé du Commonwealth si la démocratie n'y était pas rétablie dans un délai qui n'a pas été précisé. Les participants ont aussi demandé la libération des 43 condamnés pour tentative de coup d'Etat. M. Bolger a toutefois précisé que d'autres sanctions, telles qu'un embargo sur le pétrole, n'avaient pas été en-

Largement sollicité par les partisans de la cause nigériane, qui lui reprochent, à demi-mots, d'evoir fait trop peu, trop tard, le pré-sident sud-africain Nelson Mandela a affirmé, samedi, avoir la conscience parfaitement claire «parce que j'ai tout fait pour résoudre la crise diplomatiquement ».



aption a échoué, il est nécessaire de prendre de nauvelles mesures. » M. Mandela, qui n'a « pas l'inten-tion de parler au général Abacha Le premier ministre britannique, Jahn Major, avait, lui aussi, appelé à l'expulsion du Nigéria du Commonwealth après ces « assassingts légaux ». La Grande-Bretagne a d'autre part rappelé son ambassadeur à Abuja. « Il est profondément regrettable que notre appel à la clémence ait été cynique ment ignoré », a observé M. Bolger, qui préside le sommet. Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, e indiqué que son pays avait rappelé son haut-commissaire au NIgéria et s'est dit d'antant plus attristé par l'annonce de la pendaison des neuf hommes, qu'il avait rencontré, la veille, Ken Wiwa, le fils de l'écrivain : « Quand vous rencontrez un jeune hamme qui sait que son père est sur le point d'être exécuté et que vous vous réveillez le lendemain et apprenez qu'il a été tué, vous vous sentez vraiment mal. » Le ministre des affaires étran-

gères nigérian, Tomi Ikimi, qui a assisté à la réunion, serait brièvement intervenu. Ken Wiwa, qui était venu à Auckland dans l'espoir d'obtenir une démarche du Commonwealth, a pris le premier avion pour Londres, « n'ayant plus

Plusieurs autres pays ont vigoureusement réagi. Outre le rappel de leur ambassadeur, les Etats-Unis ont annoncé de nouvelles restrictions de visas et de mouvement pour les responsables « activement impliqués dans la formulation, l'ap-plication ou les résultats de la politique qui entrave la transition nigériane vers la démocratie ».

Shell, accusée par Greenpeace de « complicité de meurtre » a exprimé ses « profonds regrets »

Ces mesures s'appliquaient déjà aux gradés de l'armée nigériane. Washington a aussi annoncé un embargo total sur les armes ainsi que sur la maintenance des matériels militaires. La Maison Blanche a indiqué que l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Allbright, étudierait la mise en place de sanctions dans le cadre de l'ONU. En Europe, Bonn, Vienne et Paris ont, après Londres, rappelé leur ambassadeur. La présidence espagnole de l'Union européenne a condamné les exécutions et annoncé le réexamen des me sures restrictives prises à l'encontre du Nigéria.

Avant d'annoncer le rappel du représentant français à Abuja, le ministère des affaires étrangères avait publié un communiqué exprimant l'indignation de la France, qui « condamne vigoureusement ces exécutions qui font suite à un procès devant un tribunal d'exception où les droits de la défense n'avaient pas es arous de la dejense n'avaient pas été respectés. La situation au Nigéria et les conséquences à en tirer [...] font l'objet de consultations au sein de l'Union européenne ».

La compagnie pétrolière Royal Dutch Shell, dont la filiale nigeriane avait été la cible des revendications ogonies, a exprimé de « profonds regrets » à l'amnonce des exécutions. L'organisation écologiste Greenpeace à accusé la Shell de « complicité de meurtre ». La Société financière internationale (SEI), une filiale de la Banque mondiale, a annoncé qu'elle renoncat à contribuer au projet d'usine de liquéfaction de gaz de Port-Harcourt, qu'elle devait financer à hauteur de 100 millions de dollars. Le marché du pétrole restait calme, les milieux pétroliers restant plus que sceptiques quant à la possibilité d'un embargo sur le pétrole ni-

« Le combat des mots et du verbe »

dé l'expulsion du Nigéria du

Commonwealth jusqu'à la mise en

place d'un gouvernement démo-

« LA SUPRÊME IRONIE veut que la mart de Ken Saro-Wiwa, l'écrivain nigérian, militant écologiste et hamme d'affaires, Intervienne, à l'âge de cinquante-quatre ans, d'une manière particulièrement grotesque : jugé et condamné par un tribunal d'exception au lieu d'une juridiction ardinaire, interdit de toute possibilité de faire appel, et finalement pendu. Aucune mentian sur ses arigines, pas plus, naturellement, que sur les différentes étapes de sa vie, qui permetanée, comment les évènements ont pu débaucher sur ce terrible dénauement ». souligne Chuks Hoegbunam, Journaliste nigérian et ami personnel de Ken Saro-Wiwa, dans un long témoignage, publié, le 11 novembre, par le quotidien The Guardian, tandis que l'ensemble de la presse britannique accorde une large place à

l'éxécution des neuf opposants au régime militaire d'Abuja.

Retraçant le parcours de Ren Saro-Wiwa, né à Bori, près de Port-Harcourt, le capitale de l'Etat de Rivers, le journaliste nigérian rappelle qu'il a mené de pair, après un court passage dans l'enseignement, une brillante carrière de haut fonctionnaire (notamment en tant qu'administrateur du port pétrolier de Bonny et détenteur des importants portefeuilles de l'Information au sein du cabinet de l'Etat de Rivers) et d'homme d'affaires canverti au secteur privé (Le Monde du 11 novembre). Tout en poursuivant une intense activité littéraire (il a publié une vingtaine de titres) et journalistique, qu'il a mise à profit pour dénoncer les carences du régime militaire. C'est à partir de 1991, ajoute Chuks lloegbunam,

que Ken Saro-Wiwa a décidé de « tout abandanner » pour se consacrer unique-ment à la défense de la cause du peuple ogoni, une communauté d'un demi-million de personnes vivant dans l'Etat de Ri- : vers. L'année suivante, le décès brutal de son fils, intervenu au collège d'Eton, lors d'un match de rugby, fit que « quelque chose était définitivement mort à l'intérieur de lui-même ».

Ce tragique événement contribua à acau refus des autorités militaires nicérianes d'accorder la moindre attention « aux exigences de son peuple », l'opposant « considéra que la seule solution était d'attirer l'attentian de la communauté internationale ». D'où une série d'actions entreprises en liaison avec Greenpeace et d'autres mouvements écologistes, diri-

gées notamment contre la compagnie pétrolière Shell, qui opère en territoire ogoni. «A l'occasion de son dermer passage à Londres, en mai 1994, il s'était plaint de ce 'que la Shell avait infs.en place un système de surveillance de ses activités à l'échelle mandiale », raconte Chuks lloegbunam.

« Ainsi, l'Etat nigérian a tué Ken Saro-Wiwa. L'homme que je connaissois, celui qui a été man ami depuis plus de dix ans, croyait en un seul combat, celui des mots et du Ogonis fassent valoir leurs droits de façon pocifique. S'il fallait une interprétation à la mort de Ken Saro-Wiwa, elle est simple: rien n'est changé. Sa femme, Hauwa, et ses enfants l'ant déjà remplacé. D'ailleurs, l'un d'entre eux, Ken, a depuis longtemps mené campagne pour obtenir la libération de son père. Le combat continue. »

Florence de Change

■ Le sommet Etats du Comme wealth a condamné, vendre 10 novembre, 2 une « écrasonte majorité [...] la poursuite des essais nucléaires » trançais et appelé à leur arrêt immédiat. Mais les pays qui font ces tests - la Prance et la Chine - n'ont pas été nommés. Le premier ministre britandémarqué du communiqué, le qualifiant de « réellement incorrect, intellectuellement inconsistant et déséquitibré ». « J'ai clairement fait savoir, a ajouté John Major, que le point de vue exprimé par nos collègues du Commonwealth est franchement erroné. » ~ (AFP)

La dérive sanguinaire d'une dictature militaire

AU MATIN du vendredi 10 novembre, l'écrivain Ken Saro-Wiwa et huit autres dirigeants du Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (Mosop) - Barinem Kiobel, John Kpuinen, Baribor Bera, Saturday Dobee, Nordu Eawo, Daniel Gbokoo, Paul Levura et Felix Nuate - ont été transférés, fers aux pieds, du camp militaire de Bori, dans la ville de Port-Harcourt, à la prison centrale de la ville. A 11 h 30, les neuf hommes ont été pendus. « Ils étaient gais à l'approche de leur fin, ils ant même chanté l'hymne du mouvement Ogoni et crié [avant de mourir] que leur lutte cantinuerait », rapporte le quotidien indépendant A. M. News.

Les corps ont ensuite été emportés au cimetière de Port-Harcourt. Malgré un important déploiement militaire, des centaines de personnes s'étaient massées sur le trajet, rapporte l'agence migériane NAN. Selon l'AFP, la direction du quotidien indépendant de Port-Harcourt, Surray, a reçu pour instruction des autorités militaires de l'Etat de Rivers de ne pas faire état des exécutions, afin d'éviter une réaction populaire.

L'épouse de Ken Saro-Wiwa, en pleurs, a simplement annoncé la mort de son mari aux centaines de sympathisants et aux journalistes qui s'étaient réunis au domicile de l'écrivain. « L'exécution de Ken constitue à la fois un avertissement et un défi pour tous les Nigérians. Un avertissement dans le sens aù tout le mande peut cannaître le même sort demain, et un défi car les méthodes employées [par l'opposition] pour lutter contre le pouvoir doivent être revues », a déclaré Femi Falana, l'un des avocats des condamnés.

En effet, l'oppposition nigériane est confrontée à des choix difficiles. D'ores et déjà, certains opposants, réunis au sein du Conseil national de libération (Nalico) autour de persannalités comme l'écrivain et Prix Nobel de littérature Wole Soyinka, préconisent un passage inévitable à l'action violente: sabotages ou lutte armée. La récente fermeture de la raffinerie de pétrole de Port-Harcourt a été provoquée, seion le régime militaire, par un sabotage. Mais face à une armée puissante et bien équipée, cette option paraît peu réaliste et laisse une grande latitude d'action à un régime qui vient de prouver, une fois pour toute, qu'il préfère une dérive sanguinaire, quitte à encourir l'approbre internationale, plutôt que de prendre le moindre risque poli-

La junte nigériane ne pouvait tolérer les abjectifs et les méthodes du Masop. Les Oganis, petite communauté de 550 000 personnes – le Nigéria compte 98 millions d'habitants - s'étaient mobilisés en masse pour demander à le fois leur autonomie et un partage plus équitable des revenus du pétrole, qui représentent 90 % des recettes d'exportation du pays. Ces deux thèmes - une conception plus lâche du fédéralisme, une redistribution de la manne pétrolière - mettent en cause la raison d'être d'un régime qui veut maintenir à tout prix un Etat central fort et qui, pour ce faire, a besoin de tontes les ressources finan-

cières qu'apporte le pétrole. Ken Saro-Wiwa et ses camarades avaient en outre réussi à attirer l'attention internationale sur la cause ogonie. En participant au Sommet de la Terre, en 1992, à Rio, en s'attaquant directement à la Shell, qui exploite les gisements de pétrole situés en pays ogoni, le Mosop avait porté son combat dans le champ des grands médias internationaux, plus particulièrement en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, La destruction de l'économie ogonie, basée sur le pêche et l'agriculture, le sous-développement de la région par rap-

COMMENTAIRE

TARDIVES

INDIGNATIONS

Les rappels d'ambassadaurs, la

suspensian du Cammonwealth

sant des réactions logiques et

saines après l'exécution da Ken

Saro-Wiwa et des ses huit cama-

rades. A Abuja, le général Sani

Abacha et les autres membres de

le junte y verront sans doute la

confirmation de leur thèse d'un

complat international > contre

Mals une fois accomplies ces fi-

gures imposées de l'indignation

Internationala les partenaires oc-

cidentaux du Nigéria devront ti-

rer les conséquences de l'Ineffi-

port au reste du pays étaient connus mondialement

La junte ne pouvait laisser la décision prise par la Shell de se retirer du pays ogoni, après des heurts répétés et des sabotages, servir de précédent. Les différentes tactiques mises en œuvre - exacerbation de la rivalité entre les Ogonis et la communauté voisine des Andonis, harcèlement policier et militaire dans les villages, subornation de certains dirigeants coutumiers n'ont finalement pas suffi. Les circonstances de l'assassinat, en mai 1994, de quatre chefs coutumiers ogonis n'ont jamais été éclaircies, et surtout pas lors du procès de Ken Saro-Wiwa et de ses camarades. Les pendaisons dn 10 no-

cace discrétion qui a prévalu

entre l'annonce des condamna-

tions et leur confirmation. Discrè-

tion que la France à poussée jus-

qu'à l'absurde, se contentant

d'« espérer que la modération et la sagesse » prévaudraient. Il leur

faudra aussi s'interroger sur le

mellleur moyen d'infléchir le

cours pris par la dictature du gé-

Cinquième producteur au sein

de l'OPEP, le Nigéria exporte son

pétrole vers les Etats-Unis, l'Es-

pagne, la France et l'Allemagne,

et accueille sur son sol plusleurs

multinationales pétrolières, la

Shell, bien sûr, mais aussi les amé-

ricaines Chevron et Mobil. l'ita-

lienne Agip et la française Elf.

Pour diverses raisons, entre

autres à cause de l'irritation

néral Abacha.

vembre apparaissent, aux yeux des Ogonis et des observateurs dn procès, comme l'aboutissement d'une provocation, Elles marquent, en tout cas, le paroxysme d'une campagne d'intimidation qui tourne à la terreur orga-

Aujourd'hui, le général Sani Abacha a neutralisé le pays ogoni. Le procès secret des « conjurés » de la tentative de putsch de mars 1995 – dont la réalité n'a jamais été établie - hi a permis d'écarter ses rivaux militaires potentiels, tous condamnés à de très longues peines de prison, après avoir échappé au peloton d'exécution,

par la « grāce » présidentielle. Reste à régler le sort de Mos-

grandissante des populations à l'égard de compagnies perçues comme des puissances accupantes, l'explaitation du pétrole nigérian se fait de plus en plus aff share, sur des platesformes souvent construites par le

groupe Bouygues.
Or, le régime nigérian ne craint rien autant que le retrait des multinationales; le boycottage des produits venus du Nigéria auraient des conséquences immédiates. Et, comme la fait remarquer l'écrivain britannique William Boyd, qui était l'ami de Ken Saro-Wiwa, « le Nigéria en est arrivé au même niveau de dégénérescence marale que l'Irak de Saddam Hussein >.

hood Abiola. Le milliardaire yortba avait remporté les élections pluralistes de juin 1993, aussitot annulées par les militaires. Après s'être proclamé président, en juin 1994, M. Abiola - un sudiste musulman, capable donc de surmonter l'un des antagonismes fondamentauz du Nigéria, entre le Nord musulman et le Snd, chrétien ou animiste – a été emprisonné par le général Abacha, qui l'a fait inculper de trahison. Aujourd'hui, l'ensemble des forces d'opposition demande la formation d'un gou-vernement de transition présidé par M. Abiola, qui établirait un projet de Constitution et un

échéancier électoral. A ce projet, la junte oppose le calendrier de retour à la démocratie, présenté le 1º octobre. Mais il s'agit d'un dispositif en trompe-Poeil avant tout destiné à maintenir au pouvoir le groupe du général Abacha tout en lui donnant un vernis de légitimité, et qui pourrait être complété par une condamnation à une longue peine de prison, voire à la peine capitale, de Mos-

hood Abiola. Les militaires comptent manifes tement sur la passivité de la population, assommée par la répre et la crise économique. Pourtant, comme le fait remarquer un responsable d'une association catholique active en Afrique, « les heurts entre chrétiens et musulmans dans le nord du pays se sont calmés parce que les deux camps se sont retrouvés dans la même détestation du ré-

Plus de 600 000 immigrés algériens de France ont commencé à voter pour l'élection présidentielle

Des sondages donnent l'avantage à Saïd Sadi. L'inconnue porte sur le taux de participation

11 novembre, en France, pour élire un nou-

mine Zeroual. Cette opération de vote, qui n'a en Algérie même. Des sondages donnent

Quelque 630 000 ressortissants algériens et veau chef de l'Etat parmi quatre candidats, été étalée que sur trois jours pour des raisons l'avantage, dans la communauté immigrée, à binationaux ont commence à voter, samedi dont l'actuel titulaire du titre, le général Lia- de sécurité, sera organisée jeudi 16 novembre Said Sadi, secrétaire général du RCD. Une in-

nauté algérienne de France a commencé, samedi 11 novembre, à voter pour l'élection présidentielle. Pour la première fois de leur histoire, les quelque 630 000 ressortissants algériens et binationaux inscrits, selon Pambassade d'Algérie à Paris, sur les listes électorales, sont appelés à choisir, parmi quatre candidats, leur futur chef de l'Etat. Panneaux électoraux à physieurs visages, urnes munies de plusieurs scellés, nbservateurs représentant plusieurs candidats : une vingtaine de centres de vote devraient, pendant trois jours, vivre sous le signe de la pluralité. Une pluralité certes relative, puisque trois grands partis FLN, FIS, FFS - sont absents, mais qui n'en constitue pas moins

une grande nouveauté. Jamais, jusqu'alors, les Algériens de France n'avaient été ainsi consultés. Les précédents scrutins présidentiels n'avaient nffert le choix, ici comme là bas, qu'entre le

Une religieuse française tuée et une autre blessée dans un attentat à Alger

DEUX RELIGIEUSES françaises, Odette Prévost, soixantetrois ans, et Chantal Galicher, cin-quante trois ans, de 12 congrégation des Petites Sœurs du Sacre Couli, on et victimes d'un attentat, vendredi 10 novembre, à la sortie de leur domicile, dans le quartier de Kouba, à Alger. La première a été tuée et la seconde grièvement hlessée, mais ses fours ne seraient pas en danger. Ce nouvel acte terroriste porte à quatregers assassinés depuis septembre 1993, parmi lesqueis trente-trois Français, et onze prêtres, religieux et religieuses. Paris a de nouveau invité, « de façon pressante », ses ressortissants à quitter le pays si leur présence n'y n'est pas « Indispensable ».

Ce dernier attentat frappe une communauté chrétienne réduite à moins de dix mille fidèles, répartis dans les quatre diocèses d'Alger, d'Oran, de Constantine et de Laghouat. Certaines congrégations. comme les Sœurs hlanches ou les Sœurs espagnoles de Saint-Augustin, nnt demandé à leurs membres de quitter l'Algérie. Mais la plupart ont laissé libres de leur choix des prètres et des religieuses dont la mission est de vivre auprès des populations algériennes les

« POUROUOI S'OBSTINER ? »

Dès le printemps 1994, les supérieurs de congrégations étrangères, réunis à Alger, décidaient de rester. « maleré les sollicitations ou pressians de nos ombassades respectives ». Mais la question devenait plus aiguē après les attentats qui visaient des religieux. « Pourquoi s'obstiner à rester, alors que l'Algérie et l'islam naus rejettent ? », demandait Mgr Claverie, évêque d'Oran, en février, dans son journai dincésain. Et de répondre : « Sans armes et sans puissance. nous demeurons, minorité solidaire d'autres minarités, victimes, aujourd'hui, comme nous, de l'ostracisme nationaliste ou religieux. »

Fin juillet, dans une lettre au Conseil des conférences épiscopales d'Europe (CCEE), les quatre évêques d'Algérie confirmalent leur décision de rester. Pour eux, la présence chrétienne est un signe de soutien aux Algériens musulmans « qui rejettent le totalitarisme et veulent vivre un islam ouvert au pluralisme des tendances, des cultures, et occueillont oux autres religions ».

candidat unique et l'abstention. Quant à la courte expérience du multipartisme, elle s'était réduite, pour les immigrés, au seul vote par procuration lors des élections municipales de juin 1990 et législatives de décembre 1991. Encore fallait-il être inscrit dans son village d'ori-

Cette fois, les autnrités algériennes ont tenté de bien faire les choses. Convaincue que « le vote des immigrés est une vitrine », l'ambassade d'Algérie a accompli un travail considérable. En l'absence de tout fichier électoral, une carte a été envoyée aux ressortissants algériens immatriculés par les services consulaires depuis moins de cinq ans. « Tous les autres ont été contactés individuellement par lettre pour leur indiquer qu'ils pouvaient s'inscrire jusqu'au 1º navembre, précise l'ambassade. Nous avons même prolongé d'une semaine pour

Selnn un sondage réalisé par Pinstitut CSA pour InfoMatin, 61% des inscrits déclarent leur intention d'aller voter, 13 % affirment qu'ils se déplaceront « sans doute ». Pronostic très encourageant pour les autorités algériennes, qui confient qu'elles se contenteraient hien d'une participation de l'ordre de 60 %. Le second résultat du sondage risque de moins plaire au pouvoir. Avec 22 % des voix, le président sortant, Liamine Zeroual, est devancé par Saïd Sadi (25 %), candidat du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Mahfoud Nahnah, pour le Hamas, est crédité de 5 %, et Nourredine Boukrouh, du Parti du renouveau algérien (PRA), de 2 %.

Résultat qui peut s'expliquer par

candidats à la présidence de la République, le

social-démocrate Jose Luis Chea. Du fait de sa

participation à un coup d'Etat en 1982, le géné-

ral Efrain Rios Montt n'a pas été autorisé à se

présenter aux élections mais il a désigné un

homme de paille, Alfonso Portillo, pour le rem-

placer à la tête de sa formation, le Front répu-

ans. Rios Montt mena une sangiante répres-

sion contre la hase indigène de la guérilla au

déhut des années 80. Les panneaux du SRG ré-

vèlent sans détours les intentions du « géné-

ral » comme le désignent ses compatriotes:

« Portillo président, Rios Montt au pouvoir. » Les

foules se sont déplacées pour aller entendre

l'ancien dictateur qui accompagnait « son »

candidat. Il doit sa popularité à un discours

musclé sur la lutte contre la délinquance, deve-

nue au cours des dernières années la principale

préoccupation des dix millions de Guatémal-

« Seul le général peut mettre un terme aux en-

lèvements, aux assassinats et à l'impunité, disent

ses nombreux partisans. Le « respect de la loi »

et la peine de mort sont les principaux argu-

Militaire évangéliste agé de soixante-huit

blicain guatémaitèque (SRG).

la spécificité de la situation française. Le poids de la population kabyle d'abord : selon une récente enquête de PINED, 28 % des immigrés algériens sont originaires de Kabylie, comme M. Sadi. D'autant que l'autre personnalité kabyle, Hocine Ait Ahmed, secrétaire géroual sur « lo sécurité et l'expérience », le cheikh Nahnah sur la centralité d'un «islam tolérant», eux nnt plaidé pour une Algérie « laique et démocratique ». De Radio-France-Maghreb à Radio-Gazelle, ces radios ont largement relayé la campagne, allant jusqu'à

Trois jours de scrutin

22 centres, 91 bureaux de vote, pinsieurs centaines de miliers de participants : l'élection présidentielle a fait l'objet, en France, de longues discussions afin d'en fixer le dispositif. L'ambassade d'Algérie souhaitait en étaler la durée sur six jours. Le ministère de l'intérieur français a ramené celle-ci à trois jours « pour raisons de sécurité ». Les bureaux seront donc ouverts, samedi 11 et dimanche 12 novembre, de 8 heures à 20 heures, et jeudi 16 novembre, de 9 heures à 19 heures.

Comme lors des précédents scrutins, les bureaux ont été installés dans les 17 consulats algériens. Les autorités ont aussi rouvert quatre anciens consulats et réquisitionné le centre culturel algérien, à Paris. En revanche, pour la première fois, les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe n'ont pas été utilisés. Moyen pour l'ambassade de symboliser la « rupture avec l'époque du FLN ». Précantion aussi à l'heure où l'ancien parti unique boude le scrutin.

Au Guatemala, le candidat-conservateur Alvaro Arzu-

al (PAN), Alfor

l'homme Ramiro de Leon.

est le grand favori de l'élection présidentielle

« Nous avons tous un objectif commun : barrer didat conservateur du Parti pour l'avancement ont fait de véritables progrès avec la signature de

de 35 % des intentions de vote contre 16 % pour

M. Portillo, le représentant du PAN a laissé de

bons souvenirs à ses administrés lors de son

passage à la mairie de la capitale. M. Arzu sou-

haiterait gagner dès le premier tour (un

deuxième tour aura lieu le 7 janvier si aucun

des candidats n'obtient 50 % des suffrages ex-

primés dimanche 12 novembre) pour éviter la

répétition du phénomène survenu lors des

élections précédentes. En 1991, le protégé du

général Rios Montt, Jose Serrano, s'était impo-

sé au deuxième tour, alors que les sondages le

placaient en quatrième position avant le pre-

mier. Deux ans plus tard, il tenta d'imiter le Pé-

ruvien Alherto Fujimori en organisant un

« coup d'Etat civil ». Il fut démis de ses fonc-

tions et remplacé par le procureur des droits de

A la tête d'un Etat vilipendé à l'échelle inter-

nationale pour sa politique répressive et ses es-

cadrons de la mort, M. de Leon a décu certains

de ses partisans qui lui reprochent de n'avoir

pas suffisamment essayé de réduire le pouvoir

de l'armée et de forcer un accord de paix avec

la guérilla de l'Union révolutionnaire nationale

guatémaltèque (URNG). Ramiro de Leon s'en

listes (FFS), boude les urnes.

Le RCD bénéficie sans doute aussi du dynamisme de sa campagne. Les policiers des renseignements généraux sont à cet égard formels: des quatre candidats, M. Sadi est celui dont les troupes se sont le plus mobilisées. Non qu'il ait bénéficié d'un accès privilégié aux médias. Comme les autres, les partisans du RCD ont défendu sur les ondes des radios communautaires leur vision de l'Algérie. Là où M. Boukrouh insistait sur la « réconciliation », M. Ze-

néral du Front des forces socia- donner la parole au représentant en Europe de Pex-FIS, Rabah Ke-

> Les rassemblements n'ont pas davantage créé la différence. Et pour cause : le ministère de l'intérieur avait interdit, pour raison de sécurité, toute réunion publique. Au RCD, on confesse avoir réussi à organiser une des quinze réunions prévues en la dissimulant derrière une conférence culturelle, « Mais c'était à La-Roche-sur-Yon. Et, dans toute la Vendée, on recense 247 Algériens.»

Restait le terrain. Au PRA, on reconnaît avoir manqué de militants pour faire une campagne de porte-

ments du SRG qui, selon les sondages, arrive- défend vigoureusement. «Au cours des deux rait en deuxième position, loin derrière le can- dernières années, dit-il, les négociations de paix

à-porte. Les partisans de M. Nahnah, en revanche, ont pu s'appuyer sur certaines associations islamiques. « Mais les circonstances actuelles ne sont pas favorables », avoue Abderazak Makri, membre du bureau politique du Hamas, venu mener campagne en France. Cextains électeurs « font l'amalgame entre nous et le FIS ». explique-t-il, tandis que d'autres, sensibles aux appels au boycottage lancés par l'ex-FIS, « doivent être convaincus de l'utilité de voter ».

La candidature de M. Zeroual a bénéficié, elle, dans certains départements, des infrastructures de l'Amicale des Algériens en Europe. En outre, un comité de soutien lancé en octobre a fait le tour des consulats pour distribuer la brochure qui vante le bilan du président sortant. S'appuyant sur son réseau d'« associations amies », le RCD a adopté la même tactique, écumant marchés, foyers de travailleurs immigrés et concerts de musique maghrébine.

Une incomme demeure: le taux de participatinn. Persnnne ne donte du grand « civisme » des immigrés de la première génération. Ils ont conservé les habitudes de l'époque du FLN, lorsque l'abstention rendait aléatoire le renouvellement du passeport et donc le retour an pays. Chez les jeunes élevés en France, en revanche, le scrutin peut apparaître suspect ou intérêt. Beaucoup n'éprouvent aucune envie de légitimer un régime qu'ils jugent responsables des maiheurs de l'Algé-

isieurs accords, en barticulier sur les droits (

l'homme et sur les indigènes. L'URNG o décidé,

pour des roisons stratégiques, d'attendre l'entrée

en fonctions du prochain gouvernement pour si-

S'agissant des récents événements violents,

notamment le massacre de onze indigènes et

l'enlèvement du neveu de Rigoberta Menchu,

Prix Nobel de la paix, M. de Leon estime que

cela prouve l'urgence de mettre fin à un conflit

vieux de trente-cinq ans. « L'armée a profondé-

ment changé, assure-t-il, mais il existe encore

des forces rétrogrades parmi les civils extrémistes

La participation de la gauche aux élections

de dimanche prouve que les temps ont changé depuis le coup d'Etat appuyé par les Etats-

Unis, qui mit fin à l'expérience socialiste du co-

lonel Jacobo Arbenz en 1964. Discrètement ap-

puyé par la guérilla, le Front démocratique

nouveau Guatemala (FDNG) obtiendrait

moins de 4 % des suffrages, selon les sondages.

Mais il peut désormais, sans risquer la répres-

sion, scander devant le palais national : « Mili-

tuires assassins, dehors! »

qui cherchent à provoquer l'anarchie. »

gner la paix. C'est son droit. > ...

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

AFRIQUE

■ TCHAD: le premier ministre, Djimasta Koibia, a annoncé, vendredi 10 novembre, que la table ronde réunissant le gouvernement et les groupes d'opposition armée se tiendrait, du 13 au 20 décembre, à Franceville, au Gabon. D'autre part, le porte-parole du gouvernement, Youssof Mbodou Mbami, a indiqué que les élections multipartites ne pourront pas se tenir « avant la fin de la troisième transition, le 9 avril 1996 ». - (AFR, Reu-

■ ZIMBABWE: des émeutiers out incendié et détruit, vendredi 10 novembre, des véhicules de l'administration et pillé des magasins dans le centre de Harare, pour protester contre la mort de deux personnes tuées accidentellement par la police. Le calme est revenu dans la soirée. - (AFP, Reuter.)

rale a rejeté, vendredi 10 novembre, une proposition du gouvernement d'organiser en décembre des élections législatives au Cachemire, en proie à une insurrection séparatiste. Le président de la commission a déclaré qu'il fallait attendre « des conditions favorables à la tenue d'élections équitables ». – (APP.)

MALLEMAGNE: le Bundestag a infligé un camouflet au gouvernement, vendredi 10 novembre, en adoptant par 268 voix contre 225 et Sabstentions, une motion exigeant l'annulation d'une invitation lancée au ministre des affaires layati, par son homnlogue allemand, Klaus Kinkel. A la suite de ce vote, ce dernier a annoucé l'ajournement de la conférence sur Pislam à laquelle devait participer M. Velayati. Le Bundestag entendait protester contre les récents propos du président iranien, Hachémi Rafsandjani, justifiant l'assassinat d'Itzhak Rabin. - (AFP) ■ IRLANDE: la police a découvert deux charges explosives de 135 et 450 kg près de la frontière avec l'Irlande du Nord, vendredi 10 novembre. Quatre hommes ont été arrêtés et la police friandaise a indiqué que leur intention était de « commettre une attaque massive à la bombe > en Ulster Ces attentats anraient été préparés, selon la pocain », petit parti né d'une scission

du Sinn Fein (aile politique de PIRA) en 1986, ce que le « Sinn Fein républicain » à démenti. -

ALBANIE: les corps de quarante personnes exécutées par la police secrète sous le régime communiste ont été déconverts récemment dans une fosse commune à Shkoder (120 km au nord-ouest de Tirana), a rapporté, vendredi 10 novembre, l'agence ATA. - (AFP.)

ÉCONOMIE

UNION EUROPÉENNE : le taux de chômage est resté stable en septembre par rapport à août et juillet, touchant 10,5 % de la population active. En septembre 1994, il atteignait 11,1 %. Le Luxembourg a le plus faible taux de chômage des Quinze (3,8%), l'Espagne le plus élevé (22,2 %). En Allemagne et en France, le taux de chômage a légèrement progressé en septembre, respectivement à 8,4 % et 11,4 %. - (AFP.)

■ ALLEMAGNE: les prix à la consommation ont diminué de 0,1 % en octobre par rapport à septembre, une évolution attribuée par l'Office fédéral des statistiques à la baisse des produits alimentaires de saison (- 2,5 % sur un mois) et à celle des prix de l'énergie (-0,4 %). En glissement sur un an, l'impation s'est élevée à 1,8 % en octobre, comme en septembre.

BRÉSIL: l'inflation au Brésil s'est élevée à 1,4 % en octobre par rapport à septembre, selon les chiffres communiqués par l'institut des statistiques de Rio de Janeiro. Elle a atteint 18,2 % au cours des dix premiers mois de 1995, un très net raientissement par rapport à la période équivalente de 1994 (+ 883 %). - (AFR) ESPAGNE: en présence de

Ron Brown, le secrétaire d'Etat américain au commerce, une conférence rassemblant 120 hommes d'affaires américains et de l'Union européenne s'est ouverte, vendredi 10 novembre à Séville, en Espagne, pour examiner les relations commerciales transatlantiques. Cette conférence fait partie des préparatifs au sommet américano-européen qui se tiendra le 3 décembre à Madrid. -

Bertrand de la Grange

Les Néerlandais dépités par le veto américain opposé à Ruud Lubbers à l'OTAN

de notre correspondant Surprise, déception, amertume, dnutes: les Néerlandais ont mal vécu, vendredi 10 novembre, l'annonce par leur ministre des affaires étrangères, Hans van Mierlo, dn retrait de la candidature de Ruud Lubbers au poste de secrétaire général de l'OTAN. «Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils ne sou-tenaient pas M. Lubbers au poste de secrétaire général de l'OTAN. Le gouvernement regrette terriblement de devoir, dans ces conditions, retirer. à so demande, sa candidature », a annoncé, la mine sombre,

Ruud Lubhers était pourtant soutenu par une majorité de capitales européennes, dnnt Paris, Bonn et Londres. Mais un coup de téléphone du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher à Hans van Mierlo, samedi 4 no-

qui régnait à La Haye après l'entretien que l'ancien premier ministre avait eu avec des officiels américains quelques jnurs plus tôt à Washington. « M. Christapher m'o dit : la candidature de Lubbers pose beaucoup de problèmes aux Elats-Unis. C'était totalement inattendu. Mercredi, il a confirmé le veto », raconte Hans van Mierio.

Les diplnmates néerlandais étaient persuadés que les entretiens à Washington s'étaient bien passés. Alors même que son concurrent danois, Uffe Ellemann-Iensen, passait à son tour son « grand oral » aux Etats-Unis, le gouvernement présentait officiellement M. Lubbers à la succession de Willy Claes. Cet empressement a-t-il constitué un faux pas de la part de La Haye? De l'avis général, ce ne peut être la seule explication au veto américain. Vendredi, l'International Herald Tribune, cifirmait: « Lubbers a foit mauvaise impression à Washington. Il n'était pas à la hauteur, notamment en ce qui concerne la mission de l'alliance en Bosnie. » Cette explication a été confirmée au Monde par un diplomate américain. Un autre argument en sa défaveur pourrait être l'aptitude de Ruud Lubbers à toujours rechercher le compromis et sa difficulté à énoncer clairement ses points de vue. « Alars au'ils vont engager leurs troupes en Bosnie, les Américains ont absoluement besoin d'un homme oux idées claires, capable d'expliquer simplement à leur opinion publique la présence des « boys » en ex-Yougoslavie », estime un observateur à

Quoi qu'il en soit, le veto américain fait une nouvelle fois s'écrouler le rêve de voir enfin un sujet de la reine Beatrix accéder à une position de prestige à la tête d'une tant un « membre de l'OTAN », af- organisation internationale. Car

l'échec de M. Luhbers fait suite à plusieurs tentatives infructueuses de placer des Néerlandais à des postes-clés: la BERD, la FAO et la présidence de la Commission européenne nnt ainsi échappé ces demières années à des candidats venus des Pays-Bas. Vendredi, les Néerlandais, ani-

més par un puissant sentiment d'unité nationale, votre de chanvinisme, dès qu'il s'agit d'envoyer un des leurs à un poste en vue, se sont retrouvés une nouvelle fois avec la « gueule de bois », remarqualent plusieurs députés. « C'est une gifle pour Lubbers et pour le gouvernement », insistait Jaap de Hoog Scheffer, spécialiste chrétien-démocrate de politique étrangère. « Celo ne va pas améliorer nos relations avec les Etats-Unis», reconnaissait un Hans van Mierlo visiblement dépité.

17.

L'incertitude persiste en Russie sur les règles du scrutin de décembre

MOSCOU

Malgré le lancement officiel, vendredi 10 novembre, de la dernière étape avant les élections à la Douma prévues pour le 17 décembre, un certain flou règne touiours sur les règles qui régiront le scrutin, voire sur sa date. Ce qui est de plus en plus souvent interprété comme une tactique délibérée du Kremlin, effrayé par la montée de l'opposition communiste et nationaliste, et qui se réserverait des marges de manœuvre en prévision du seul scrutin qui compte vraiment en Russie : celui de la présidentielle, théoriquement fixé pour juin 1996. Mais cette dernière est elle-même suiette à caution en raison des doutes sur la capacité de Bons Eltsine à s'y représenter Ce qui avive la bataille entre membres de l'« entourage présidentiel », contraints de se réaligner autour de possibles héritiers.

En enregistrant un nombre record de 42 partis et blocs électoraux, la commission électorale . débat politique n'est-il guère de centrale, nommée par le Kremlin, a renforcé, vendredi, les arguments de ceux qui veulent changer les règles du jeu électoral, et éventuellement repousser les échéances, ou qui se réservent la possibilité d'en annuler les résultats aprèscoup. En effet, la « règle des 5 % » des voix qu'un parti doit réunir ponr siéger à la Douma signifie que la très grande majorité des partis n'y sera pas représentée, même și la proportionnelle ne joue que pour la moltie de ses 450 sièges. Ce qui avait paru suffisant au président de la Cour suprême, un fidèle du président, pour suggérer à l'avance que la « légidmité » d'une telle chambre pourrait être

HYPOTHÈQUE

La Cour constitutionnelle a donc été saisie, mercredi, par la Cour suprême à ce sujet et se réserve le droit de juger - au moment opportum – si cet article de la loi électo rale est conforme à la Constitution. Mais une telle hypothèque, qui s'assimile trop ouvertement à de la manipulation, a déjà provoqué une levée de boucliers. Avant tout, de la part des partis d'opposition totalement assurés de franchir la barre des 5%: Il s'agit des communistes, des libéraux de Grigori Iavlinski et du bloc centriste de louri Skokov et du général Alexandre Lebed.

Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre qui parraine le parti Notre Maison la Russie, longtemps donné pour une valeur sûre, s'est prononcé, vendredi, contre tout report des élections. Mais il a évité de préciser s'il était pour ou contre un changement des règles électorales en cours de campagne, comme l'ont remarqué ceux qui pensent que sa formation, souffrant d'etre baptisée le « parti du pnuvoir », ne serait plus totalement assurée de recueillir S % des

Est-ce pour cela que Viktor Tchernomyrdine a décidé, vendredi, de nommer l'ancien chef du FSB (l'ex-KGB), Sergueī Stepachine, à la tête d'un « département d'unalyse du fonctionnement des ministères de force » auprès de son gouvernement? Cette décision. hardie dans le contexte russe où tous ces ministères sont étroitement contrôlés par le président via son garde du corps, Alexandre Korjakov, confirme pour le moins les relations tendues entre ce dernier et le premier ministre. D'autant plus qu'elle a été prise au lendemain d'un oukase présidentiel plaçant deux poulains du général Korjakov - le premier vice-premier ministre, Oleg Soskovets, et le nouveau chef du FSB, Mikhail Barsoukov -, à la tête d'une mystérieuse « commission chorgée de la protection des secrets d'Etat ». La question légitime qui se pose alors est de savoir quel est désormais le vrai « parti du pouvoir », dans la mesure où, surtout à la veille d'élections, nul ne peut y prétendre en Russie sans l'appui des services secrets.

Sophie Shihah

L'Azerbaïdjan organise ses premières élections législatives depuis son indépendance

Le président Aliev contrôle étroitement le scrutin et fait surveiller l'opposition

Indépendant depuis l'éclatement de l'URSS en 1991, l'Azerbaïdjan organise, dimanche 12 no-

de notre envoyée spéciale

Seules quelques affiches électo-rales collées à la va-vite sur les

murs délabrés de Bakou, la « ville

des vents », laissent présager de la

tenue, dimanche 12 novembre, des

premiéres élections législatives que connaît l'Azerbaīdjan indé-

pendant. On est loin des meetings

houleux du Front populaire, la for-

mation qui, aprés avoir mené

l'Azerbaidjan à la souveraineté en

1991, fut au pouvoir entre 1992 et

1993. Depuis, le pays a vu passer

trois présidents, autant de coups

d'Etat et de multiples « complots ».

La guerre avec l'Arménie a fait

trente mille morts, jeté sur les

routes un million de réfugiés et

amputé le pays de 20 % de son ter-

ritoire occupe par les Arméniens.

La fermeture, cet hiver, de la fron-

tière avec la Russie an nord, pour

cause de guerre en Tcbétchénie, a

achevé d'étrangier un peu plus le

pays en paralysant les échanges

agricoles avec Moscou. Aussi le

Exsangue et pressé de recevoir

les dividendes du pétrole de la mer

Caspienne, l'Azerbaïdjan cherche

à se doter d'une apparence de dé-

mocratie, condition préalable à

tout investissement occidental.

L'élection d'un Parlement réduit à

sa plus simple expression et

l'adoption d'une Constitution sur

mesure devraient donner à Guei-

dar Aliev, ancien membre du Polit-

buro soviétique, qui mène le pays

d'une main de fer depuis 1993, la

vembre, ses premières élections législatives. doute. Le président Gueïdar Aliev, ancien

membre du bureau politique du PC soviétique, contrôle tous les leviers du pouvoir et l'opposition a été sérieusement intimidée.



manet Crossence (1993) ne guitte jamais, a même été diffusé par la télévision locale. En re-

vanche, quatre autres formations opposées à la politique du président Aliev, dont le parti historique Moussavat (centre droit). ont été interdites de scrutin « selon des critères douteux », a conclu la mission d'observation conjointe ONU-OSCE. « Les gens qui ont signé sur mn liste unt ensuite reçu lo visite de policiers à leur domicile les enjoignant de se récuser », dénonce Lella lounoussova dont le petit parti a été exclu. Finalement autorisée à se présenter à titre individuel, cette figure de l'opposition a vu, le 3 novembre, une de ses « rencontres avec les électeurs » interompue par une incursion des forces de l'ordre. De telles turpitudes ne sont évi-

stabilité qui lui fait tant défaut. Sur les huit partis autorisés à se présenter, seul le Front populaire demment pas le lot de Yéni Azerbaidjan, le parti présidentiel qui devrait remporter haut la main ces est vraiment représentatif de l'opposition, Un discours de son chef élections. Dans quelques circonscriptions, comme dans celles charismatique, l'ancien président de Khatamski, un quartier indus-triel de la capitale, des candidats Aboulfaz Eltchibey, enregistré depuis son fief du Nakhitchevan qu'il

seuls en lice, vont même pouvoir renouer avec la tradition soviétique. « Une fois les élections terminées, un nouveau tour de vis est à craindre », disent les opposants.

LA PRESSE CENSURÉE

Complots et tentatives d'assassinats qui se succèdent à une fréquence impressionnante permettent d'emprisonner tous ceux qui ont le malheur de pas plaire. Ainsi Tofik Gassimov, ancien ministre des affaires étrangères d'Aboulfaz Eltchibey, accusé d'avoir tenté de renverser l'actue) président, est incarcéré depuis septembre. Son ex-collègue de l'intérieur, Iskender Gamidov, a été condamné à quatorze ans de détention pour «trafic d'armes». Aytara Aliev, coprésident dn Parti social-démocrate, soupconné lui aussi d'avoir pris part à quelques coojurations, croupit en prison depuis un an dans l'attente de son jugement. D'autres, comme le président du Parti Moussavat, Issa

Gambar, se trouvant sous le coup d'une enquête judiciaire, ne peuvent pas quitter Bakou. Soucieuses de paraître plus libérales à l'approche des élections, les autorités avaient annoncé, le mois dernier, la suppression d'un des organismes chargé de la censure de la presse. Le même jour, on apprenait cependant que quatre journa-listes d'un journal satirique local avaient été condamnés à des peines de trois ans à cinq ans d'emprisonnement pour avoir

diffamé le président ». Les rédacteurs eo chef continuent ainsi aujourd'bui de faire porter chaque jour au censeur en chef, lamanguir Ildirim-Zade, qui dirigea un temps le service de propagande du Parti communiste d'Azerbaîdjan, une édition du jour qui leur sera rendue avec des coups de ciseaux en plus, quelques beures plus tard. «Aujourd'hui: coupez, coupez, cnupez ! », peut-on lire dans le cahier de service du censeur dont les journalistes ont pu se procurer une copie. Et l'un d'entre eux de lancer, dans un éclat de rire général: « Its vont finir par nous demander de publier le nombre de cheveux que chaque rédacteur en chef o sur

Marie Jégo

■ Le dirigeant du Parti national de l'Etat (opposition), Neimat Panakhov, a été empêché par la police de tenir un meeting, veodredi 10 novembre, à Bakou. Les forces de police lui ont interdit de s'approcher du lieu prévu pour le rassemblement et l'ont déteno deux heures. Il a officiellement été accusé de ne pas pouvoir présenter tous les papiers du véhicule qu'il conduisait au moment de son interpellation. - (AFP, AP.)

Croates et Bosniaques signent un accord sur le renforcement de leur fédération

LE PRÉSIDENT bosniaque, Alija izetbegovic, et le président de la Fédération croato-musulmane, Kresimir Zubak, ont signé, vendredi 10 novembre à Dayton (Etats-Unis), un accord sur le renforcement de la Fédération croato-rausulmane. Le président de Croatie, Franjo Tudiman, a paraphé en tant que témoin cet accord qui, selon lui, représente le « premier pes important » vers le rétablissement de la paix dans l'ex-Yougoslavie.

« Ln Fédérotion est un élément essentiel pour la paix en Bosnie-Herzégovine », a également estime Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, qui présidait la cérémonie de signature sur la base aérienne américaine Wright-Patterson, a Dayton, en Ohio. « Dans le traité de poix, la Fédération sera une des deux parties constitutantes » du futur Etat bosniaque, l'autre entité devant être la « République serbe de Bosnie », a-t-il ajouté. Cet accord est supposé donner consistance à cette fédération, constituée en mars 1994 sous l'égide des Etats-Unis pour mettre un terme à la guerre qui opposait depuis plus d'un an Croates et Musulmans, mais qui n'existait en fait que sur le papier.

Pour M. Christopher, l'objectif est d'instaurer - une democratie multi-ethnique » en Bosnie. « Le gouvernement central de Sarajevo gardera les pouvoirs essentiels dont il a besoin pour son existence », tout en déléguant à la Fédération croato-musulmane des prérogatives comme la police ou le prélèvement des impôts, a précisé le secrétaire

Selon les principaux points de cet accord, le gouvernement central de Bosnie-Herzégovine conservera les affaires étrangères et le commerce extérieur, la politique monétaire commune... La Fédération en revanche prendra en charge la santé, l'agriculture. l'éducation, la justice, la collecte des impôts, l'énergie et le trans-Croates acceptent de dissoudre leur entité nationale appelée Herceg-Bosna et donc leur armée, le conseil de défense croate (HVO). Les deux armées, bosniaque à maiorité musulmane et croate de Bosnie, devront donc en principe fusionner. De même, un corps de police unifié devra être créé.

· 21 - 244 #

4 min Select

managar of the Miles State of

1 20 8 1 1 A 600

warm or on the

in the market of the

LIBERTÉ DE MOUVEMENT

D'autre part, une annexe de l'accord prévoit la réunification « sous l'autorité d'un seul conseil municipal » de la ville de Mostar, coupée en deux depuis les combats entre Croates et Musulmans. Quatre ministères de la Fédération devraient en outre être installés dans cette ville. L'accord affirme aussi le droit des réfugiés à retourner dans leur foyer ainsi que la bberté de mouvement pour tous, sans toutefois dire comment cela sera possible.

Le transfert des responsabilités devrait se faire eo deux temps : les Assemblées et le Parlement devront se mettre d'accord avant le 20 décembre, et la Fédération devia assumer ses responsabilités avant le 20 janvier. Mais la traduction dans les faits de cette volonté de se fédérer n'est pas évidente. Les signataires ont reconnu, vendredi, que leur accord ne peut s'appliquer véritablement qu'une fois un accord de paix global signé pour l'ensemble du pays. Or de nombreuses questions sur la Bos-nie restent encore à régler. Warren Christopher a demandé, vendredi, aux présidents serbe, croate et bosniaque de se concentrer sur les questions territoriales et sur le statut de Sarajevo dans la suite des pourpariers de Dayton.

Par ailleurs, le comité des sanctions de l'ONU assoupii, vendredi soir, le régime d'embargo contre la Serbie et le Monténégro en autorisant une importante livraison de gaz naturel russe et la fourniture de fuel domestique et de gaz liquide pour les mois d'hiver. Il s'agit là d'une mesure exceptionnelle, à caractère bumanitaire, qui fait suite à un appel « conjoint » lancé jeudi à Dayton par MM. Izetbegovic et Milosevic. -(AFP, Reuter.)

Le budget voté par les députés allemands prévoit un déficit en hausse Le pays atteindra en 1996 les plafonds financiers fixés par le traité de Maastricht

de notre correspondant

An cours du débat sur le budget fédéral adopté vendredi 10 novembre par le Bundestag (chambre des députés), l'opposition à la coalition du chancelier Helmut Kohl a agité devant le ministre fédéral des finances, Theo Waigel, le spectre de ce qui doit être l'un de ses pires cauchemars: une Allemagne qui ne respecterait plus les critères de convergence économique fixés par le traité de Maastricht.

Pour les sociaux-démocrates (SPD) Ingrid Matthäus-Maier a accusé M. Waigel de mener « une politique des finnnces chnotique ». Le député du groupe Alliance 90/les Verts Oswald Metzger a affirmé que l'endettement global de l'Allemagne dépasserait en 1996 la limite fatidique des 60 % dn produit intérieur brut (PIB) en raison de la dette de l'Etat fédéral, mais également de la très difficile situation financière que connaissent les Lander et les

M. Waigel a rétorqué que le déficit de 1996 ne dépasserait pas la barre des 3 % du PIB fixée par le traité de l'Union européenne et que la dette globale resterait juste au-dessous des 60 %. Selon Iui, sur les 2 000 milliards de dette totale de l'Allemagne, 300 milliards sont à imputer à des ministres des finances sociaux-démocrates, 700 milliards aux Lander et aux communes et 450 milliards sont l'héritage de quarante ans de communisme en RDA.

Le budget 1996, adopté avec les 337 voix des unions chrétiennes (CDU-CSU) et du Parti libéral (FDP) coutre 313 voix (SPD, les Verts et les néocommunistes dn PDS), prévoit une baisse de 1,4 % environ des dépenses, à 451,3 milliards de deutschemarks. Cependant, le déficit budgétaire devrait augmenter de 10 milliards de deutschemarks pour atteindre 60 milliards de deutschemarks (207 milliards de francs).

L'opposition reproche à M. Waigel d'avoir soumis aux députés un budget impossible à tenir. Le « grand argentier » avait révélé fin octobre que les rentrées fiscales des collectivités publiques seraient inférieures de plus de S5 milliards de deutschemarks aux prévisions en 1995-1996, et que 20 milliards manqueraient dans les caisses de l'Etat fédéral. Qui plus est, l'économie pourrait marquer le pas plus que prévu, ce qui fera augmenter le nombre des chômeurs et baisser encore davantage les re-

Par ailleurs, les économistes s'accordent maintenant à dire que la reprise de la consommation des ménages, tant attendue en 1996 en raison de l'allégement de la pression fiscale de 19 milliards de deutschemarks, pourrait ne pas avoir lieu. Pour comblet le manque de recettes, M. Waigel, qui a affirmé qu'il n'y aurait pas de révisioo de ce budget, veut serrer au maximum tous les boulons. Il a notamment obligé ses collégues à soumettre au ministère des finances tout projet prévoyant des dépenses supérieures à 10 millions de deutschemarks en 1996. Des scénarios similaires ont été adoptés par de nombreux Lander, eux aussi frappés de plein fouet par la baisse des recettes fiscales.

Le ministre des finances a également annoncé une réduction des subventions en tout genre et la poursuite des privatisations. Theo Waigel a indiqué qu'il avait trouvé une solution pour vendre le tiers des actions de la compagnie aérienne Lufthansa encore aux mains de l'Etat et il attend des revenus substantiels de la privatisation de la banque postale, Postbank, dont le capital est encore entièrement détenu par l'Etat fédéral. Cela devrait rapporter au total quelque 10,7 milliards de deutschemarks, a indiqué M. Waigel

Pour 1996, le principal poste de dépenses budgétaires reste, comme cette année, le ministère du travail et des affaires sociales, qui, avec 124,55 milliards de deutschemarks, représente plus de 20 % du budget total, suivi par les transports (51 milliards) et la défense (48,2 milliards). Le service de la dette coûtera 86 milliards de deutschemarks. - (Intérim.)

Bonn demande un « pacte de stabilité » avant l'Union monétaire

UN MÉMORANDUM précisant la proposition allemande de « pacte de stabilité » budgétaire auquel s'engageraient les pays européens avant de lancer la dernière phase de l'Union monétaire européenne a été transmis officiellement, vendredi 10 novembre, par Bonn, aux ministres des finances des Quinze. Le ministre allemand, Theo Waigel, l'a annoncé lui-même devant le Bundestag, qui achevait de débattre du budget allemand pour 1996.

L'idée de ce pacte, rendue publique au début de la semaine, n'a pas suscité jusqu'ici de téaction de rejet. A deux jours de la conférence franco-allemande, qui se tiendra le 13 novembre à Paris, pour préparer les prochaines échéances européennes, le mimande de « légitime ».

Dans son mémorandum, Bonn souligne qu'il ne s'agit pas de parvenir à « une communautorisation de la politique budgétaire ». «La stabilité de l'Union économique et monétaire duit être garantie contre les mauvais comportements budgétnires d'un chncun. Pour celn, les critères d'entrée et les garanties institutionnelles du traité doivent être précisés et rendus apérationnels explique Bonn.

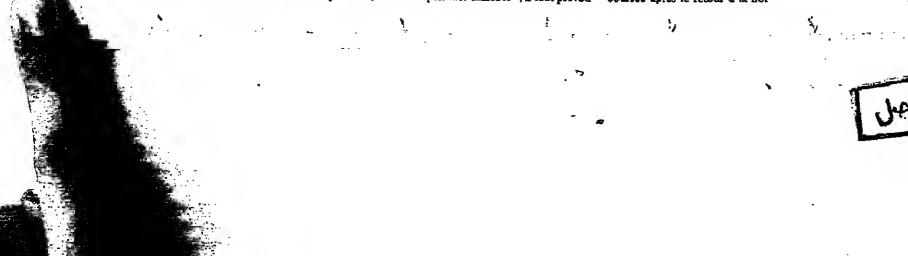
Le mémorandum souligne que, pour tenir l'engagement de ne pas dépasser un déficit budgétaire de 3 % du PIB - même dans les périodes difficiles -, il faut prévoir

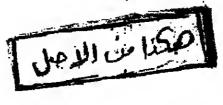
nistre français des finances, Jean Arthuis, dans une interview à L'Ex-pansion, a qualifié la position alle-périeur à 1 % du PIB, afin de disposer d'une marge de manœuvre. Par le pacte de stabilité, les pays adhérents ayant un endettement supérieur à S0 % du bndget dolvent s'engager à tenir leur défi-

cit au-dessous de cette limite. Bonn estime nécessaire de diminuer l'endettement durablement au-dessous de la limite supérieure de 60% prévue par le traité de Maastricht Les exceptions à la règle des 3 % doivent faire l'objet pour une application concrète », d'un accord des autres pays. En cas de dépassement, l'Etat fautif devrait déposer une caution s'élevant à 0,25 % de PIB pour chaque point de pourcentage de dépassement. Cette caution seralt remboursée après le retour à la nor-

male. Toutefois, après deux ans, elle serait transformée en amende. Bonn préconise la création d'un conseil de stabilité chargé du snivi des engagements pris, et de décider le cas échéant des sanctions. Ce conseil « peut au-delà décider de grands principoux généraux de politique budgétaire et donner des recommondotions pour les politiques nationales, tant qu'il s'agit du respect des objectifs qui ont été acceptés ». Le mémorandum ne précise pas quelle serait la composition de ce conseil. Il suggère en revanche qu'il ne réunisse au moins deux fois par an après la publication par la Commission des chiffres de déficit ou à la demande

d'un Etat membre.





LE MONDE/DIMANCHE 12 - LUNDI 13 NOVEMBRE 1995

voye, a décidé d'alerter ses collègues lors de l'ouverture du congrès de son organisation, mardi 14 novembre à París. Le maire de Lorette, dans la Loire, Gérard Tardy (div. d.), illustra-

tion vivante de cette tentation pouiadiste, veut, à travers sa candidature à la présidence de l'AMF, réveiller les maires de base ● LES STRUCTURES gouvernementales, après le remaniement du 7 novembre, ne comportent plus formeliement la « lutte contre 'exclusion ». Les associations espèrent qu'elle reviendra à Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli.

Des maires de droite sont tentés par le repli face à l'exclusion

Sous la pression de la propagande du Front national et devant les difficultés de la lutte pour l'intégration sociale, une tendance réactionnaire se manifeste dans certaines municipalités. Le président de l'Association des maires de France appelle au « sursaut républicain »

JEAN-PAUL DELEVOYE est inquiet. A quelques jours de l'nuverture du congrès de l'Association des maires de France (AMF), organisé les 14, 15 et 16 novembre à Paris, le présideat de la plus grosse organisation d'élus locaux - l'AMF regraupe trente-quatre mille maires – a constaté, dans les différentes réunians d'assemblées départementales de ses fédérations, « une résurgence des intérêts particuliers » qui ne laisse pas de l'alar-

«De nombreux maires m'ont dit s'être fait agresser por la population sur leur politique sociole lors de la campagne municipale. Ils ont canstaté une incampréhensian montonte foce oux crédits déblaqués paur oider les exclus. Les maires ant essavé de défendre leur programme et leurs projets, an leur répondait : « Occupez-vous de mon trottoir ! », explique M. Delevoye, lui-même maire de Bapaume, sénateur (RPR) du Pas-de-Calais et proche de Jacques Chirac. Observateur attentif des humeurs des édiles, il stigmatise aujourd'hui « un phénomène de racisme sacial », « Le « chacun paur sai » l'emparte sur le « chacun pour tous », dit-il. On o perdu le devoir de

« Certains élus ont suivi ce mouvement de leur opinion et ont durci le ton contre les exclus ou les immigrés : d'autres ont levé le pied sur l'oction sociale avant les élections de juin », estime M. Delevoye. Claude Goasguen, ex-ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation el de la chtovenhetepfale le même constat : * Il y a une méfiance d'l'égard de celui oui est exclu. Or, c'est à partir de cette méfiance que se constituent les idées



d'exclusian qui expliquent lo mantée du Front national. »

Le sujet était jusqu'alors tabou dans les associations d'élus : on ne parlait pas des choses qui fâchent. M. Delevoye sauhaite provoquer une prise de conscience. Il y est probablement poussé par la candidature impinée à la présidence de l'AMF de Gérard Tardy, maire (div. d.) de Lorette, dans la Loire, très représentatif de la tendance au repli que dénonce le président

DÉCLARATIONS TONITRUANTES Les exemples des dérapages ra-cistes bulant l'étaits se sont multibliés ces demiers mois. Le maire d'Abion-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, Jean-Pierre Hermellin (UDF), dénonce la décision du préfet d'installer une famille malienne dans un pavillon sur le terrain de sa commune et réclame que « les logements sociaux soient attribués en priorité aux Ablannais » (Le Monde du 10 novembre).

Quelques jours auparavant, Jean Marsaudon, maire (RPR) de Savigny-sur-Orge, dans l'Essnine, avait annoncé sa décision de ne plus signer les certificats d'hébergement présentés par des ressortissants étrangers, estimant qu'en délivrant ces documents « les maires sant, moigré eux, les complices de l'immigration clandestine ». Le maire de Bourges, Serge Lepelrier, et celle du Grandin Rése, Encune Mourat, tous deul'APR, avaient en la même démarche les semaines précédentes.

On se souvient des mesures d'in-

terdiction de la mendicité par arrêté municipal prises par Michel Crépean, maire (Radical) de La Rachelle (Le Monde des 4 et 5 août), suivi par plusieurs de ses hamologues de toutes tendances. Au-delà des déclarations tonitruantes et des mesures électoralistes de certains élus, les pulitiques locales semblent dessiner un repli des élus sur les revendications utiles à leurs clientèles et un certain glissement conservateur du discnurs sur l'action sociale. Les élections sénatariales de septembre ont vu apparaître, en Alsace, des listes dissidentes de la majorité, menées par des élus locaux contre leur président de conseil général et largement inspirées par le discours du Front national coatre les appareils nationaux et leur coupure avec la réalité du

« ÉGOÏSME INDIVIDUEL »

La contestation des mécanismes de solidarité vis-vis des exclus n'est plus l'apanage des élus d'extrême droite. Jacques Santrot, maire (PS) de Poitiers et l'un des responsables de l'Association des maires des grandes villes de France, entend, « dans les couloirs des commissions d'oction sociole, des élus qui disent : «Il y en a marre du cantingent d'oide sociole I », mogtant versé par les communes an département pour couvrir certaines dépenses sociales, dont le RML

Même écho à la Fédération des maires des villes moyennes (FMVMF). « Il y o une tentation d'ine partie des élas; poussés par leur electorat, à un égoisme indivi-duel prononcé Cela est particulière-Ment sensible dans les petites cammunes, car il y o moins de bras-

sage social », observe Jean Auroux, maire (PS) de Roanne et président de la FMVMF.

Christian Dupuy, maire (RPR) de Suresnes, ne dit pas autre chose quand il dénonce ceux de ses collègues « qui veulent réserver les prestations comme le RMI aux nationaux ». Lui aussi, il constate une radicalisation du discours. «Nombre de mes callègues des Houts-de-Seine craignent que le désenchantement constaté dans l'électorat majoritaire, face d lo politique menée por le gouvernement, ne conduise leurs électeurs à filer vers le Front national, explique-t-il. Ils reprennent danc le discours et les ropositions du Front national. » Serrant les coudes, de nombreux

maires ont cependant tendance à dédramatiser aujourd'hui ces dérapages. « Même les plus radicaux ont vu venir dans leur permanence des cas sociaux terribles, pour lesquels il leur o fallu se bouger », assure M. Auroux. Ils sont encore nombreux, en effet, les élus locaux qui, comme le maire de Suresnes, croient aux bénéfices de la politique d'intégration. «La dépense sociale en directian des populations en difficulté danne des résultats meilleurs que les mesures discriminatoires, souligne M. Dupuy. Quand j'ai été élu, il y a eu des pétitions et des menaces de création de milices de quartier pour que je crée une police municipale. Contrairement à bon nombre de mes callègues du département, j'ai refusé et j'ai mis en œuvre une politique de prévention. Résultat : le taux de dé-linqualité est un des plus bas du département, et je n'ai pas eu de mi-

M. Delevove veut profiter de la tribune de sou congrès pour rap-

peler la nécessité d'« un sursaut républicain (apposition, majorité, syndicats) pour réintroduire lo froternité nécessoire », persuadé que l'absence de lien social et de sens du politique crée les conditions de la mort de la vie démocratique. «On a voulu gérer natre propre reconduction et notre pouvoir, et l'on o ainsi oublié notre mission de solidarité, dit-il. Si on ne fait rien, on va dans le mur et, dans six ans, on oura cinquante types du Front national d lo tête de mairies. » La compétition est ouverte entre la République des maires et la me-

Sylvia Zappi

Beaucaire et le décret de 1946 contre les étrangers

Jean-Marie André, maire (UDF-PR) de Beaucaire et député du Gard, a fait adupter par son conseil municipal, le 23 octobre, une délibération dans laquelle il demandait au ministre de Pintérieur Papplication dans le département d'un décret de 1946 soumettant Finstallation de tout étranger à une autorisation dn préfet. Le 8 novembre, il a réltéré sa demande à la tribune de l'Assemblée nationale. Interpellé, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, a répondu que cet article n'est pas applicable « dans la présente occurrence », car il « visait à empêcher que, en cas de guerre, des étrangers ne puissent se trouver à proximité des lignes de front ».

Gérard Tardy contre « les dieux de la politique »

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant Le maire de Lorette, dans la Loire, ne manque pas une occasion de se singulariser. Récemment, il a supprimé l'intervention d'une balayeuse mécanique sur sa commune pour donner la possibilité aux chô-



«bnurse de balayage». ·L'économie réalisée, au détriment d'une entreprise privée, lui a permis de fournir mille huit cents beures de travail à une soixantaine de

meurs de s'inscrire à une

personnes, par l'intermédiaire d'une entreprise d'insertina. Gérard Tardy, à la tête de cette commune ouvrière de cinq mille habitants de la vallée du Gier, près de Saint-Etienne, s'était fait connaître en 1994 lorsqu'il avait assigné le président du conseil régional, Charles Millon, devant le tribunal administratif, pour protester contre l'augmentation de l'imposition régionale. Sa démarche avait entraîné l'annulation, pour vice de fonne, du budget primitif de la région Rhône-

Fort de ce succès, l'élu rebelle ferraille aujourd'hui contre le désengagement financier de l'Etat et contre la disparition de la franchise postale. « Les communes n'ont plus les moyens d'assurer les missions que l'Etat leur refile jour après jour », affirme cet ardent défenseur des « maires de base » face aux technocrates parisiens, qu'il accuse de vouloir « tuer les communes », et face à « l'étite de ceux qui se croient les dieux de la politique». comme Il l'Acrit dans se déclaration de candidat à la présidence de l'Association des maires de

A l'age de cinquante-sept ans. M. Tardy affiche ses convictions dans un langage cru. Marqué par la rigueur de son père, « militant CFTC en 1936 », ce petit homme au visage rond s'était fait remarquer lorsqu'il haranguait les chauffeurs routiers sur les

barrages dressés autour de Lyon en 1991. Depuis, i a vendu ses camions ; redevenu simple gérant de société, il consacre la majeure partie de son temps aux affaires municipales. Se définissant comme un maire « populaire », il tient souvent, quoi qu'il en dise, un discours populiste. Ainsi, lors des troisièmes assises des petites villes de France, le 29 septembre, à Figeac, il réclamait des effectifs de police supplémentaires pour « chasser la pègre de

Ce trublion s'affirme détaché des partis politiques. Membre du RPR entre 1982 et 1984 - «l'erreur de ma vie », affirme-t-ll aujourd'hui -, M. Tardy se déclare sans illusinn sur les tentatives d'émancipation de Philippe de Villiers, Alain Madelin ou Philippe Séguin. Convaincu que « la République est en danger », il ne compte que sur luimême pour sonner le tocsin de la démocratie lo-

Vincent Charbonnier

Certains élus d'Ile-de-France privilégient la sécurité

L'ASSOCIATION des maires d'Ile-de-France (AMIF) a pour président Claude Pernès (UDF radical), maire de Rasny-snns-Bnis, en Seine-Saint-Denis. En faisant le choîx de cet élu pour succéder à Roland Nungesser (RPR), battu aux élections municipales à Nogent-sur-Marne, l'association a approuvé un discours aux connotations répressives et sécuritaires sur les poches d'exclusion formées par certains quartiers de banlieue.

Eric Raoult, élu de Seine-Saint-Denis lui aussi, a fait les frais de cette teadance. Soupconné de prendre trop à cœur, dans son ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion - c'était avant le remaniement da 7 novembre, - la situation des exclus au détriment da reste de la population, M. Raoult n'avait pas été réchi à la commission permanente du conseil régional, plusieurs élus de droite ayant porté leur voix sur le Pront national (Le Monde du 14 octobre). Robert Pandraad, président da groupe RPR, avait avancé en guise d'explication à ces défections la sensibilité des étus de banlieue au

migration et l'insécurité. Dans la région parisienne, la politique de la «main tendue» aux jeunes des quartiers défavorisés n'est pas vraiment dans l'air du temps, comme en témoignent les commentaires de M. Pernès sur le plan aational d'intégration urbaine que le gauvernement devrait rendre public bieutôt.

discours du Pront national sur l'im-

« On nous armonce le retour de l'Etat dans les quartiers. Qu'il commence par revenir en rétablissant la sécurité ! », déclare le maire de Rosay, convaincu que « la seule intégration qui vaille est l'intégration par la feuille de paye ». « A condition, ajoute-t-il, que tout l'argent consacré à lo création d'emplois de proximité soit donné aux maires», seuls à même, selon lui, d'évaluer les besoins dans les quartiers, de sélectionner les bénéficiaires de ces

emplois et de les encadrer. «Les mairies disposent d'une capacité d'encadrement que les associations n'auront jamais, car elles peuvent effectuer des retenues sur solaire ou prononcer des mises à pied en cas de retard au travail », explique M. Pernès, qui se plaint, au passage, que, « actuellement, dans les banlieues, on prend notre argent et on ne nous dit même pas merci ».

« LA CHARRUE DEVANT LES BOEUFS » Pierre Cardo (UDF-PR), maire de Chantelong-les-Vignes, s'il reproche à M. Raouit son manque d'expérience de terrain, ne baisse pas les bras dans une ville où il est parvenu, à partir d'une forte action associative, à enrayer la montée de l'extrême droite, incapable de constituer une liste aux municipales. «Mes collègues sont préoccupés par la montée des extrémismes, résultat d'une accumulation de non-réponses des élus modérés sur le voile d l'école, l'insécurité, le lagement », reconnaît M. Cardo, persuadé cependant qu'« envoyer la police dans ces quartiers sans résoudre le problème de fond qu'est l'apprentissage de la citavenneté par l'emploi, ce serait mettre la charrue

devant les bosufs ». Patrick Branaezec, maire de Saint-Denis (communiste « refondateur »), est défavorable à «une intervention d'exception dans ces quartiers ». « Que l'Etat joue son rôle partout au lieu de présenter son oction comme le comblement des carences des collectivités locoles. Dans certains lieux, des expériences montrent qu'on peut faire la différence avec le charlatanisme du Pront national », souligne M. Braouezec. A l'opposé de son voisin de Rosnysous-Bois, M. Braouezec souhaite qu'on cesse de parier des « exclus » comme des «catégories à part de citoyens » et de considérer les banlieues comme des «réserves d'In-

Pascale Sauvage

Les exclus à la recherche de leur ministre

LOGIQUEMENT, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, devrait hériter du dossier de la lutte contre l'exchision et, partant, de l'élaboration du projet de loi contre la grande pauvreté. Eric Raquit d'est plus « que » ministre délégué (ville et intégration), et son nouveau patroa, Jean-Claude Gaudin, a pour domaine propre l'aménagemeat du territoire, secteur qui a'est pas précisément relié an phénomèae

de l'exclusion. La disparition, dans les intitulés ministériels de la lutte contre l'exclusion, qui était encore, il y a peu, une « priorité nationale », a fait aaître dans l'upiaina, via les grandes associations de solidarité, le fâcheux sentiment que la réduction de la «fracture sociale » a'est plus une préoccupation majeure du gouvernement. Lors de sa déclaration du 7 novembre, après l'annonce de la composition de son deuxième gouvernement, Alain Juppé n'a pas cité, parmi « les quatre gronds chantiers prioritaires », la lutte contre l'exclusion, n'évoquant que « la nécessaire po-

celle-ci ne constitue qu'un voiet de la bataille contre la misère.

En confiant au grand ministère de M. Barrot ce dossier éminemment social, le premier ministre montrerait plus clairement que la volonté de lutter contre l'exclusion reste à l'ardre du jaux. D'autant que Jacques Chirac a déciaré, dans san entretien du 26 actabre à France 2: «La fracture sociale a une origine: c'est le chômage. Ce n'est pas la seule, mais c'est l'origine essentielle. » Or, le ministre chargé de l'emploi, Anne-Marie Couderc, est délégué auprès da ministre du travail et des affaires sociales.

En attendant la parution des décrets d'attribution, des considératians techniques et palitiques plaident en faveur de cette solution. D'abord, la direction de l'action sociale reste dans le giron du ministère de M. Barrot : c'est son patron, Pierre Gauthier, qui, plus encure que M. Ranult, a été présent dans les consultations avec les associations de solidarité sur le projet de loi d'orientation contre l'exclusion. Ensuite, la Dirmi (Délégation interministérielle au revenu

présent «chapeautée» par M. Raoult, serait, selon un projet de décret, « saus l'autorité conjointe » de MM. Barrot et Gau-

Et puis, inuent fortement des questions de personnes. Les divergences de vues entre M. Raoult et Xavier Emmanaelli, secrétaire d'Etat à l'actioa humanitaire d'urgence, sont notoires. En moins de six mnls, M. Emmanuelli a dû « contrer » à plusieurs reprises les déclarations sécuritaires de son collègue, et la mésentente entre les deux hommes a'est pas pour rien en dehors des contraintes budgétaires - dans le retard pris sur le projet de loi d'orientation.

TANDEM >

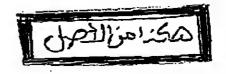
En revanche, une coopération entre M. Emmanuelli et M. Barrot, «philnsnphiquemeat» plas proches, se révélerait sans aucun doute plus fructueuse, d'autant que le secrétaire d'Etat entretient aussi d'excellentes relations avec Hervé Gaymard, chargé auprès de M. Barrot de la santé et de la Sécurité sociale. Or M. Emmanuelli a litique d'intégration urbaine »: minimum d'insertion), jusqu'à pris en charge un volet social de la

santé publique - l'accès aux soins des plus démunis - et il a été l'un des rares membres du premier gouvernement de M. Juppé dont l'action n'a pas été l'objet de critiques, au contraire. Il a du reste conservé ses prérogatives directement auprès de M. Juppé.

Enfin - et ce n'est pas un mince argument -. la préférence des grandes associations de solidarité va nettement, dans la lutte contre la grande pauvreté, vers la consti-tution d'un « tandem » Barrot-Emmanuelli. « Avec Jacques Barrot, dit-on à ATD-Quart monde, on ne croit pas que ce dossier passera au secand plon. " Pour la Fuars (centres d'hébergement), « M. Barrot a un passé social incontestable ».

Rien a'est aujourd'hur définitive ment arrêté, car il ne déplairait sûrement pas à Jean-Claude Gaudin de se voir attribuer la politique de lutte contre la grande pauvreté : sa nouvelle aura ministérielle s'en trouveralt encure renforcée, et Marseille, dunt il est le maire. constituerait un champ d'application tout à fait approprié...

Michel Castaing



Zb

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL a des effets inattendus. Franck Borotra, aujourd'hui ministre chargé de l'industrie, des postes et télécommunications, a défendu, vendredi 10 novembre, devant les députés, un budget de l'industrie préparé par son prédécesseur Yves Galland et critiqué sur certains points par la commission de la production et des échanges, dont le rapporteur pour avis, auteur des critiques, n'était autre que... M. Borotra lui-même.

Autre exemple de schizophrénie qui, cette fois, n'a pas de rapport avec le changement d'équipe gouvernementale : Bernard Carayon, député RPR du Tarn, auteur de plusieurs amendements de réduction des dépenses sur ce budget, a obtenu une ligne de crédits de 10 millions de francs sur deux ans destinée à soutenir les industries de traitement des peaux, spécialité de Mazamet, dans sa circonscription. Les crédits de l'industrie et du commerce extérieur (17 milliards de francs) ont été adoptés, avec des amendements introduisant 75,4 millions de francs d'économies supplémentaires.

Les comptes de cent douze partis publiés au « Journal officiel »

LA COMMISSION NATIONALE des comptes de campagne et des financements politiques a fait publier, au Jaurnal officiel du vendredi 10 novembre, les comptes pour 1994 de cent douze partis recevant une aide de l'Etat ou permettant aux personnes physiques ou morales qui leur font des dons de bénéficier d'avantages fiscaux. Vingt-six partis - dont l'un animé par Alain Carignon - n'ont pas transmis leurs comptes à la commission, comme ils auraient du le faire.

La commission n'a pas de pouvoir de contrôle, mais simplement celui de constater les manquements aux règles comptables ; elle a ainsi relevé que la fédération du Puy-de-Dôme de l'UDF, département d'élection de Valéry Giscard d'Estaing, n'avait pas ouvert de compte bancaire, ce qui l'empêchait de satisfaire à ses obligations légales. Est jointe aux comptes des partis la liste des personnes morales leur ayant versé de l'argent. Le PS a ainsi reçu 39 millions de francs, le RPR 46,6 millions, l'UDF - non compris ses diverses composantes -10,6 millions, le PR 21,9, le CDS 4,4, le PCF 15, et le FN 371 000 francs. 1994 était la dernière année où de tels dons pouvaient être effectués.

GRENOBLE-SISTERON: le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 10 novembre, les requêtes des opposants à l'autoroute Grenoble-Sisteron, baptisée « A 51 » (Le Monde du 10 novembre). Il a notamment considéré que les inconvénients du projet de section autoroutière Grenoble-col du Fau « ne sont pas de nature à lui retirer son caractère d'utilité publique », compte tenu des aménagements prévus en matière de sites, de paysages et de prévention des pollutions.

■ PSYCHIATRES: l'Association française des psychiatres d'exercice privé et le Syndicat national des psychlatres privés ont récemment dénoncé les risques que fait peser sur leur discipline la maîtrise des dépenses de santé. S'inquiétant de la mise en œuvre des références médicales opposables (RMO), ils dénoncent l'« extrême difficulté de coder la pathologie mentale, éminemment variable dans le temps et selon les suiets >.

■ SÉCURITE SOCIALE: les fédérations CGT, CFTC, CGC et FO des personnels de la Sécurité sociale ont annoncé, ieudi 9 novembre. au cours d'une conférence de presse commune, qu'elles entendalent « faire échec à tautes les attaques » contre les 180 000 agents, qui n'ont « plus les moyens d'assurer leurs missions ». Elles réclament le maintien



Le Monde

Des films et des débats

sera présent le dimenche 19 novembre à 16 h 30 « La fin du modèle français d'intégration ? »

Débat animé par Robert Solé (rédacteur en chef au Monde), avec la participation de Jean-Clauda Barreau (conseiller chargé de l'immigretion au ministère de l'intérieur), Henri Leclerc (président de la Ligue des droits de l'homme), Pascal Perrineau (directeur du centre d'étude de la vie politique française), Paul Picard (encien maire de Mantes-la-Jolie), et Alain Rousset (maire de Pessac).

Alain Juppé devrait consulter les syndicats sur le régime de retraite des fonctionnaires

Les ordonnances ne toucheront pas aux avantages des agents de l'Etat

Le gouvernement a décidé de consulter les syndes ordonnances, l'allongement pur et simple de retraite des ordonnances, l'allongement pur et simple de retraite des fonctionnaires de leur durée de cotisation, mesure potentielle de leur durée de cotisation durée de leur durée de cotisation de leur durée de cotisation du

retraite des fonctionnaires présente des spécificités qui doivent être examinées avant la mise

NÉGOCIER plutôt que passer en force: ainsi le gouvernement entend-il finalement procéder pour réformer le système de retraite des fonctionnaires. Alain Juppé devrait annoncer, lundi 13 ou mercredi 15 novembre, que « tous les régimes spéciaux » feront l'objet de rapports, « établis en concertation avec les partenaires intéressés » dans un délai de trois à six mois, sur le fondement desquels des décisions pourront être prises. Le premier ministre a renoncé à

allonger, purement et simplement, la durée de cotisation des fonctionnaires, en légiférant par ordonnance. C'est la raison pour laquelle Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé, vendredi 10 novembre, après s'être entretenu avec Jacques Chirac, que la volonté de remettre en question le régime de retraite des fonctionnaires « s'estompe ». Une telle mesure aurait suscité l'opposition des sept syndicats de fonctionnaires, qui promettaient d'organiser une riposte aussi forte que celle du 10 oc-

Le gouvernement juge néanmoins nécessaire d'allonger la durée de cotisation des fonctionnaires pour prévenir les problèmes de financement que va connaître leur régime spécial d'ici à quelques années. Selon le rapport du Commissariat du plan, « Perspectives à long terme des retraites » (Le Monde du 5 octobre), la proportion des actifs devrait tomber de 2.53 % pour un retraité aujourd'hui à 1,4 % en 2015. Les pensions des fonctionnaires étant largement financées par le budget de l'Etat (104 milliards de francs en 1994), il sera nécessaire d'augmenter considérablement les impôts des contribuables. Le gouvernement estime qu'il serait juste d'imposer aux fonctionnaires un effort égal à celui qui a été demandé, en 1993, aux salariés du secteur privé, dont la durée de cotisation est passée de trente-sept ans et demi à quarante.

« BOUCS ÉMISSAIRES » Or cet objectif a été présenté de façon queique peu brutale. Lorsqu'il était ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin avait parié d'« injustice entre les Français du secteur protégé et les Français du secteur exposé » ainsi que d'« avantages acquis ». Ce discours, apprécié chez son électorat, a suscité une levée de boucliers syndicale et contribué à son éviction. Le 6 septembre, Alain juppé a pourtant repris à son compte ces propos, en considérant, sur RTL, qu'il n'est

« pas narmal » que « certains cotisent pendant quarante uns, et d'autres trente-sept ans et demi ». L'ampleur de la grève générale du 10 octobre a incité le gouvernement à plus de modération. Les testé contre le « gel » des salaires en 1996, mais, surtout, contre la campagne de dénigrement dont ils se sentaient victimes, les retraites constituant, dejà, un sujet sur lequel ils estimaient être traités comme des « boucs émissaires ». La réaction des syndicats, soute-

nue par Jean Puech, ministre de la fonction publique du premier gouvernement Juppé, a été également déterminante. Tous estiment que l'on ne peut pas faire la même chose dans le privé et dans la fonction publique, car les régimes de retraite ne sont pas les mêmes : les primes des fonctionnaires ne sont pas prises en compte pour le calcul de la pension. Pourtant, chez les cadres, elles représentent 40 % du salaire. Il n'existe pas de retraite complémentaire financée par l'employeur. Certains métiers éprouvants (policiers) justifient que l'age minimal pour partir soit plus précoce (cinquante ans) que la movenne.

La CFDT, la CFTC et la CGC acceptent que l'on allonge la durée de consation des fonctionnaires si l'on examine aussi ces paramètres. Le point de vue de ces confédérations est lié à leur composition sociologíque: composées à la fois d'adhérents du secteur privé et du secteur public, elles débattent, en leur sein même, pour savoir s'il est juste que les premiers aient une re-

fonctionnaires ont, ce jour-là, pro- traite plus longue que leurs camarades. Au sein des fédérations, en revanche, la question ne se pose pas. C'est pourquoi la Fédération nationale de l'éducation nationale (FEN), essentiellement composée d'enseignants, et, d'habitude alliée aux « modérés », se retrouve aux côtés de FO, de la CGT et de sa rivale, la FSU, pour refuser tout changement. Guy Le Néouannic. secrétaire général de la FEN, a déclaré, jeudi 9 novembre, qu'allonger la durée de cotisation des actifs empécherait le recrutement de

soixante-quinze mille étudiants. Pour ces syndicats, toucher an code des pensions civiles et militaires revient à toucher an statut général des fonctionnaires. La pension, rappellent-ils, est calculée en fonction de l'ensemble de la carrière. M. Blondel n'est pas prêt à làcher du lest sur ce dossier, alors qu'il est en période électorale avant le congrès confédéral de FO, prévu pour le mois de février.

FO, la CGT, la FSU et l'UNSA souhaitent que les sept fédérations se réunissent, mercredi 15 novembre, à la Bourse du travail, pour réfléchir aux propositions qui seront faites par M. Juppé. La CFDT tarde à confirmer sa présence au rendez-vous, qui mettra en évidence une désunion syndi-

Rafaële Rivais

La taxation des feuilles de soins est remise en question

A LA VEILLE d'une semaine à haut risque pour Alain Juppé, qui doit dévoiler des mesures d'urgence et des réformes structurelles pour redresser: la Sécurité sociale; gouvernement cherche à désamorcer un conflit de plus en plus inévitable avec les syndicats. Jacques Chirac a longuement reçu, vendredi 10 novembre, le secrétaire général de Force ouvrière. Après cette entrevue, Marc Blondel s'est craintes ».

M. Blondel devait être reçu, samedi 11 novembre, par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, dans le cadre des ultimes entretiens que le gouvernement a soubaité avoir avec le patronat et les syndicats. Les pouvoirs pubbes out bien l'intention, selon le « patron » de FO, de « cantonner » la dette de la Sécurité sociale dans une structure nd hoc et de la rembourser « sur une bonne dizaine d'années ». Devant la mission parlementaire d'information sur la protection sociale, M. Barrot n'avait pas caché qu'il redoutait les

comptes sociaux. Il se confirme également que le premier ministre souhaite recourir aux ordonnances. « Tout'sera applicable au 1º janvier prochain, et la technique des ordonnances semble acquise»; a-déclaré M. Blondel. Sur ce point, le terrain est partiellement déminé, puisque le groupe UDF à l'Assemblée nationale a annoncé qu'il ne s'opposerait pas à cette procédure « si le contenu de la réforme lui canvient ». les balladuriens vont faire porter leurs critiques, exigeant plus de rigueur dans le pilotage de la «Sé-

La « Sécu » en voyage à Djakarta

dressement trop rapide des cu ». Après les mises en garde traitent près de un milliard par an, d'Edouard Balladur, de Nicolas Sarkozy et de François Léotard, le président du Sénat s'est à son tour inquiété que M. Juppé a imagine encore des recettes supplémentaires ». René Monory l'a invité vendredi, sur LCI, à « annoncer la couleur des économies » et à « arrêter de créer des dépenses nouvelles ».

De leur côté, les syndicats craignent autant les mesures d'economies que les nouveaux pré-C'est sur ce contenu que l'UDF et lèvements, comme la création éventuelle d'un forfait non remboursable de S à 10 francs par feuille de soins. Les caisses, qui en

France 2 a fait état, vendredi 10 novembre, dans son journal de 20 heures, d'un voyage en indonésie pour la vingt-cinquième assemblée générale de l'Association internationale de sécurité sociale (AISS), qui regroupe au niveau mondial les organismes du secteur. La chaîne a demandé à des délégués en partance pour Diakarta s'ils trouvaient normal de dépenser II 235 francs (plus les repas) par personne, soit 1,3 million de francs au total, alors que les régimes sociaux sont déficitaires. Jean-Claude Mallet (PO), président de la CNAM, a justifié le nombre élevé des délégués français (cent quinze, pour cinquante-deux Allemands et dix Italiens) par le nombre des caisses françaises et par leur technicité.

pourraient engranger de 5 milliards à 10 milliards de francs chaque année. Ce ticket modérateur d'ordre public - auquel M. Barrot avait du renoncer en 1980 sous la pression de la Mutualité française - frapperait indifféremment les « smicards » et les cadres supérieurs. La secrétaire générale de la CFDT à prévenu qu'elle prendrait cette mesure comme un « casus belli». « C'est un dernier avertissement aut je donne aujourd'hui au gouvernement, a déclaré Nicole Notat vendredi 10 novembre. Naus accepterons [des recettes nouvelles] si elles sont accompagnées d'efforts équita-

blement répartis. » Face à cette hostilité, également exprimée par le RPR et par Pierre Méhaignerie (UDF-CDS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui jugent ce forfait à la fois « dangereux » et inefficace pour maîtriser la consommation médicale, le gouvernement devrait renoncer à son

Jean-Michel Bezat

Le Front national tente de se « recrédibiliser » à Carpentras

Le train spécial des militants d'extrême droite a été retardé par des militants de Ras l'Front

CARPENTRAS (Vaucluse) de natre envoyée spéciale

Pressé par les journalistes de donner son sentiment sur la démonstration de force du Front national samedi 11 novembre dans sa commune, le maire de Carpentras, Jean-Claude Andrieu (UDF-PR), a finalement réagi. Au moyen d'un communiqué. Et en renvoyant dos à dos manifestants et contre-manifestants, qui ont montré, dans la matinée de ce même jour, leur opposition à la venue de militants

« A propos des manifestations organisées le 11 novembre, le maire, Jean-Claude Andrieu, et les membres de la majorité du conseil municipal tiennent à rappeler qu'ils se sont toujours opposés aux manifestations à caractère politique ayant pour objet la douloureuse profanation du cimetière juif de Carpentras », écrivent les élus, qui déclarent que « Carpentras a été ou va être le théâtre de ce qu'elle qualifie de provocation » et av'elle « ne saurait l'accepter mi le cautianner ». A tous ceux qui reprochent au maire de n'avoir rien fait pour empécher que Carpentras ne devienne le centre d'une opération politique, ils répondent que,

« si le maire d'une ville peut interdire une manifestation dans un édifice public, il n'a, par contre, aucun pouvoir des lors qu'elle se déroule sur la

Cette affirmation fait sourire Michel Bayet, conseiller municipal PS, membre du collectif Sursaut, à l'origine de la contre-manifestation (Le Monde du 11 novembre). Le maire, dit-il, « avait eu moins d'hésitation quand il a fait interdire, il y a quelques mois, la mendicité sur les voies publiques ». Il s'étoure du fait que Sursaut n'ait pu obtenir de salle de la part de la mairie pour sa conférence de presse. L'organisation Comités chrétienté-solidarité de Bernard Antony (membre du bureau politique dn Front national) avait eu plus de chance, en juillet, puisqu'elle avait pu organiser im rassemblement à l'hippodrome Saint-Ponchon, géré par la munici-

Carpentras se souviendra longtemps de ce 11 novembre 1995 et des multiples « commémorations » de différents genres auxquelles elle devait avoir droit. Celles, le matin, des opposants au Front national avec, dès 9 heures, un dépôt de

cains » de communes avoisinantes et, vers 10 heures, la manifestation du Sursaut et des vingt-sept organisations politiques, syndicales et antiracistes qui le composent. Ces manifestants devaient fleurir les plaques aux noms de René Cassin, président de la Cour européenne des droits de l'homme et prix Nobel de la paix en 1968, d'Albin Durand, militant communiste, et de son employé Antoine Diouf, tous deux torturés et tués par les nazis, ainsi que celle portant la date du 25 août 1944, jour de la libération de la ville.

DES « EXCUSES D'ÉTAI »

Le maire et le sous-préfet devaient à leur tour déposer leur gerbe lors de la cérémonie officielle à 11 heures, ce qui devait permettre à l'élu et aux représentants de l'Etat de ne pas rencontrer Jean-Marie Le Pen, qui devait se rendre au monument aux morts à 12 heures 45.

C'est dans l'après-midi que les militants frontistes, venus par cars de différentes régions de France ou par un TGV spécial, baptisé le « train de la vérité », affrété à Paris, devalent se retrouver allée des Platanes pour écouter le discours de

Ras l'Front a bloqué ce train durant une quarantaine de minutes en gare de Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, samedi ma-

M. Le Pen devait exiger « des excuses d'Etat pour une diffamation d'Etat » et menacer de « déposer une plainte avec constitution de partie civile contre un certain nombre de hautes personnalités françaises qui se sont fait remarquer par leurs accusations après la projunation »: Fran-çois Mitterrand, Pierre Joxe, qui occupait les fonctions de ministre de l'intérieur, Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, « mais aussi Jacques Chirac et Alain Juppé, qui ont défilé bras dessus, bras dessous avec eux, le sourire gogue-nard aux lèvres dans la gigantesque manifestation du 14 août 1990 qui avait été déclenchée à Paris », précise M. Le Pen dans un entretien

publié par l'hebdomadaire Minute. Pour le délégué général du Front national, Bruno Mégret, cette journée devait « s'inscrire dans la stratégie de séduction et de crédibilité du

A 100 A 100 A and a second of the second of the second غَيْسِونَ مُعْلِقًا إِنَّ اللَّهِ اللَّهِ عَلَيْهِ اللَّهِ اللَّهِ عَلَيْهِ اللَّهِ عَلَيْهِ اللَّهِ ALCOHOL: NO.

lente ». Ils s'appuient sur le concept d'état limite « à cheval entre le nor-ne constitue plus aucun danger pour mal et l'aliénant, la psychose et la névrose », qui inclut des symptômes névrotiques, une angoisse envahis-

ne constitue plus aucun danger pour qui que ce soit », a déclaré l'accusé.

• LES AVOCATS de la défense, Mª Thierry Lévy et Arnaud Montebourg, interviendront lundi 13 novembre, après les observations de Guy Bousquet, fils de la victime, celles de son conseil, Me Jacques

L'état limite de Christian Didier, entre le normal et l'aliénant

Aucours du procès de l'assassin de René Bousquet, les experts psychiatres ont décrit l'accusé comme responsable de ses actes au moment des faits. Selon eux, sa structure mentale – « border-line », disent les Anglo-Saxons – serait à la frontière du normal et du pathologique

L'ACUSÉ a un geste d'impa-tiencell fronce les sourcils, se concerre, reproche à l'avocat général e l'avoir interrompu. « J'ai des cooures de mémoire », note-til. Entre raison

et déraison, il s'efforce de traduire au plus près ce qu'il a vécu lors de son illumination: « J'ai ressenti une

pulsiorsubliminale qui s'est transmise a canscient. » En proie à un a déliraitematif », une tension extrême, l prépare alors l'assassinat de l'arien collaborateur René Bousqet. « f'entendais des vaix. Partouje lisais sur les murs "Just do it", "Fs-le, fais-le", c'est de l'anglais, vus savez cette publicité pour une mrque de chaussures. Je me suis de Dieu te donne le feu

Chriian Didier s'excuse encore pour ss « difficultés mnésiques ».

Le dêne et le roseau

était ichène, moi le roseau. >

Donnique Didier, quarante-neuf ans, le frère cadet de l'accusé,

est arvé in extremis du Canada, où Il réside, pour témoigner devant

la cou d'assises, vendredi 10 novembre. Après avoir évoqué la per-

sonnaté de son père, artisan coiffeur, homme d'ordre et cultivé, sé-

vère erigide, il a relevé que son frère s'était constamment opposé,

rebelle tandis que lui-même avait choisi de plier et d'obéir : « Lui

Lorsl'un séjour en France, peu avant l'assassinat de René Bons-

quet, javait noté la nervosité de son frère et son désespoir : « Sa vi-

sion icaliste du monde ne lui permettait plus de vivre son quotidien

minale de RMiste. » « C'est quelqu'un qui entre facilement en réso-nance vec les émois collectifs, act-il-déclaré au jury. A a probablement

voulu risser un geste qu'il considérait comme noble derrière lui. Il a

Ce drame lui a « calciné les neu- , saique, peu structurée et ambivarones ». A en perdre le sens du réel, à en divaguer, à se répéter à l'infini : « J'ai connu l'horreur du crime. » A se réfugier, marqué par l'effroi, dans une foi exclusive pour le Dieu de son enfance. C'est qu'en prison il s'est persuadé que l'extrême droite le poursuit. Il détecte dans la lecture des journairs des menaces à son endroit, des titres étranges qui lui seraient destinés. Un jour, alors qu'il s'apprétait à croquer un chocolat, une voix lui a enjoint : « Ne mange pas ce chocolat. » Et le chocolat a disparu...

A ce propos, le docteur Micbel Dubec, expert psychiatre, explique: « Il s'agit de ce qu'on appelle une hallucinatian négative. C'est extrêmement rare. On relève ce type de symptômes dans les cas de delirium tremens au à la suite de maments hypnotiques. » C'est précisément ce détail et quelques autres qui ont intrigué les experts. Le docteur Jean Martel note que Christian Didier, qui présente « une personnalité mo-

lente », est « toujours à mi-chemin entre le réel et le factice ». En toute sincérité. « La comédie est la forme de sa pathologie », dit-il. L'ambigui-ré son rôle le plus permanent et douloureux Les experts psychiatres sont ainsi

confrontés à un cas singulier. Ses balincinations, réelles, peuvent également être qualifiées de « pseudo-hallucinations ». « C'est ce qui fait la richesse et la délicatesse de la symptomatologie de Christian Didier », observe le docteur Dubec. Ses incontestables désordres de la personnalité se trouvent relevés par « une dimension de sursimulatian et une rhétarique manipulatoire ». L'accusé n'est ni fou, ni dément, ni conforme.

PSYCHOSE SUICIDAIRE

Le docteur Dubec a indiqué qu'il avait pu, en collaboration avec le docteur, Martel, rapidement écarter l'hypothèse d'une schizophrénie et celle d'une paranola. L'accusé, en revanche, correspondrait parfaitement à la définition du «cancept moderne d'état limite, à cheval entre le normal et l'aliénant, la psychose et la névrose ». A l'appui de son affirmation, l'expert énumère les cinq symptômes constitutifs de ce diagnostic: l'angoisse diffuse et envahissante, les traits névrotiques, les accès de dépression, l'impulsivité avec facilité du passage à l'acte et les décompensations psychiatriques aigues.

Le docteur Alain Maurion, psy-chologue, confirme l'analyse de ses confrères. Il note : « Le problème de M. Didier est celul d'un manqued'unité: » Et d'un déni de la réalité. et la démarche suicidaire. En foit il an ment suggestif: Au contraire, vaus



« Sa faconde verbale ne doit pas cacher le vide de sa persannalité », souligne-t-fl. Le docteur Dubec considère pour sa part que les échecs de l'accusé - lorsqu'il avait voulu pénétrer dans la prison de Klaus Barbie, en 1987, ou quand il avait escaladé les grilles de l'Elysée, en 1989, pour parier au président de la République - l'incitaient à parier sur son probable échec le 8 juin 1993.

« Il me semble que la "vérité" de son acte pourrait être la suivante, indique l'expert : soit il ne parvenait pas à tuer René Bousquet mais il réagardes du corps timient sur lui et il y , n mande le président Yves Jacob.

restait. On oscille entre le symbolique — M. Didier n'est pas anarmo

été probablement surpris et quasiment pris à son propre piège. . Les jurés écoutent attentivement. L'un d'eux interroge l'expert : « Cet état imite peut-il être encare dangereux?

PANEHO

- C'est une question difficile, reconnaît le docteur Dubec. L'évolution que l'on peut craindre, c'est une vrale psychase suicidaire. Maintenant, cela évolue avec l'àge. Il a cinquante et un ans, cela diminue d'intensité. Mais prévoir à cinq, dix ans... Personne ne peut être prédictif à ce

- A-t-il pu être manipulé afin de lisait un geste théâtral, sait des commettre cet assassinat?, de-- M. Didier n'est pas anarmaleavez pu le constater, il est plutôt di-

- Et un expert peut-il être manipulé par un détenu sauhaitant être orienté vers un hôpital psychiatrique ou, au contraire, voulant à tout prix passer en jugement?, interroge l'avocat général Philippe Bilger.

 - J'espère qu'il est difficile de me manipuler, répond en souriant le docteur Dubec. Si c'est arrivé, le ne le sais pas. On peut toujaurs se tromper ! Mais nous nous fondans exclusivement sur nas observations, nas entretiens. Dans san cas, naus n'avons pas conclu à la démence au moment des faits - l'ancien article 64 du code pénal -, mais à une responsabilité atténuée. Nous avons l'expérience d'authentiques "articles 64". Ici, on est dans un autre champ.

- Personne n'est intervenu auprès de vous pour vous suggérer une solutian ?, reprend l'avocat général.

- Non! Personne ne se serait avisé... », réplique l'expert en marquant sa surprise.

Sur l'évolution de Christian Didier, le docteur Martel se montre phis optimiste. « Je crois qu'il est arrivé à l'acmé de sa symptomatologie, dit-il. je ne le vois pas comme quelou un de dongereux, » Le président se tourne vers l'accusé : « Vous n'avez pas besoin de soins? Tout va bien ? - Christian Didier se dresse : « Faut pas exagérer I Si je sortais de prison, je demanderais à être hospitalisé deux ou trois mois pour me rétablir. Je suis très affecté. Mais je ne constitue plus aucum danger pour qui que ce soit. Je suis un autre hamme. » Réquisitoire et plaidoiries lundi

13 novembre ------..... Laurent Greilsamer

Pierre Botton cherche à ménager Michel Noir devant la cour d'appel de Lyon

LYON

e natre envoyé spécial Piese Botton face à Michel Noir, : gendre contre le beaupère: affiche était prometteuse. Ce devait être



tation qui avait fait grand bruit, au mois de févier, devant le tribunal correctionel. M. Botton se montrerait-ilaussi virulent? L'ancien maire le Lyon se risquerait-il de nouveu à exposer en public ses déboirs privés? Vendredi 10 novembi, ils paraissaient tous les deux ans les mêmes dispositions que le 7 février, jour où l'audience avaitiré au psychodrame. Le beau-ère se tenaît sur la ganche, les tras tirés, le teint blême. Le gendt, plus crispé encore, occupaite côté droit, sans un regard

pour kdversaire. La omparaison s'est arrêtée là. Les doats n'ont pas dérapé. Au contrire. Sitôt commencé l'inventaire es « largesses » accordées par MBotton - des costumes, des voyags et même des leçons de violocelle -, il est apparu que l'ancie « golden boy » prendrait soin d menager l'ancien ministre, condané en première instance à quinz mois de prison avec sursis, 200 00 francs d'amende et cinq

A etendre M. Botton parler de « Micel » et non plus de « Michel Noir -comme il en avait pourtant pris l'abitude, on en vint à douter: étit-ce bien le même homme qui aut bataillé, l'hiver demier, dans ne salle voisine? A l'évidence, en était fini du Botton accusater, revanchard, un brit provocator. Il rentrait dans le rang, profiloas er pédale douce. Le grand:ommunicateur découvrait les vetus de la discrétion. Au risquele perdre ce qui lui restait de créibilité, il se muait en gamene sais pas », allait-il répondre au sujet de certaines factures sus-

Oubliés, donc, les regards menacants, les blessures d'affection... En un bailet harmonieux, les duettistes lyonnais se donnaient du «Michel» et du «Pierre». Comme le président Dullin et l'avocat général Bernard Rabatel n'avaient visiblement pas l'intention de gâcher ce qui ressemblait fort à un armistice, le début d'après-midi fut d'une exquise courtoisie. Pierre Botton consentit même n'avoir pas eu un rôle si déterminant que cela dans la carrière de M. Noir: « Je ne peux qu'adhérer à ce que dit Michel : un « faiseur de maire », ça n'existe pas. »

En un ballet harmonieux, les duettistes **Iyonnais** se donnaient du « Michel » et du « Pierre »

L'ancien ministre du commerce extérieur profira de l'accalmie pour s'expliquer, voyage par voyage, cadeau par cadeau. Il apprit ainsi à la cour qu'il est d'usage courant, pour « quelques dizaines de personnalités » de la République, de se voir offrir leurs costumes par de célèbres couturiers. Arguant de sa bonne foi, M. Noir assura qu'il ne « savait pas » que le généreux Botton, l'ami de 1982 devenu son gendre en décembre 1987, puisait sans retenue dans les caisses de ses sociétés pour l'emmener réveillonner à Venise ou bronzer à la Guadeloupe. Interrogé sur relle ou telle dépense,

ment penaud, soudain frappé M. Botton lâchait de timides « je d'amnésie. « je ne sais plus », « je ne sais plus qui a payé », et la cour examinait la note suivante. L'assistance, bourdonnante de rumeurs, en vint alors à s'imaginer qu'un pacte de non-agression avait peutêtre été négocié entre les protagonistes, à l'approche de cette journée décisive.

Il restait à savoir quelle serait

leur attitude sur un point essentiel: un document manuscrit répertorlant les frais engagés par M. Botton an bénéfice de l'activité politique de M. Noir. Cette «canvention de remboursement» aurait été rédigée par M. Noir, le 12 avril 1989, à une période où son gendre exerçait sur lui un chantage affectif: il menacalt de quitter sa fille si M. Noir, nouvellement élu maire de Lyon, ne lui accordait pas, en récompense de ses « efforts », un pourcentage sur les marchés publics de la ville. M. Noir indiqua avoir refusé l'arrangement au nom des «principes ». Pour préserver le couple et amadouer M. Botton, il aurait cependant accepté d'écrire la fameuse «convention de remboursement » censée mettre un terme aux relations entre les deux

Comme en première instance, ce document controversé a fait l'objet d'une longue discussion. M. Botton a nie tout chantage: « Je ne comprends pas pourquoi Michel Noir m'accuse. » Mais, là en-core, il a préféré la discrétion sur cette période de sa vie : « Il y a tout un ensemble de choses sur lesquelles ie ne veux plus réfléchir, monsieur le Président. » Il avait si peu envie de « réfléchir » que les deux avocats de son beau-père purent à loisir souligner ses flagrantes contradictions. Debout devant ses juges, Pierre Botton perdait pied de question en question. Confus, bésitant, il pelnait à trouver ses mots, comme si cet après-midi passé à ménager l'adversaire

Les impayés d'un divorce au Front national

LES CONSÉQUENCES financières d'une histoire de divorce entre Jean-Marie Le Pen et l'un de ses anciens conseillers personnels pourraient bien intéresser plus d'un parti politique. Vendredi 10 juin, la chambre des urgences du tribunal de grande instance de Paris examinait la demande du Front national visant à obtenir le remboursement de sommes prêtées à Lorrain de Saint-Affrique, conseiller en communication de M. Le Pen jusqu'à son exclusion, en septembre 1994, afin de financer sa campagne électorale aux élections régionales de 1992.

Elu an conseil régional du Languedoc-Roussillon, M. de Saint-Affrique s'était démis de son mandat peu de temps après, en novembre 1992, invoquant « de graves matifs personnels ». L'ancien secrétaire départemental du parti d'extrême droite dans le Gard avait ensuite été exclu, à l'automne 1994, pour avoir accusé le délégué général du FN, Bruno Mégret, de « protéger » au sein de son parti « des nazis et des admira-

teurs de l'Allemagne hitlérienne ».

Pour financer sa campagne, M. de Saint-Affrique avait signé un contrat avec le FN qui stipulait que le parti s'engageait à lui apporter « une aide locale et notionale », tandis qu'en cas de victoire le futur élu s'engageait, hit, à rembourser par mensualiés la somme (un peu plus de 100 000 francs). Une avance à valoir, en fait, sur ses indemnités d'élu. La dette, précisait l'article 7 du contrat, demeurait valable y compris en cas de démission voire d'exclusion. Or, après avoir

remboursé 15 000 francs, l'ancien conseiller de M. Le Pen cessait tout paiement, entraînant de facto, selon Mª François Wagner, conseil du FN, l'exigibilité immédiate des sommes dues, telles que prévues au

LIBERTÉ DE PENSÉE

A cela, Mª Bernard Cheysson, avocat de M. de Saint-Affrique, a opposé deux arguments dont l'un, s'il était retenu, ne manquerait pas de jeter le trouble dans les états-majors de campagne. Le premier porte sur l'irrecevabilité de la demande : seul le mandataire financier de la campagne de M. de Saint-Affrique (et non le FN en tant que parti) aurait été fondé à le poursuivre en justice. Le second invoque... la liberté de pensée, reconnne par l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui implique « la liberté de changer de conviction ». Or. selon la défense de l'ancien ami de M. Le Pen, qui a appelé à voter Chirac à l'occasion de la dernière élection présidentielle. cette liberté est impossible dès lors qu'on demeure « enchaîné à une reconnaissance de dettes ».

L'avocat du Front national a estimé que, sur ce plan, la défense de M. de Saint-Affrique faisait preuve d'une « imagination juridique extraordinaire ». Le tribunal en jugera. Décision le 8 décembre.

Jean-Michel Dumay

La « filière bretonne » de l'ETA va être jugée à Paris

de notre correspondant Alors que devait débuter, lundi 13 novembre à Paris, le procès de 81 personnes accusées d'avoir participé à une association «terroriste » ou d'avoir assisté des membres de cette association, on apprenait, samedi matin 11 novembre, qu'une opération combinée des polices française et espagnoles avait empêché le passage, dans la nuit de vendredi à samedi, au poste frontalier de Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) d'une vingtaine d'autobus affrétés par des Basques espagnols. Ces véhicules, ainsi que d'autres partis du Pays basque français et de Bretagne, devaient acheminer à Paris plusieurs centaines de personnes pour une manifestation de soutien aux accusés prévue, samedi matin,

« Filière bretonne qui permet à Philippe Broussard des activistes d'ETA de se mettre un

« solidarité généreuse apportée par les Bretons à des réfugiés basques », aux yeux de la défense. Le procès qui s'ouvrira lundi devrait durer an moins cinq jours. Début 1992, plusieurs vagues d'interpellations en Pays basque français, mais surtout en Bretagne, avaient touché les nationalistes basques et des sympathisants de la mouvance antonomiste bretonne: 97 personnes avaient été arrêtées.

« INCULPÉS DU DROIT D'ASILE » Après trois ans d'instruction, menée par le juge parisien Laurence Le Vert, 81 d'entre elles sont traduites en justice. Selon l'accusation, la plupart ont, « sur le territoire national, participé à un groupe farmé ou à une entente établie en vue de la préparation (...) d'un ou plusieurs crimes au d'un ou plusieurs délits punis de dix ans d'emprisonnement ».

examen, 39 sont des Bretons. A leurs côtés, se trouvent des Basques de nationalité espagnole et des citoyens français habitant un peu partout dans l'Hexagone. Ce procès sera suivi avec une attention particulière en Bretagne, où les arrestatioas de 1992 avaient provoqué une vive émotion. Des élus avaient exprimé leur soutien aux accusés. Dans une motion, le conseil général du Finistère avait même estimé qu'il serait préférable que ce procès, dans lequel de nombreux témoins de moralité sont cités, n'ait pas beu.

Des comirés de soutien, qui avaient organise, mercredi 8 no-vembre, des jeunes dans plusieurs villes, appelleat à d'autres manifestations de solidarité en faveur de ceux qu'ils appellent les « incuipés du droit d'asile ».

Michel Garicoix

Plusieurs universités de province commencent un mouvement de grève

Les étudiants de Metz, Toulouse et Orléans réclament un chiffrage précis du plan Bayrou et la création de plusieurs centaines de postes

mer la grogne dans plusieurs établissements

DEUX JOURS après le mouve-

ment de protestation universitaire

« contre l'insuffisance des crédits et

des postes » organisé jeudi 9 no-

vembre au moment même où Fran-

çois Bayrou annonçait, lors du vote

du budget de l'éducation à l'Assem-

blée nationale, un plan d'urgence pour les universités les plus mal do-

tées (Le Monde du 10 novembre et

du 11 novembre), plusieurs établis-

sements de province ont durci leur

action. L'apaisement escompté

après l'annonce du plan d'urgence

destiné notamment à éviter la contagion après l'exemple de

Rouen, qui avait obtenu 9 millions

de francs et 188 postes sur quatre

ans après trois semaines de grève,

A Metz, les étudiants, jugeant

très insuffisants le déblocage de

500 000 francs et la création de cinq

postes d'enselgnants promis le

9 novembre par le ministère, ont

décidé de se relayer pour occuper,

samedi et dimanche, les locaux de

la présidence de l'université. Le

mouvement de grève générale

concerne les facultés des lettres, de

droit et des sciences, ainsi que

l'IUT, où une grève illimitée a été

« LA VERTU DE LA MÉGOCIATION »

Les étudiants réclament notam-

ment 300 créations de postes d'en-

seignants et le versement de 11 mil-

llons de francs au titre de la

dotation globale de fonctionne-

ment, financée actuellement à hau-

teur de 63 % seulement. Le pré-

sident de l'université, Gérard

Nauroy, estime à 160 le nombre

d'enseignants chercheurs faisant

défaut, alors que le ministère, en

s'appuyant sur les effectifs d'il y a

deux ans, n'en compte qu'une

se fait donc attendre.

versités les plus « pauvres » n'a pas suffi à cal- diants ont voté la grève illimitée, tandis que réclament la création de plusieurs centaines ceux d'Orléans se prononçaient pour la sus-

de postes et l'attribution de crédits dépassant

L'annonce d'un plan d'urgence pour les uni- de province. A Metz et à Toulouse, les étu- pension et le report des cours. Ces universités 10 millions de francs. La plupart des organisations syndicales attendent de François Bayrou un chiffrage précis de son plan.

sofizantaine. Il plaide pour la création de 40 postes par an durant

500 emplois et 2 000 m² de salles de Les délégations qui ont été reçues, vendredi, par Gérard Nauroy et le préfet de région ont prévu de reconduire leur action lundi matin lors d'une assemblée générale. Les étudiants souhaitent la nomination d'un médiateur et ont décidé d'envoyer lundi une délégation au mi-

quatre années, ainsi que pour la

construction d'un nouvel amphi,

rieur. A Orléans, les étudiants le ministre le 16 novembre. A Touréunis en assemblée générale vendredi 10 novembre ont voté « la suspension et le report des cours ». de préférence à la grève. Cette décision a été avalisée ensuite par le conseil d'administration de l'université. Il manque 12,7 millions de francs au budget. Aucun cours ne devrait être assuré la semaine prochaine sur le campus. « Je crois à la vertu de la négociation », a déclaré Didier Billard, président de l'uni-

nistère de l'enseignement supé-versité. Rendez-vous est pris avec louse, près de 2000 étudiants ont voté la grève illimitée à l'université scientifique Paul-Sabatier, pour obtenir notamment 350 créations de postes, dont 150 postes d'attachés temporaires de recherche ainsi que 100 postes de personnels non titulaires (personnels ITAOS).

Alors que la conférence des présidents d'université a approuvé « sons réserve » le plan de rattrapage présenté par François Bayrou.

PUNEF -ID, qui doit lancer lundi un appel à toutes les universités françaises, Indiquait samedi Il novembre qu'un plan sur quatre ans ne répondait pas à la situation d'extrême urgence dans laquelle se trouvent plusieurs universités. Comme d'autres organisations syndicales, l'UNEF-ID attend «un chiffrage précis du plan ».

(avec Jean-Louis This à Metz et Régis Guyotat à Oriéans)

Stéphane, enseignant-chercheur en attente de poste

tenu sa thèse en janvier 1994 et sait fabriquer des agrégats de molécules qui n'existent pas à température ambiante. Stéphane Douin fait partie de ces enseignants-chercheurs au statut

0

transitoire, les ATER - attachés temporaires d'enseienement et de recherche qui enseignent dans les universités. « Un poste précoire, ne présentant aucun avenir », mais dont «l'expérience est appréciée » pour devenir maître de

conférences, concluait Hot Docs, un groupe de doctorants et de chercheurs, qui a publié, en avril dernier, un solide rapport sur la formation doctorale (Le Monde du 4 juillet). En attendant un hypothétique poste de maître de conférences, Stéphane Douin savoure « la chance » d'être ATER à Orsay (Paris-XI), université dans laquelle il a passé sa maîtrise, son DEA et son doctorat.

« l'ai foit partie de la vague qui a bénéficié d'une allocation de recherche au début des années 90, mais maintenant les docteurs sont trop nombreux pour le nombre de postes », déplore ce jeune homme calme. Depuis deux ans, Orsay, considérée comme une université

.15 C 1510 21.

vue que certains établissements de province, elle est devenue la première des scientifiques, avec ses dix mille étudiants, ses six cents enseignants et ses chercheurs de très haut niveau. « Faut-il pour autant niveler par le bas, en vertu du principe de justice entre les universités, et étraneler les recrutements?», s'interroge Stéphane. Sa courte carrière est exemplaire de la politique de recrutement eo dents de scie conduite ces dernières années en raison de l'alternance politique et des restrictions budgétaires croissantes.

PARCOURS DU COMBATTANT

Alors, il reste à Stéphane, issu d'une famille d'agriculteurs de six enfants, à se consoler comme il pent.. « Lorsque j'ai effectué mon service militaire, avec 504 francs par mois, c'est ma campagne qui était ATER en astrophysique et touchait un salaire convenable, note-t-il. Cette année, comme elle a très peu d'espoir de trouver un poste dans sa discipline, c'est mai qui assure, avec mes 11 600 francs brut. » Mais l'an prochain? « Théoriquement, mon contrat serait renouvelable une fois, mais ici c'est strictement interdit en raison du nombre très élevé de candidatures. Il faut bien que tout le monde puisse en bénéficier », dit Stéphane. Par rapport

CARNET

tique en attribuant moins de demi-postes d'ATER, payés 70 % à 75 % du salaire, moyen. utilisé par bon nombre d'établissements pour multiplier les emplois, fussent-ils précaires.

Stéphane a choisi un temps complet, cent quatre-vinet-donze heures groupées en un semestre, ce qui lul laisse le temps de peaufiner ses dossiers de candidature lorsque les postes vacants seront connus, fin décembre. « Stress, paperasse, la thèse à photocopier en x exemplaires, les équipes de recherche à canvaincre aux quatre coins de la France, les auditions »: c'est le souvenir que lui a laissé sa première « campagne » de recrutement. La dernière fois, Stéphane a réussi à être inscrit sur les listes de qualifications, il a franchi l'étape des entretiens, mais le chemin s'est arrêté là. « Tous les maîtres de conférences qui ont été pris avaient occupé un poste d'ATER, c'est devenu une condition indispensable, mais évidemment pas suffisante », constate-t-il. Cette année, le mode de recrutement change, mais, selon Stéphane, ce sera le même parcours du combattant. Sûr de sa vocation, il s'y prépare, avec un rêve non dissimulé: rester à Orsay, dans son laboratoire de photophysique moléculaire.

Beatrice Gurrey

MATTENTATS: Interpellé Orly jeudi soir 9 novembre, un Fincais # arrivant d'Angleterre, Safi Borada, a été placé en garde à vue à lairection centrale de la police judiaire. Agé de vingt-cinq ans, il figura parmi les cinq personnes arrêtéepar la police britannique, le week-ed précédent, dans le prolongemet des enquêtes conduites en Frare sur les attentats. Safi Bourada avit été remis en liberté par ScotlandYard, aucune charge criminelle ne esant contre lui en Angleterre. Mis les services de l'Immigration ontionsidéré que ce ressortissant finçais était indésirable sur le sol fitannique. Des policiers anglais l'ht reconduit jusqu'à l'aéroport d'Qy, où il a été interpellé par la policitan-çaise parce qu'il était l'objeti une note de recherches ordonnéepar le juge d'instruction Laurence II Vert, chargé du dossier relatif au dmantèlement d'un réseau islamist basé à Chasse-sur-Rhône (Isère). ATTENTATS: quatre persones out, par ailleurs, été mises e exa-

men pour association de plfaiteurs en relation avec une intreprise terroriste et écriées, vendredi 10 novembre, par | juge Laurence Le Vert. Salim Agoune, un Français âgé de vingt-hij ans, interpellé le 6 novembre en Égion lyonnaise, et Youcef Belafi, un Franco-Algérien agé de vingths interpellé le 7 novembre à Vix-en Velin (Rhône), sont soupennés d'avoir été eo relation aec le « groupe Kelkal ». Dans le besier du réseau islamiste de Char-sur-Rhône (Isère), un Algérienet un Français, Samir Touati Tliba (Alain Celle, interpellés le 6 novembre en régioo lyonnaise, ont au i été

écroués. TOXICOMANIE: troisnouveaux échangeurs automaques de seringues vont être intallés dans des quartiers sensibles d Paris -rue de Turbigo, rue Dide et à l'angle de la rue des Poissoniers et du boulevard Ney - à l'occapn de la Joornée mondiale du sia, le la décembre, a indiqué la mile de Paris. Le premier de ces apareils avait été mis en place l'an dénier à la gare du Nord. En échangid'une seringue usagée ou d'un jein, ils délivrent un « kit de prévetion » comprenant deux seringues ruyes, des tampons alcoolisés et dek préservatifs.

DISPARITION

Antoine Griset

Un homme de cœur et de raison

ANCIEN ADMINISTRATEUR délégué du Monde, après avoir été l'un des dirigeants de Libération, Antoine Griset est mort, jeudi 9 novembre, à Paris, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-sept ans.

Bien qu'héritier d'une lignée d'industriels dont les origines remontent au dix-septième siècle, Antoine Griset n'était pas entré dans le monde de la presse mû par le goût de brasser des affaires. Ce protestant pudique ne nourrissait non plus aucun désir particulier de publicité. Fidèle aux idéaux humanistes de sa jeunesse étudiante, qui l'avaient conduit à s'engager contre la guerre coloniale menée en Algérie par la IV République finissante, puis par le régime gaulliste, il concevait les journaux d'opinion comme un indispensable outil democratique au service des citovens. Participer à la vie de ces espaces de liberté fut pour lui une sorte de missioo civique, qu'il remplit, en dépit des vicissitudes, avec une égalité d'humeur rare dans ce monde âpre. Ses blessures intérieures, s'il en eut, cet homme discret et fier préférait les taire. Par éducation sans doute, par désintéressement certainement, mais aussi par une indéfinissable distance qu'il savait mettre, avec élégance, entre lui et les choses trop quotidiennes de la

Né en 1938 à Orgeval (Yvelines), Antoine Griset a vingt ans quand la France, lasse du régime des partis et empêtrée militairement en Algérie, acclame avec soulagement le retour au pouvoir du général de Ganlle. Dans les années qui suivent, la protestation politique et morale contre la poursulte du conflit monte dans les universités. L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) est à la pointe de la révoite. Lié aux étudiants communistes, mais plus organisateur et fédérateur qu'idéologue, Antoine Griset, alors étudiant en sociologie, accède à la tête de la Fédération des

groupes d'études de lettres (FGEL). qui règne sur la Sorbonne. Il participe aussi aux actions, parfois musclées, du Front universitaire antifasciste, où se distingue, déjà, un certain Bernard Kouchner. A partir de 1962, aux côtés de ses amis Marc Kravetz et Jean-Louis Péninou, qu'il retrouvera plus tard à Libération, il anime la gauche syndicale au sein de l'UNEF. A la fin de 1963, il est élu à la présidence de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), qui gère la Sécurité sociale étudiante et où il favorisera la création de bureaux d'aide psychologique universitaire, premiers dispensaires en milieu ouvert, qui marqueront une rupture dans le monde psychiatrique.

Devenu, en 1965, assistant en sociologie à l'université Paris-Tolbiac, il poursuit une activité militante au sein d'un réseau d'aide en Europe aux soldats américains déserteurs de la guerre du Vietnam. En novembre 1968, il sera inculpé de rébellion et violence à agents pour collage d'affiches appelant à la « halte aux spéculateurs » à Paris.

Quand, en 1981, Serge July l'ap-

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Sont élevés à la dignité de grand-

Michel Multrier, général de corps d'armée ; Bernard Louzeau, amiral ; Marcel Martre, général de division

Sont élevés à la dignité de grand Armand Lacoste, colonel de gendarmerie ; Abdellaziz Khelifa, général de brigade; André Loussouarn, général de brigade; Marcel Sobra, général de brigade ; Joseph Peretti, médecin général des armées ; Jean-François Lazerges, contrôleur gé-

promotions et de nominations aux

ration, Antoine Griset quitte sans regrets l'Université. Chargé des tâches ingrates de gestion, il contribue au redressement du titre, dont la diffusion franchit en 1984 la barre des 100 000 exemplaires. Mais, en dépit du tabou levé sur la publicité, les finances ont du mai à suivre, et la politique de diversification multimédia engagée audacieusement par l'équipe dirigeante ne fait pas l'unanimité au sein de la rédaction. Un peu fatigué de ces turbulences, il rejoint en 1988 la direction du Monde, où il va pendant trois ans superviser les activités financières et commerciales. Il aura la délicate tache de coordonner le double déménagement du journal de son siège historique, rue des Italiens, dans le centre de Paris, d'une part vers Ivry-sur-Seine, où s'installent l'imprimerie et l'administration. d'autre part vers la rue Falguière, dans le quinzième arrondissement de la capitale, où travaille toujours la rédaction. Une opération qu'ilsaura mener à bien sans drames. Ceux qui, au Monde, comme à Li-

pelle à ses côtés pour relancer Libé-

: Sevenu en un:-

bération, ont connu Antoine Griset n'oublieront pas son regard clair. C'était un homme de cœur et de raison. A sa femme Anne et à sa fille Juliette, Le Monde exprime ses condoléances très émues.

Manuel Lucbert

néral des armées ; Jean-Pierre Duvivier, général de corps aérien.

Le Journal officiel du jeudi 9 novembre publie en outre une liste de

grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'ordre national du Mérite au titre du ministère de

NOMINATION EPISCOPAT

Mgr Amédée Grab a été nommé, jeudi 9 novembre, par Jean Paul II, évêque de Lausanoe, de Genève et de Fribourg. Il succède à Mgr Plerre Mamie, qui a atteint la limite d'âge (soixante-quinze ans) et qui occupait ce siège depuis vingt-cinq ans. Mgr Grab, soixante-cinq ans, était déjà, depuis 1987, auxiliaire de ce diocèse Bénédictin, il avait été ordonné prêtre en 1954 ; il fut secrétaire de la congrégation bénédictine suisse puis, entre 1983 et 1987, secrétaire de la conférence épiscopale.

AU CARNET DU MONDE

Bridger P. St. (St.)

M. Hicham Tarik ABADA. et leurs parents

sont heureux d'annoncer le missance de Mohamed Adem Rayane.

ie 27 octobre 1995, à Bruxelles. Anniversaires de naissance

chaque 13 novembre, tu nais pour nous.

« La statue est toujours à la même place... Eugène Sue

me regarde, je t'aime, Coiette et Pierre. - Aérospatiale a la tristesse de faire part du décès de

Gérard ALLAVENA. ancien directeur de programme Ariane,

survenu le 6 agvembre 1995.

- Mª Marc Biros, Sea enfants, perits-enfants Et artière-petits-enfants, Toute la famille et ses amis.

ont la douleur de faire part do décès de Marc C. BIROS,

gouverneur de la France d'outre-mer (en retraite), andeur de la Légion d'hon

rappelé à Dieu, le 7 novembre 1995, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le hadi 13 novembre, à 11 heures, en la basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue Las Cases, Paris-7:

Ni feurs, ni couronnes.

Ses enfants et petits-enfants.

- Edith, sa femme.

Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de Hubert CAVERT,

survenu le 9 novembre 1995, dans se L'inhumation aura lieu le lundi 13 no-vembre, à 9 heures, à Tournefeuille, su ci-

Cavert, 343 bls, avenue de Lardenne.

metière de Pantin.

squise general of little Les éditions Galliman ont la tristesse d'aumoncer le décès de leur collaborateur depuis vingt-trois ans,

Jean-Louis COUTON,

survenu le 9 novembre 1995 Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Aix-en-Provence, le mardi 14 no-

Une messe à sa mémoire sera célébrée en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Pa-ris-7, le jeudi 16 novembre, à 9 à 30.

- Anne Criset,

son éponse, Juliette Griset, sa fille.

ont la tristesse de faire part du décès de Antoine GRISET. survegu le 9 novembre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 novembre, à 11 heures, en l'église réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^{*}.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Lire ci-contre. - Frédérika et Dominique Gérard, oot la douleur de faire part du décès de

Mr Christiane NERF.

survens le 6 novembre 1995, dans sa quatre-vingt-luitième année.

La cérémonie religiouse a été célébrés dans l'indimité le 8 novembre, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillon, Paris-7-. - Anna Niquet et Charles Porset,

an acur, Raphael et Gabriel, ses trères, ont la douleur de faire part de la mort de Frédéric PORSET.

survenue brutalement le 4 novembre 1995, dans sa trentième année.

L'Inhumation aura lieu à Berdeaux.

Anna Niquet, 111, res Malbec, 33800 Bordeaux. Charles Porset, 88, rue Jeanne-d'Arc,

Anniversaires de éces Ayez une pensée ce. 12 ndembre

כייסת מה נייעג ויא חוככפטפחנש

Patrice COUSSONNET mievé trop tôt à l'amour des sie

Communications divises Dans le cadre de sa missioleultu-

relle, le CONSISTOIRE CENTRA, pré-sidé par Jean Kahn, organisé une sposi-tion intitulée : « L'héritage des richesses spir

Vernissage (sur invitation) lund[3 no-vembre 1995, à 18 houres, à la Main des

communantés, 19, rue Saint-Grees, 75009 Paris.

Ce vernissage sera suivi d'un det (sur / / invitation) à la mairie du IX*, à 19 45. Présidé par Jean Kahn, il au pour Pourquoi profane t-on destime-

Avec la participation de Mgr Draico, du Grand Rabbin de Paris, D. Issas, Mª Vades Bonlouque, haut mastrat, Mª Waysbord, inspecteur génél de l'éducation nationale, A. Hadda psy-

chiatre, Nelly Hanson, historiersocio-logue. Modérateur: Antoine pire, écrivain. Conféreces

李子子 人名英格里斯 医多种种 医二种种种

Le groupe d'études C. G. Jug de Paris vous invite à participer à 1 pro-chaine conférence : « Du chammije à la psycho-immunologie », svec Rend van Quekelberghe, professeur, doctar de-l'université de Coblence-Landau, Juardi 14 novembre, à 20 h 45, 5, ru Las-Cases, 75007 Paris.

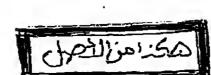
Pour tous renseignements, telhoner an (16-1) 45-55-42-90 le jeudi de 1-0 30 à 18 heures ou écrire au groupe études C. G. Jung, 1, place de l'Ecole-Mitaire, 75007 Paris.

-Robert Solé, rédacteur en ef au Monde, donnera une conférencesuivie d'un débat sur le thème « Le jour disane dans la société de communicion », lundi 13 novembre, à 14 h 45, ins le cadre des reacontres de L'Age for de France, 92 bls. boulevard du Matpar-nasse, Paris-14. Participation aux frais: 45 F.

CARNET DU MONDE

Téléphone 40-65-29-94

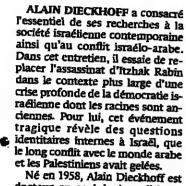
Télécopieu-45-66-77-1



HORIZONS

Un entretien avec Alain Dieckhoff

La paix revenue, l'État israélien deviendra un Etat comme les autres



Né en 1958, Alain Dieckhoff est docteur en soclologie politique. Cbercheur au CNRS, il travaille dans le cadre du CERI (Centre d'études et de recherches internationales) et enseigne à l'Institut politique de Paris ainsi qu'à l'université Paris-I.

« Le meurtre de dirigeants ne constitue pas un phénomène inédit an Moyen-Orlent. L'histoire du sionisme elle-même, puis d'Israel, est émaillée d'épisodes de violence politique civile. Qu'on songe au meurtre de jacob Di Haan, un leader ultraorthodoxe, en 1924; à l'assassinat d' Haim Arlosoroff, le numéro deux de l'Agence juive, en 1933; à l'arraisonnement sanglant par la Jeune armée israébeune de l'Altalena, un navire chargé d'armes à destination de Pirgoun de Menahem Begin ; ao meurtre d'Israël Kastner en 1957, tué par un fanatique d'extrême droite, et, plus près de nous, en 1983, à celui d'Emile Greenzweig, un militant pacifiste tué par une grenade an cours d'une manifestation de la gauche. L'assassinat

d'Itzhak Rabin a pourtant sur-

pris, en partie parce qu'on esti-

mait impossible qu' « un juif tue

nn antre juif ». Pensiez-vous,

vous aussi, qu'on n'en « arrivé-

- En dépit de tous les précédents vous rappeiez, l'assassmat d'un haut dirigeant politique par un Israélien juif constituait une sorte de ligne rouge, de tabou politique. La démocratic israétienne nous avait certes habitués à des attaques verbales, voire à des prises de position extrêmement virulentes de la part des responsables politiques, notamment à la Knesset. Mais la mémoire de la disparition du royaume juif, au le siècle de notre ère - dont on disait qu'elle avait été le résultat de la « haine gratuite » entre juifs plus encore que de l'efficacité des armées romaines - entretenait la conviction qu'une telle limite ne serait pas franchie. C'est le poids de cette mémoire qui explique que l'événement ait surpris, y compris les observateurs les plus chevron-

» L'assassinat d'Itzhak Rabin doit cependant être inscrit dans un contexte politique précis, qui se met, à mon avis, en place au début des années 80, et qui se caractérise par un crescendo de la violence dans certains secteurs de la société israélienne. Après 1967 apparaît en effet un sionisme messianiste activiste, avec une dominante nationaliste et religieuse très appuyée. Ses adeptes optent pour des formes plus brutales d'action politique, mais leur violence reste longtemps confinée dans les territoires occupés. Elle finit immanquablement par déteindre à l'intérieur même de la « ligne verte » (les frontières d'Israel avant 1967). On voit ainsi réapparaître, au cours des années 80, un phénomène qui avait existé dans la Palestine des années 30, mais qui avait disparu depuis : l'extrême droite. D'où l'éclosion d'un certain uombre de partis: Moledet, Tehiya, Tzomet et le mouvement Kach, du rabbin Meir Kahane, lequel a même été étu à la Knesset de 1984 à 1988 avant d'être assassiné à New York en 1990. A la fin des années 80, l'extrémisme avait inrontestablement gagné du terrain en Israël.

- Estimez-vous que la société israélienne dans son ensemble et ses dirigeants ont manifesté nne certaine complaisance pour l'extrême droite, surtout quand sa violence était tournée vers les Palestinens, et jugez-vous que tonte la droite israélienne est



responsable de ce qui s'est passé le 4 novembre à Tel-Aviv ?

- Là qualification juridique des attentats anti-arabes qui ont marqué les années 80 est très éclairante sur ce point. Prenez l'analyse one l'on a faite, en Israël, de la tuerie de Rishon-le-Zion en mai 1990, perpétrée par Ami Popper (huit Palestiniens de Gaza y avaient perdu la vie). N'a-t-on pas parlé alors d'acte de demence ? Quand, en tevrier 1994, le docteur Goldstein a assassiné, dans le caveau des Patriarches à Hébron, vingt-neuf Palestiniens, n'a-t-on pas, à nouvean, évoqué l'acte d'nn déséquilibré ? Dans un cas comme dans l'autre, on ne peut nier que les assassins étaient des personnalités particulièrement fragiles. Mais leurs actes constituaient autant de révélateurs d'une atmosphère de violence politique en expansion. Ou'elles soient de droite ou de gauche d'ailleurs, les autorités israéliennes ont, en tout cas, fait preuve de mansuétude à l'égard des extrémistes. Comment expliquer autrement que le fondateur du Goush Emounim fun mouvement religieux favorable à la colonisation de la Cisjordanie], le rabbin Moshe Levinger, n'ait, en 1990, écopé que de cinq mois de prison, alors qu'il avait tué un commerçant palestinien?

» Un tel comportement reflète par ailleurs une tendance assez ca-

contestablement favorisé la montée de l'extrémisme en pratiquant elle-même un discours nationaliste dur. Bien sûr, on ne peut l'accuser d'avoir une responsabilité directe dans l'assassinat d'Itzhak Rabin. Mais quand le général Raphaël Eytan traite les Arabes de « cloportes », quand certaines voix au Likoud n'hésitent pas à évoquer la possibilité d'un « trans*jert* » des Arabes de Cisjordanie ne contribue-t-on pas à entretenir un climat malsain pour la démocratie? Par ses outrances verbales inutiles, la droite israélienne est bei et bien responsable d'avoir détérioré un esprit public infiniment plus positif dans les années 60 et 70 l Bien entendu, l'extrémisme politique israében s'est également nourri de la montée en puissance du nationalisme palestinien, en Cisjordanie, et des actes terroristes qui l'accompagnaient par-

- La mort d'Itzhak Rabin a suscité une ferveur populaire étonnante pour un personnage qui n'était pas perçu, en France du moins, comme une personnalité charismatique. Rabin a-til été un méconun?

 Rabin avait en Israëi l'image d'un patriote, engagé -y compris physiquement - dans les principaux combats d'Israël, en 1948, lors de la guerre d'Indépendance, puis en 1967, alors qu'il était chef

L'acte fatal d'Yigal Amir, l'assassin d'Itzhak Rabin, a peut-être été précipité par la sévérité nouvelle dont, depuis une année, le gouvernement faisait preuve à l'égard des résidents juifs des territoires

ractéristique de la société israébenne, dont la culture demeure profondément familiale et communautaire. On ne témoigne pas de la même sévérité vis-à-vis des membres du groupe majoritaire, L'acte fatal d'Yigal Amir, l'assassin d'Itzhak Rabin, a peut-être été précipité par la sévérité nouvelle dont, depuis une année, le gouvernement faisait preuve à l'égard des résidents juifs des territoires. Soudaln, les autorités n'étaient plus victimes de l'autointoxication de la culture familiale, et, du coup, l'extrême droite se voyait mise sur le même plan que les islamistes. Celle-ci, peu habituée à cette dureté de langage et de traitement, surtout de la part d'on Rabin, qui avait la réputation d'un « faucon », a pu se croire tra-

ie. »Quant à la droite, elle a ind'état-major pendant la guerre de six jours. Il était surtout le représentant d'une réalité sociologique qui a pris de plus en plus de place en Israel, surtout depuis 1948 : l'armée. Shimon Pérès, son successeur, incarne plutôt une certaine bureaucratie, une gestion plus technocratique des événements. Il est aussi plus européen, tandis que Rabin collait à l'Amérique et se trouvait plus à l'aise dans des réunions d'état-major qu'auprès d'intellectuels. Notons d'ailleurs que l'anti-intellectualisme de Rabin était représentatif d'un certain courant du sionisme, qui voyait justement dans l'intellectuel l'image négative du juif de la diaspora... De ce point de vue, Pérès personnifie un compromis plus subtil entre l'homme d'action et l'homme de réflexion. Mais ce dosage pourrait hii nuire auprès des

्राच्या प्राच्या व्यवस्था वर्षे के प्राच्या वर्षे क्षण्या । स्थाप अञ्चलके व्यवस्था वर्षे व्यवस्था । स्थाप वर्ष वर्षे

* Israchiens moyens », qui se sentaient plus proches d'un Rabin. C'est un des écueils que le nouveau premier ministre aura à surmonter, surtout quand il aura à affronter le suffrage universel l'année prochaine, lors de la première élection directe au poste de chef du gouvernement.

- La droite, le Likoud, a-t-elle - trac chance de revenir au pouvoir, à l'occasion de ces élections, ce qu'indiqualent jusqu'ici
la plupart des sondages ?

Jusqu'à l'assassinat de Rabin, elle avait en effet le vent en poupe. Une majorité de plus en plus large d'Israéliens exprimaient des réserves sur le cours pris par un processus de paix qui avait conduit à une multiplication des actes de terrorisme. Si la droite revient au pouvoir, elle n'abrogera sans doute pas les accords d'Oslo. Mais elle risque d'en donner une lecture minimaliste, et de les vider de leur contenu. On finirait par aboutir aux mêmes impasses qui ont fait échouer jadis les discussions sur l'autonomie menées avec Sadate en 1979. La position de Begin était alors si rigide que les négociations se sont interrompues d'elles-

» Quant à l'opinion publique israélienne, si elle constate, comme
ceia a été le cas au cours des deux
demières années, que plus les négociations avec les Palestiniens se
développent, plus le terrorisme
s'accroît, il est clair qu'elle se détournera du processus de paix. En
revanche, si le terrorisme reflue,
alors on peut parier que ce n'est
pas l'attachement aux colonies
juives des territoires qui l'empêchera de se rallier massivement à
la paix l

- Les dirigeants Israéliens, engagés dans le processus de paix, pratiquent l'« ambiguîté constructive ». C'est-à-dire qu'ils n'en disent pas clairement à la population israélienne le terme, notamment en matière de concessions territoriales. Itz-hak Rabin n'a-t-il pas été victime d'un effet pervers de cette politique, dont le but était de maintenir la paix civile?

- On peut penser qu'en ne fixant pas un objectif clair, les dirigeants israéliens ont effectivement désorienté la population. L'ambiguité, constructive au départ, a certainement affolé la droite, et même une partie des « faucons » de gauche. Disons que cette ambiguité était à la fois nécessaire et ingérable. Jusqu'au début des années 90, l'objectif classique du Parti travailliste consistait à épaissir les frontières, à conserver la vallée du Jourdain et à rétrocéder le reste au roi Hussein de Jordanie... Mais, aujourd'hui, c'est une carte très différente qo'Osio est en train de dessiner sur le terrain. Elle conduit déjà de facto au départ de l'armée israélienne des villes et des villages palestiniens. Il s'agit en réalité, pour l'équipe au pouvoir, de parvenir à des arrangements territoriaux qui porteralent sur 10 à 12 % de la Cisjordanie seulement. Seuls ces 10 à 22 % demeuveraient entre-

les mains d'Israèl.

- La composition de l'armée israélienne, et notamment de son encadrement, a été modifiée. Ainsi les unités d'élite, naguère peuplées par les enfants du kibboutz, sont autourd'hui de

 Cet état de crise que vit la démocratie israélienne n'est-il pas aussi le résultat d'un état de

guerre prolongé? L'état de guerre dans lequel a vécu l'Etat d'Israel depuis sa création a sans aucun doute influé sur un certain nombre de choix, peu compatibles avec ceux d'une démocratie libérale au sens plein du terme. Au point qu'on peut décrire le régime de ce pays plutôt comme une « démocratie ethnique », dans laquelle le groupe majoritaire jouit de privilèges évidents. Les « Arabes israéliens » ont vécu par exemple, de 1948 à 1966, sous administration militaire. Bien sûr, les motifs de sécurité invoqués à l'appui de ce régime d'exception n'étaieut pas tous injustifiés. Mais sa signification était autre : ce système servait à maintenir la spécificité inscrite dès la déclaration d'indépendance, qui fait de l'Etat d'Israel non pas l'Etat de ses citoyens mais avant tout l'Etat du peuple juif.

* Avec l'évolution des esprits, au cours des années 90, la question de la nature de l'Etat est cependant posée. Une partie de la gauche et du centre libéral juge que l'Etat d'Israël doit devenir davantage l'Etat de ses citoyens, sans tenir compte de leur appartenance ethnique ou religieuse, et se rapprocher d'une démocratie à l'occidentale. On peut qualifier grossièrement cette tendance de « postsioniste ».

» L'autre pôle est celui du sionisme religieux ou des conservateurs traditionalistes, fidèles à l'option initiale. Ceux-là estiment que l'Etat d'Israël doit affirmer résolument sa spécificité juive. Pas seulement pour la raison démographique que 80 % de ses babitants le sont, mais parce l'Etat luimième devrait promouvoir cette identité.

 A votre avis, de quel côté penche la majorité de la popula-

tion?

- L'option dite « postsioniste »
demeure à ce jour marginale,
parce qu'elle rompt trop ouverte-

Le sionisme s'est épuisé très vite comme idéologie, après la création de l'Etat d'Israël, mais cet épuisement n'a pas été perçu parce que l'Etat était en guerre

plus en plus « courries » par des éléments proches des cercles nationalistes et religieux. L'armée suivra-t-elle la politique du gonvernement?

- Qu'au sein de l'armée, véritable image de la société israélienne, et surtout dans les troupes d'élite, notamment la brigade Golani, à laquelle appartenait l'assassin d'Itzhak Rabin, Yigal Amir, il y ait eu, à partir des années 70, une présence renforcée d'éléments nationalistes et religieux très éloignée de la culture politique de la hiérarchie, proche de la gauche, c'est un fait sociologiquement attenté

Et il est certain aussi que le pouvoir n'a pas pris la pleine mesure du phénomène. En partie à cause du tabou dont nous parlions en commençant qui veut que les juifs ne s'en prennent pas à d'autres juifs et surtout pas aux dirigeants de l'Etat. Depuis Oslo, en 1993, on assistait pourtant, dans ces mêmes milieux natioualistes et religieux, à une décrédibilisation graduelle des représentants de l'Etat israélien.

» Les milieux nationalistes et religieux vivent, de fait, dans un système qu'on peut qualifier d'« bétéronomique ». Ils obéissent à l'Etat. mais aussi à une autre loi, la loi divine, et à l'interprétation qu'ils en ont. Entre l'obéissance au gouvernement et le principe, qualifié de divin, qui empêche prétendument la rétrocession ne serait-ce que d'un pouce du territoire d'Eretz-Israei, c'est évidemment le second principe qui prévaut. Que peut valoir dans une telle logique la normativité démocratique symbolisée par la Knesset? Que pèsent cent vingt députés élus par le peuple par rapport à une « loi divine » ?

ment avec les fondements mêmes de l'Etat. Cela dit, je crois que le sionisme s'est épuisé très vite comme idéologie après la création de l'Etat d'Israël, mais que cet épuisement n'a pas été perçu parce que l'Etat était en guerre. De la même manière que le communisme avait, à l'Est, gelé un certain nombres de problèmes nationaux non résolus depuis 1918, l'état de paix met Israël à la croisée des chemins.

En outre, indépendamment du choix et des opinions des acteurs ou des citoyens, une dynamique pousse dans le sens du « postsionisme » : celle de l'Etat universaliste. Dès lors qu'il y a Etat, cet Etat ne peut finalement que fonctionner comme les autres Etats. c'est-à-dire comme une machine une bureaucratie qui ne fait pas de distinction entre les personnes dont il a la charge. Mon opinion est donc que si le processus de paix parvient à son terme, l'Etat israélien se banalisera de plus en plus pour devenir un Etat comme les autres. »

Propos recueillis par Nicolas Weill

* Bibliographie: Les Espaces d'Israël, essai sur la stratègie territoriale israëlienne, La Oocumentation française, 1989; La Société israélienne face à l'Intifada, La Documentation française, 1990; L'Invention d'une nation. Israël et la modernité politique, Gallimard, 1993; Israéliens et Palestiniens, les défis de la paix. La Documentation française, 1994. En préparation pour janvier 1996, un bilan du processus d'Oslo: Israéliens et Palestiniens, l'èpreuve de la paix. Aubier.

Uctobre 1995

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde dans lequel est rapporté l'événement cité.

INTERNATIONAL

1c. - PORTUGAL: Avec plus de 43 % des voix et 109 des 230 sières que compte l'Assemblée, le Parti socialiste d'Antonio Guterres remporte les élections législatives (3, 12, 14, 31).

1". - ETATS-UNIS : A l'issue de neuf mois de procès à New York, cheikh Omar Abdel Rahmane, soupçonné d'être à l'origine de l'attentat du 26 février 1993 contre le World Trade Center (6 morts et plus de 1 000 blessés), est reconnu coupable de complot terroriste contre les Etats-Unis (3).

3. - MACÉDOINE : Le président macédonien, Kiro Gligorov, est grièvement blessé dans un attentat à Skopje. Le 9, le Parlement de l'ex-République de Macédoine (Fyrom) ratifie l'accord conclu le 13 septembre, sur la modification du drapeau, dont la Grèce affirme qu'il lui appartient, et dans la nuit du 13 au 14, Athènes lève l'embargo commercial qu'elle imposait à Skopje depuis février 1994 (4, 5, 6, 7, 11, 14, 15-16, 17, 22-23).

3. - ÉTATS-UNIS : A l'issue d'un procès très médiatisé, et qui dure depuis près d'un an à Los Angeles, O. J. (Orenthal James) Simpson, champion noir du football américain, est déclaré non coupable du double meurtre, en juin 1994, de son ex-femme. Nicole Brown, et d'un ami de celle-ci, Ronald Gold-

man (3, 4, 5, 6, 7, 17). 4. – COMORES: Après le putsch dn 28 septembre du mercenaire français Bob Denard, un millier de soldats français intervienment aux Comores, à la demande du premier ministre, réfugié à l'ambassade de France. Après le « rétablissement de l'ordre », et l'évacuation par les troupes françaises du président Saïd Mohamed Djohar vers la Réunion, le premier ministre annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le 5, Bob Denard et ses mercenaires se rendent aux soldats français et dès le 6, les troupes françaises commencent à évacuer l'île (3 à 10.

12, 15-16, 25, II/XI). 4-8. - VATICAN: Jean-Paul II effectue sa quatrième visite aux Etats-Unis depuis 1979 (5 à 10). 5. - PRIX NOBEL: Le Nobel de littérature est attribué an poète irlandais Seamus Heaney. Celui de médecine, le 9, à Edward B. Lewis (Etats-Unis), Christiane Nuesslein-Volkard (Allemagne) et à l'Américain d'origine suisse Eric F. Wies-

chauss. Cehri d'économie est décerné, le 10, à l'Américain Robert Lucas. Le Nobel de physique est attribué, le II, aux Américains Martin L. Perl et Frederick Reines. et celui de chimie aux Américains Marop Molina et Frank Sherwood Rowland, et au Néerlandais Paul Crutzen. Le Nobel de la paix est attribué, le 13, à l'un des plus anciens militants antinucléaires, le Britannique Joseph Rotblat et à son mouvement, Pugwash (5 à 15-16, 19).

5. - PROCHE-ORIENT: Par 61 voix contre 59, la Knesset (Patlement israélien) approuve l'accord signé par l'OLP et Israël, le 28 septembre à Washington, sur l'extension de l'autonomie en Cisjordanie. Le 15, Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères, indique, à l'issue d'une rencontre avec Yasser Arafat, à Eretz près de Gaza, que le début du retrait israélien de Cisjordanie commencera le 25 (7, 10, 12, 17).

6. - TCHÉTCHÉNIE: Le général Anatoli Romanov, commandant en chef des forces russes en Tchétcbénie, est grièvement blessé dans un attentat à la bombe (4 morts) à Grozny. Le 9, les Russes suspendent «jusqu'à nouvel ardre » l'application de l'accord sur la démilitarisation, signé le 30 juillet, ainsi que le retrait de leurs troupes (8-9, 10, 11, 14, 17, 19,

22-23, 25, 26). 13. - PROCHE-ORIENT: Après la libération, le 8, de Mahmoud Zahar, un des chefs du Mouvement de la résistance islamique palestinienne (Hamas), Yasser Arafat

rencontre pour la première fois douze dirigeants du Hamas en Cisjordanie, ouvrant la voie à une possible réconciliation entre l'OLP et le mouvement intégriste palestinien. Le 26, le chef du Djihad islamique, Fathi Chataki, est assassiné à Malte (10, 13, 14, 15-16, 31).

15. - IRAK: Lors du premier référendum réalisé dans le pays, portant sur un nouveau mandat présidentiel de sept ans, les Irakiens, à 99,96 % des suffrages, plébiscitent Saddam Hussein (11, 13, 14, 15-16,

17, 19, 31). 16. – ÉTATS-UNIS : Louis Farrakhan, successeur de Malcolm X à la tête du mouvement radical La Nation de l'islam, organise, à Washington, une Marche noire pour « une journée nationale de rédemption et de réconciliation » censée aider «l'homme noir » à retrouver sa patrie. Tandis qu'il stigmatise, devant 400 000 personnes, la « suprématie blanche », Bill Clinton, à Austin (Texas), exhorte Noirs et Blancs à « faire le ménage contre le racisme » (17, 18, 20).

19. - LIBAN: 110 députés sur 128 votent l'amendement constitutionnel prorogeant de trois ans le mandat du président Elias Hraoui, voulu par la Syrie (18, 21).

20. - BELGIQUE : Le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, présente sa démission, tout en se défendant d'avoir couvert, en tant que ministre de l'économie, le versement de pots-de-vin par les sociétés italienne Agusta et française Dassault à son parti, le Parti socialiste flamand (SP), en 1988 et 1989 (8-9, 15-16, 18, 20, 21, 22-23).

22. - CÔTE-D'IVOIRE: Le président sortant, Henri Konan Bédié, du Parti démocratique de Côted'Ivoire (PDCI), remporte l'élection présidentielle avec 96,44 % des voix face à son seul adversaire, Francis Wodié du Parti ivoirien des travailleurs (PIT) (4 à 10, 17 à 25). 22. - SUISSE: A l'issue des élections fédérales, l'opposition pro-

gresse: les socialistes deviennent le premier parti an Conseil national (chambre basse) passant de 42 à 54 sièges sur un total de 200 (24,

22-24. - ONU: 150 chefs d'Etat et de gouvernement - à l'exception notable du chancelier allemand Helmut Kohl et en présence de Fidel Castro qui a obtenn un visa d'entrée pour l'occasion - cé-lèbrent à New York le cinquantième anniversaire de l'ONU (22-23, 24, 25, 26). 24. - PROCHE-ORIENT: Le

Congrès américain adopte un projet de loi prévoyant le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à lérusalem, en dépit de l'opposition de Bill Clinton (26, 27). 26. - TURQUIE: La Cour de cassation d'Ankara confirme les sentences de six des buit députés kurdes condamnés à quinze ans de prison, en décembre 1994, pour collaboration avec la rébellion (27, 28, 29-30).

26. - RUSSIE: Boris Eltsine, pour la seconde fois en moins de quatre mois, est bospitalisé pour un malaise cardiaque, ce qui hypothèque sa participation à la présidentielle de 1996 (28, 29-30, 31, I/X1).

27. - ITALIE: L'ancien président 31, I/XI).

du conseil, Bettino Craxi, est condamné par un tribunal de Milan, à quatre ans d'emprisonnement (il se trouve désormais condamné par contumace à un total de dix-bult ans de prison) et Umberto Bossi, président de la Ligue du Nord, à huit mois de prison, dans l'affaire Enimont, le plus gros scandale politico-financier découvert par l'enquête « Mani pulite » (6, 8-9, 29-30).

28. - AZERBAIDJAN: Au moins 300 personnes périssent dans l'incendie d'une rame de métro à Bakon (31, I/XI).

30. - QUÉBEC: Avec une participation de 93 %, le référendam sur l'indépendance se solde par une courte victoire du « non », qui remporte 50,6 % des suffrages. Le 31, le premier ministre québécois. Jacques Parizeau, annonce son retrait de la vie pobtique vers le 20 décembre (27, 28, 29-30, 31, I. II/XI).

30. - ÉMIRATS ARABES UNIS:4 Alors que le gouvernement philippin et de nombreuses associations de défense des droits de l'hourme se mobilisent, Sarah Balagagan, jeune domestique philippine, condamnée à mort, le 16 septembre, pour le meurtre de son employeur émirati qui l'avait violée, est condamnée, en appei, à un an de prison et à cent coups de canne par le tribunal islamique de El Ain (Abou Dhabi), après que la famille de son employeur a renoncé, le 14, à la peine de mort et accepté la dyah, le prix du sang (200 000 francs) (10, 11, 13, 17, 25,

31- 2-14

4578

. . .

7.7 1.5

ಫ್ಯ . . ₃ . .

Water Color

4 459 Co. 10 Co. 10

Pitanan -

÷ _ ... 1.4 2 2 3 The Market Street

4.1

200

42.1

52 Mg . 0

5(m) (y)

Z 74

1.00

1.2

Colorada . . .

\$2.7 km p.

35-1

175 m

Part of the second

SQF THE THE PERSON

A Carine

of Just

42.52

S. L. T.

Parties College

Mary States

S. Marine

Charles ...

E BONNIE

R R ATTACK

Act and a second

375°

Strate of the second

3/150 (Bridge)

5 to

≅ 4r 4.....

Estima -

Vig.

e and a

Bosnie: un cessez-le-feu pour négocier

Le 5, alors que, la veille, l'avia-tion de l'OTAN a di intervenir à trois reprises contre des sites de défense antiaérienne serbes. Bill Clinton annonce que son médiateur, Richard Holbrooke, a obtenu des belligérants l'acceptation d'un cessez-le-feu de soixante jours, à compter du 10, sur l'ensemble du territoire de Bosnie-Herzégovine. La trêve devrait permettre la tenue d'« entretiens indirects » puis « directs », en novembre, aux Etats-Unis entre les présidents de Croatie, de Bosnie et de Serbie, avant l'ouverture à Paris d'une « conférence internationale de paix ». Seule condition préalable à Papplication du cessez-le-feu: l'alimentation en gaz et en électricité de Sarajevo, assiégée depuis avril 1992.

Le 9, alors que l'entrée en vigueur du cessez-le-feu est reportée, en raison du retard dans le résement de l'alimentation en

gaz de Sarajevo, et que les exactions serbes se poursuivent dans le Nord-Ouest, le porte-parole de l'ONU annonce le remplacement, le 1ª novembre, du représentant de l'ONU en ex-Yougosiavie, le Japonais Yasushi Akashi, par le Ghanéen Kofi Annan.

Le 12, le cessez-le-feu entre en vigueur à 0 b 1 locale (23 b 1 GMT le 11) sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Le 13, la trêve est menacée par les violents combats qui se déroulent dans le nord-ouest de la Bosnie, où les civils serbes fuient la ville de Prijedor soumise aux bom- : bardements des armées réunies croate et musulmane. ...

Le 17, le premier convoi humanitaire de la Forpronu relie Sarajevo à Gorazde, déchaînant l'enthousiasme de la population.

Le 18, la Bosnie et la Yougoslavie

et les acteurs économiques et so-

ciaux, et qui ont pour objet de pré-

parer le débat sur la Sécurité so-

ciale prévu au Parlement du 13 au

16 novembre. Le 30, les buit orga-

nisations syndicales acceptent le

principe d'une réforme de la Sé-

curité sociale, initiative sans pré-

cédent depuis 1967 (6, 7, 10, 11, 15-

9. - FN: Bruno Gollnish, vice-pré

sident du Front national, succède à

Cari Lang au secrétariat général du

parti. Le 28, Jean-Marie Le Pen

rappelle à l'ordre les trois maires

du Front national (Jean-Marie Le

Chevallier à Toulon, Daniel Si-

monpieri à Marignane et Jacques

16, 18, 27, 31, l, II/XI).

d'ouvrir des bureaux de liaison, premier pas vers des contacts officiels depuis l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, il y a quarante-deux mois.

Le 28, les séparatistes serbes de Croatie rejettent un accord devant permettre le retour dans le giron croate de la Slavonie orientale, territoire à Pest de la Croatie, frontalier avec la Serbie, qu'ils contrôlent depuis 1991, le contentieux devant être réglé lors des pourparlers de paix pour l'ex-Yougoslavie.

Le 29, lors des élections législatives en Croatie, auxquelles partiripent les Croates de Bosnie, la: Communauté démocratique croate (HDZ); le parti de Franjo Tudiman au pouvoir depuis 1990, remporte 44,82 % des suffrages contre 18,44 % à la coalition d'opposition conduite par le Parti paysan, et 11,62 % pour le Parti libéral (5 à 31,

Paris dans la tourmente algérienne

Le 3, alors qu'une enquête a été ouverte, la veille, sur les circonstances de la mort de Khaled Kelkal, le 29 septembre, à Maison-Bianche (Rhône), le premier ministre, Alain Juppé, affirme que les gendarmes étaient en « état de légitime défense».

Le 6, peu après les obsèques de Khaled Kelkal, une bonbonne de gaz explose à proximité de la station de métro Maison-Blanche à Paris (134), faisant treize blessés lé-

Le 7, le Groupe islamique armé (GIA) rend publique une missive adressée le 19 août à Jacques Chirac, qui l'invitait à « se convertir allislam », à « recunsidérer ses posttions » sur le dossier algérien et revendiquait la vague terroriste qui frappe la France depuis le 11 juillet.

Le 10, Jacques Chirac annonce qu'il rencontrera le président algéiamine Zeroual, le 22, à

York, en marge des cérémonies du cinquantenaire de l'ONU.

Le 13, dans son bulletin hebdomadaire Al Ribat publié en Allemagne, l'ex-Front Islamique du salut (FIS) dénonce comme une « provocotion » la prochaine rencontre Jacques Chirac-Liamine Zeroual, et fait état de possibles représailles contre la France, accusée de « coutionner la junte » algérienne au pouvoir.

Le 14, la candidature de l'ancien premier ministre Redha Malek, qui affirme pourtant avoir recueilli 75 000 signatures nécessaires, n'est pas retende par le Conseil constitutionnel algérien.

Le 17, un attentat à la bonbonne de gaz est commis à Paris, pen après 7 heures, sur la ligne C du RER entre les stations Musée-d'Orsay et Saint-Michel, faisant 24 bles-

sés, dont 5 graves.

de Rome dénoncent les conditions du scrutin du 16 novembre, alors que la campagne est marquée par de nombreux attentats meurtriers.

Le 22, invoquant « l'escolade dans des propos publics » portant atteinte « à la dignité et à la souveraineté du peuple algérien », les autorités aigériennes annulent - reportent selon l'Elysée - la rencontre 4 prévue le jour même entre jacques Chirac et Liamine Zeroual. Le président français explique qu'il n'était pas possible d'accepter « l'impact médiatique » qu'Alger voulait don-

ner à la rencontre. rejette, après la Cour suprême fé-'dérale de 20, la demande d'extradition vers la France de l'Aigérien Abdelkrim Deneche, sympathisant du GIA, soupconné par la police française d'être impliqué dans l'attentat du 25 juillet (3 à 25, 28, 31,

FRANCE

2. - NUCLÉAIRE: La France procède à son deuxième essai nucléaire, d'une puissance d'environ 110 kilotonnes (cinq à six fois la puissance de la bombe d'Hiroshima), à partir de l'atoll de Fangataufa (Polynésie française). Le 27, la France procède, à Mururoa, à son troisième essai nucléaire, d'une énergie de 60 kilotonnes. Ce tir, comme ceux du 5 septembre et du 2 octobre, suscite la réprobation internationale, en particulier en Asie-Pacifique (3 à 11, 13, 15-16, 18 à 20, 22-23 à 29-30).

3. - JUSTICE: Au terme du procès d'Alain Carignon, ouvert le 25 septembre devant le tribunal correctionnel de Lyon, le procureur adjoint requiert une peine de quatre à cinq ans de prison et cinq ans d'inégibilité, à l'encontre de l'ancien maire (RPR) de Grenoble (Isère) et ancien ministre, accusé de « corruption, recel d'abus de biens socioux et subornation de témoins », dans l'affaire de la privatisation de l'eau et de ses contreparties financières (3 à 8-9).

4 - VIEILLESSE: Le conseil des ministres approuve le projet de

Bompard à Orange), leur enjoignant de mettre en ceuvre le programme pour lequel ils ont été prestation d'autonomie en faveur élus en juin (11, 31, 1/XI). 9. - CORSE: Le FLNC-Canal histo-

des personnes âgées dépendantes rique annonce un « cessez-le-feu de plus de soixante ans, aide qui pourrait créer entre 50 000 et immédiat et sans préalable ». Le 28, Paul Carlotti, militant du Mouve-70 000 emplois (5, 14, 20). 4. - SÉCURITE SOCIALE: A l'ocment pour l'autodétermination casion des cinquante ans de la Sé-(MPA), vitrine légale du FLNC-cacurité soclaie, Jacques Chirac nal habituel, est assassiné à Corte, prône des « réformes profondes » portant à onze le nombre des napour la sauver de la faillite. Le tionalistes tués depuis le début de gouvernement lance, le 9, vingt-six l'année (11, 31). Forums régionaux de la protection 10. - GRÈVE: La première grève sociale réunissant les élus locaux

unitaire générale de la fonction publique depuis 1990, largement suivie, donne lieu à de très nombreuses manifestations à Paris et en province. Le 17, Jean Puech, ministre de la fonction publique, présente aux fonctionnaires de nouvelles propositions (7 à 12, 17, 18, 21, 22-23, 27).

13. - PRESSE: La direction d'Alcatel-Alsthom annonce le départ de Françoise Sampermans, en poste depuis 1991, du groupe Générale occidentale (GO), filiale d'Alcatel et propriétaire de L'Express, du Point, de Caurrier international. Lire et Gault-Millau magazine. Le 25, le groupe cède le pôle presseédition de la GO à CEP-Communi-

de 70 % de Havas, dirigé par Pierre Dauzier. L'entité ainsi constituée devient le cinquième ensemble de communication au monde. Le 26, le conseil d'administration du gronpe Express porte Christian Bégou à sa présidence (15-16, 26,

27, 29-30). 14. - PS: La Convention nationale du Parti socialiste nomme officiellement Lionel Jospin premier secrétaire du parti, après que celui-ci a été piébiscité (94,16 % des voix), les 9 et 10, par les militants socia-

listes (11, 12, 15-16, 17). 15. - RPR: Lors des Assises du Rassemblement pour la République (RPR) à Marne-la-Vallée (Val-de-Marne), Alain Juppé est élu président du RPR avec 92,61 % des mandats (15-16, 17). 16. - HOPTTAL: Elisabeth Hubert.

ministre de la santé, annonce que le forfait bospitaller Journalier passe de 55 à 70 francs et que le taux directeur de Pévolution des dépenses bospitalières est réduit de 3,8 % à 2,1 % pour 1996 (18, 19). 18. - RADICAL: Lors d'un conseil national du parti, Jean-François Hory démissionne de la présidence. Une direction provisoire lui succède (20).

thuis, ministre de l'économie et des finances, annonce la suppression de l'avantage fiscal pour les couples non mariés (20, 21). 19. - EDUCATION: En annoncant l'ouverture d'une large consulta-

tion avec les enseignants et les étudiants pour « préparer l'Université du vingt et unième siècle », le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, renvoie à plus tard l'élaboration d'un statut de l'étudiant et la réorganisation des premiers cycles promises par Alain Juppé. Devant la controverse provoquée par sa décision, M. Bayrou définit, le 23, le rythme de la réforme de l'enseignement supérieur et souhaite que la consultation aboutisse avant juin 1996. Le 25, la police évacue le rectorat de Ronen (Seine-Maritime) occupé par des étudiants en grève depuis deux semaines pour exiger une rallonge de 12 millions de francs pour l'université. Le 30, le médiateur, Gilles Bertrand, nommé le 27 par M. Bayrou, annonce un engagement de 9 millions de francs pour assurer le fonctionnement des cours jusqu'à la fin de l'année (14, 18, 21, 22-23, 24, 25, 27, 28, 29-

30, 31, I, II/XI). 23. - JUSTICE: Dans Paffaire OM-VA concernant le match arrangé du 20 mai 1993, Jacques Mellick, maire (PS) de Béthune (Pas-de-Calais), condamné en première instance, le 13 avril, à six mois de prison avec sursis et à deux ans d'inéligibilité, comparaît devant la cour d'appel de Douai (Nord), pour tentative de pressions sur son ancienne attachée parlementaire. L'avocat général requiert contre lui au moins un an d'emprisonnement avec sursis et deux à trois ans d'inéligibilité. Le 24, Bernard Taple, condamné en première instance, le 15 mai, à deux ans de prison, dont un ferme, pour «corruption octive et subornation de témoins », comparaît devant cette même chambre. Le 25, l'avocat général requiert contre lui une peine d'un an et demi de prison.

cation qui devient une filiale à plus 18. - CONCUBINAGE : Jean Ar- dont quatre mois ferme, et trois ans d'inéligibilité. Le jugement est mis en délibéré le 28 novembre

> $(25 \ge 28).$ 26. - JUSTICE: Dans l'affaire Pechiney, la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui examine depuis le 23 les pourvois des deux principaux condamnés par la cour d'appel de Paris le 6 Juillet 1994 pour délit d'initié, Alain Boublil, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy au ministère de l'économie et des finances, et Samir Traboulsi, financier libanais, 🏚 les rejette : les deux hommes devront purger leur peine d'un an de prison ferme (24, 25, 28).

26. – PRÉSIDENT DE LA RÉPU-BLIQUE: Dans un entretien télévisé, Jacques Chirac se donne deux ans pour réduire les déficits publics. Reconnaissant avoir « peutêtre » sous estimé la gravité de la situation financière, il explique que la lutte contre le chômage suppose l'assainissement des comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale. Les marchés financiers réagissent favorablement et le franc avoisine, le 30, 3,47 francs pour 1 deutschemark (26, 27, 28, 29-30, 31, 1/XI).

septembre font apparaître une hausse de 28 200 du nombre de demandeurs d'emplol, soit une augmentation de 1 % (I, II/XI). 30. - VIOLENCE : La journée d'action nationale, organisée par la Confédération des commercants,

30. - CHOMAGE: Les chiffres de

artisants, professions libérales et agriculteurs (CDCA), rassemblant 4 000 personnes à Bordeaux (Gironde), se solde par l'incendie de deux immenbles, 30 blessés et 81 arrestations (I, II/XI). 31. - SOCIAL: Les syndicats - sauf

la CGT - et le patronat aboutissent à un accord-cadre sur le temps de travail (31, II/XI).

Dossier réalisé par Maryvonne Roche, assistée de Jeanne de Beaufort.

CULTURE

8. - Après la décision, le 26 septembre, du maire (FN) d'Orange, Jacques Bompard, de supprimer la subvention municipale versée aux Chorégies, le ministre de la culture. Philippe Douste-Blazy, annonce une « subvention spéciale » de la part de l'Etat. M. Bompard exige en outre une indemnité d'occupation pour le Théâtre antique (10).

9. – La 6º édition du Festival des Allumées, qui devait se tenir à Nantes du 16 au 21 octobre, est annulée, les 300 artistes cubains devant y partiper n'ayant pn obtenir leur visa de sortie de l'île (11, 18).

Les affaires rebondissent Le 3, Henri Emmanuelli, tréso-

rier du Parti socialiste au moment des faits, réfute les déclarations de Jean-Pierre Destrade, ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques, accusant son parti d'avoir bénéficié après la loi d'amnistie de 1990 de commissions occultes versées par les grands groupes de distribution et le mettant nommément en cause (4, 5, 6, 20).

Le 9, Me Arnaud Montebourg, avocat de l'Association pour la défense des contribuables parisiens (ADCP), saisi de l'affaire de l'attribution de l'appartement d'Alain Juppé, rue Jacob à Paris (6°), alors djoint au maire de Paris chargé

des finances, remet au procureur de Paris, Bruno Cotte, la preuve que M. Juppé exerçait bien la « surveillance » de l'administration dont il a obtenu son logement. Le 11, répondant à l'avocat de l'ADCP, M. Cotte estime que « la responsabilité pénale » de M. Juppé pouvait être « engagée » dans cette affaire, que le délit de la « prise illégale d'intérêts » est constitué, mais décide, « pour des raisons d'opportunité », de ne pas poursuivre le premier ministre. Le 30, le tribunal administratif rejette la requête d'un contribuable parisien qui voulait porter plainte avec constitution de partie civile à propos du

rachat par une société proche de la Ville de Paris de l'appartement que loue depuis 1977 Jacques Chirac rue du Bac à Paris (7º) (6 à

14, 24, 25, 26, I, II/XI). Le 25, le procureur de la République de Créteil (Vai-de-Marne) transmet à M. Cotte le dossier concernant la déconverte de 2,4 millions de francs lors d'une perquisition au siège du Parti républicain (PR), le 20 juillet, par le juge Eric Halphen, somme qui proviendrait des fonds secrets de Matignon. Dans une lettre au garde des sceaux, Alain Juppé invoque la nécessité de préserver « lo sûreté de l'Etat » (27, 28).

ALL DAY IN COMPANY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PARTY

I do not per period from

TOTALLE AND THESE

at a distribution to the state of the state

with Maria Maria Madine

the said of the said

The second second second

For the specific to the second

The Market of the same

- 5 1 The way will be to be district.

The Complete was the to prove

10 (10 mg 10 mg 20 mg 10 (10 mg 10 mg

Printing min

Le Monde

Cafouillages à l'OTAN

Etats-Unis an candidat que sontenaient la plupart des pays européens pour le poste de secrétaire général de l'OTAN sème le trouble dans l'Alliance, quels qu'en snient les mutifs réels. Chacun vent faire bonne figure. Mais, bien que l'administration américaine s'efforce maintenant de calmer le jeu, elle n'empêchera pas que sa décision soit vécue en Europe comme une rebuffade publique et comme le pire moyen d'affirmer sa prééminence dans l'Alliance.

S'agit-il d'un accès d'autoritarisme de dirigeants américains désireux de reprendre la main sur la scène internationale et de faire comprendre à leurs partenaires d'nutre-Atlantique que l'OTAN, c'est d'abord eux? Le contexte suggère évidemment une telle interprétation : on trouvera des analogies avec la façon dont la machine diplomatique américaine s'est mise en branle depuis quelques semaines pour s'emparer du problème de l'ex-Yougoslavle qu'elle avait jusquelà négligé et entreprendre de le règler, à son rythme et à sa manière, sans beaucoup d'égards pour certains partenaires européens qui n'avaient pas démérité. On rappellera que Bill Clinton est tenu de faire ses prenves d'urgence en politique étrangère, alors qu'en cette année pré-électorale le Congrès l'attaquera à la fois pour trop intervenir à l'extérieur et pour donner l'image d'une Amérique trop faible. On évoquera les divergences transatiantiques à propos certains pays de l'Est ou de la réforme des structures militaires de l'Organisation.

Mais peut-être est-ce chercher trop loin les motifs d'un incident où chacun a sa part de responsabilité. La tradition vent certes que le secrétaire général de l'OTAN soit un Européen. Elle veut aussi qu'il soit désigné par consensus, au terme de consultations par définition discrètes.

Une telle procédure exclut logiquement l'annonce de candidatures nfficielles. Les Danois unt, les premiers, enfreint cette règle en présentant un candidat qui ne pouvait pas avoir l'assentiment de la France, ne serait-ce que pour les positions qu'il a affichées ces derniers mois à propos des essais nucléaires. Paris, Londres et Bonn, avec un bel et assez rare ensemble, en voulant contre-attaquer, ont commis la même erreur en affichant leur sontien an Néerlandais Rnud Lubbers.

Risquait dès lors d'arriver ce qui vient d'arriver : le consensus ne pouvant être réuni sur aucun des deux concurrents, les deux ont échoué. A quoi se sont aiontées les réserves que les Américains disent nourrir sur la personnalité de M. Labbers; notamment sur son aptitude à être la voix de l'OTAN an moment nu les Etats-Unis s'apprêtent à envoyer 20 000 hommes en Bosnie. L'Alliance, qui duit redorer son blasnn considérablement terni par quatre ans de guerre dans l'ex-Yougoslavie, aurait pu éviter ce

Peurs dans la Ville

'II. est vrai que les mots et les petites phrases ont leur huportance en politique, les intitulés prennent valeur de symbole.

On se souvient de l'Impact de la nomination ostentatoire par Francois Mitterrand de Michel Delebarre, en décembre 1990, comme ministre d'Etat chargé de la Ville. Or la distribution des rôles dans le nouveau gouvernement Juppé est. dans ce domaine, révélatrice, Exit le ministre à temps plein chargé de l'intégration et de la lutte contre Pexcinsion. Eric Ranult sauve sa personne. Mais son rang et sa bannière font les frais du « resserrement » : il se retrouve ministre délégué et n'a plus en charge « que » la Ville et l'intégration. Exit – complètement – Françoise de Veyrinas, secrétaire d'Etat jusqu'au 7 novembre en charge spécifiquement des quartiers en difficuité auprès de M. Raouit.

On créditera Jean-Claude Gaudin d'avoir quelques idées sur les solutions à proposer dans le domaine de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, puisque Marseille, la métropole dont il est maire, a snuvent été le théâtre d'événements tragiques, où le racisme se mêle à la misère, l'intolérance au chômage, les « ratonnades » aux meurtres. Quant an choix d'Alain Juppé de rattacher sous une même autorité les problèmes de la Ville - et leur corollaire, l'intégration de populations marginalisées – et l'aménagement du territoire, il vant bien la logique technicienne précédente qui mariait les infrastructures et l'urbanisme an développement écono-

mique équilibré du pays. Quelles que soient les orientations gonvernementales, ce sont les maires des villes, banlieues et villages, au contact des réalités sociales de chaque jour, qui restent décentralisation leur a donné beaucoup de pouvoirs, et encore davantage de responsabilités, même si les moyens financiers et

matériels leur font souvent défaut. Alors que s'ouvre, le 14 novembre à Paris, le traditionnel congrès de l'Association des maires de France (AMF), la tendance de beaucoup d'entre enx à infléchir - voire à radicaliser - leur discours dans un sens plus réactinnnaire prend de l'ampleur. La générosité et la volonté de lutter comtre la fracture sociale et l'exclusion, qui avaient marqué la campagne municipale compe celle de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle, semblent sinon reléguées au second plan, du moins se relativiser. Le social serait-il antinumique avec l'utilitaire? Les « bons » contribuables n'ont-ils pas droit à une priorité dans l'affectation des dépenses par rap-

port aux indigents? Conscient de ce risque d'un « racisme social » aux conséquences incalculables, Jean-Paul Delevoye, président (RPR) de l'AMF et proche de M. Chirac, compte mettre solennellement en earde ses collègues qui seraient tentés par une telle dérive manichéenne. La tâche est ardue : l'électorat d'une large frange de la droite comme de la gauche, perméable an populisme, est sensible aux thèses du Pront national et aux appels sécuritaires de ses dirigeants, seuls capables, à les entendre, de faire triompher une autre philosophie, fondée sur la « préférence na-

Ene Palinon. directeur de la gestion : Anne Chanssebourg, directeur délégué Drease a adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenzia Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
leab-Paul Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
leab-Paul Robert, Briton de Camas, Laurent Greibander,
Denuise Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Luchert, Lor Rosenzo

Alain Rollan, conseiller de la direction ; Direct vetters, directeur des relations memusionales ; Alain Fourment, s Médiateur : André Laurens

Consell in surt ellinge : Alam Mune, president : Olivier Birfand, vice-président Anciens Creatures: Hobert Bettle-Mery (1944-1969), Jacques Farret (1969-1982), Ancien Lautens (1982-1985), Ancie Fontanie (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994) Le Monte en têne par la SA Le Monde. Durre de la société : cent ans à compter du 10 décemb Le Monte en têne par la SA Le Monde. Durre de la société : cent ans à compter du 10 décemb Contai Contain SA NO F. Francieurs actomaires : Société chôle » Les rédacteurs du Monde Contain Contain Hubert deur - Mény, Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde Emireprises, Joan-Marie Colombani, président du directoire

REDALTION FT SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX IS TEL: (1) 40-65-25-25 TELECOPICUT: (1) 40-65-75-99 TELES 206.806F ADMINISTRATICS : PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 N/RY-SUR-SEINE CEDER TEL: (1, 40-65-25-25 Telecopicus: (1) 49-60-30-10 Tiles: 261 317F

Il n'y avait pas lieu

son endroit. Cette décision de justice, venant

après la mise en cause de M. Lion lors de l'instruc-

tion de cette affaire, dans des conditions que rap-

pelait Le Monde, aurait dû être explicitement

mentionnée, de préférence à une autre formula-

tion indiquant que cette personnalité « ovait

LE MONDE du 19 octobre a rendu compte du procès sur lequel a débouché l'affaire dite des Beaux Sites, faillite immobilière retentissante assortie de divers délits. Dans une mise au point qu'on lira

ci-dessous, M. Robert Lion, ancien président de la Caisse des dépôts et consignations, nous reproche à juste titre de l'avoir mis en cause dans le texte et le titre de cet article, alors qu'il n'y avait pas lieu de le faire puisque sa

commis un peu plus qu'une erreur; une faute. qu'il reconnaît et qui le conduit à s'excuser auprès de M. Lion, d'une part, de ses lecteurs, d'autre Notre tort est d'avoir présenté l'ancien pré-

comme « le grand obsent » d'un procès qui ne le

Un non-lieu est un non-lieu : sauf à se retoumer contre l'autorité judiciaire qui le prononce, ou à liresponsabilité n'était pas engagée. Le Monde a sident de la Caisse des dépôts et consignations

bases inexactes, en ne négligeant

pas la calomnie et en tentant de

faire monter la pression par un ta-

page médiatique. Et il est des

journalistes qui tombent volon-

tiers dans ce panneau. Ils aiment

prendre en défaut un bomme vi-

sible et, sans recouper leurs infor-

mations, lui prédire le pire : on a

si bien annoncé ma mise en exa-

men, fin 1994, que certains ont cru

qu'elle avait eu lieu! Plus le cas

pourrait être sensationnel, plus la

presse, la radio, les télés en rajou-

joue un tour quand elle a la man-

vaise idée de disculper celui qu'ils

avaient pris pour cible. On les voit

alors, loin de reconnaître leur er-

reur, se faire juges eux-mêmes. Ils

racontent l'histoire et instruisent

le procès à leur façon, mêlant à

leur tour les faits et la gamberge.

Sans contradiction possible, car

Professionnalisme et déoctolo-

gie de la presse, il est des jours où

l'on s'interroge: où êtes-vous en-

Retenoos le boo côté des

choses. J'ai vu en cette occasioo la

justice faire avec rigueur soo mé-

tier. J'ai vu un juge d'instruction

însensible au vacarme, étudiant à

fond un dossier compliqué, opé-

gations, et discernant scrupuleu-

vu le professioonalisme qui

étayait ses analyses et ses conclu-

sions emporter la conviction du

On critique volontiers les juges :

ie me permets de leur exprimer

mon respect. Qu'ils inspirent le

respect est en définitive ce qui im-

porte le plus. Car c'est à eux,

comme il se doit, que reste le der-

Robert Lion

parquet et de la cour d'appel.

allégations et vérités. l'ai

les démentis ne pèsent guère.

volés?

A ces journalistes-là, la justice

échappé à la mise en examen ».

vrer des éléments nouveaux qui l'infirment, il s'impose au profit de celui qui l'obtient. C'est une règle que Le Monde respecte habituellement. Une autre habitude, enfreinte aussi à cette occasion, veut que les comptes rendus de procès ne soient pas, sauf exception, faits par les rédacteurs qui ont suivi l'instruction et mené leurs propres investigations. Cette séparation des rôles se heurte à des difficultés pratiques lorsqu'il s'agit d'exposer le plus succinctement possible, et rapidement, des dossiers complexes qui reviennent dans l'actualité

en venant devant le tribunal. On s'en remet alors au confrère qui connaît le mieux l'affaire : mesure de bon sens, mais qui peut aller au-delà de sa commodité dès lors que le chroniqueur, fort de ce qu'il sait des péripéties précédentes et soucieux d'éclairer son lecteur, en dit plus que n'en permettent le déroulement de l'audience et le cadre du procès. C'est ce qui s'est produit, en l'occurrence, de bonne foi et sans intention de nuire.

Ces explications ne visent pas à atténuer la responsabilité du journal, qui est reconnue, assumée et analysée. Le Monde en tirera la leçon, sans renoncer à une acuité d'information et une volonté de dévoilement qu'il juge d'utilité publique, en sachant que l'exercice est périlleux, et voué aux gémonies à la moindre faute. La déontologie du journalisme se tient sur une conte raide, entre les interdits à respecter et les risques à prendre. Il faut

André Laurens

AU COURRIER DU « MONDE »

M. ROBERT LION: A LA JUSTICE LE DERNIER MOT

Le procès des Beaux-Sites, qui m's marginalement concerné, n'est pas une affaire d'Etat. Mais ce qu'en a dit Le Monde du 19 octobre dans un prétendu compterendu d'audience appelle ma

Il s'agissait du jugement du président de la société de promotion immobilière Les Beaux-Sites. Or c'est sur moi, qui n'ai pas même été appelé comme témoin à ce procès, que M. Paringaux a titré. Il a évoqué divers éléments qui auraient pu faire que je sois inculpé, voire condamné, dans des termes tels que pour certains lecteurs je suis passible du pire. Il a pour cela repris à soo compte, sans référence à leurs auteurs, des allégations de ceux qui m'avaient mis en cause. Or ces allégations ont vécu : le juge d'instruction puls la cour d'appel les ont analysées et anéanties. Elles sont fausses.

Plus grave, M. Paringaux a omis de mentionner le non-lieu prononcé à mon endroit.

Voici les faits. Les Beaux-Sites oot déposé leur bilan en 1992. Pierre Dehaye, leur ex-président, incarcéré, vient d'être jugé et at-tend le verdict. Plusieurs cen- rant toutes diligences et investitaines d'actionnaires qui avaient ciété ont perdu leur mise.

C'est en marge de cela que j'ai été mis en cause. Pour une raison à la fois claire et tordue : la Caisse des dépôts avait en 1991, quand je la dirigeais, acheté un peu plus de 2 % du capital de cette société, le iour d'une reprise de cotation de son titre, et afin de soutenir cette réintroduction sur le marché. Or te connaissais M. Dehave. Alors. ils ont vu en moi un sésame inespéré : si l'étais condamné du fait de cette acquisition en Bourse, ils accédaient, ont-ils rêvé, à la « deep pocket » de la Caisse. « Nous avons joué sur les Beaux-Sites, nous avons perdu, mois une banne fée va nous indemniser. Nous tirerons bien d'elle 500 millians de francs »: telle fut apparemment leur Idée.

Les actionnaires se sont trompés. Ils ont déposé plainte au pénal contre moi pour - rien que cà 1 - « détournement de deniers publics * et * manipulation de cours » et, là-dessus, déclenché une orchestration médiatique. Mais la justice a démêlé le faux et le vrai. Voici les décisions qu'elle a prises me concernant :

- dès septembre 1992, la COB décidait que sur ce dossier la Caisse et son directeur général n'encouraient aucun reproche, ce que la Cour d'appel de Paris confirmait en 1993;

- juillet 1994: une plainte avec constitution de partie civile est donc déposée contre moi, suivie d'une campagne annonçant ma mise en examen. Mais le juge d'instruction, après enquête, décide qu'il n'y a pas lieu de me

mettre en examen; - juillet 1995 : au terme de l'instruction, durant laquelle j'al été entendu et confronté au président des Beaux-Sites, le juge d'instruction, en accord avec le parquet, ordonne un non-lieu en ma faveur. Cette ordonnance de nonlieu, attaquée par la même partie civile, est confirmée le 4 octobre par la cour d'appel.

Le procès vient d'avoir lieu. Sans moi. Point final en ce qui me concerne.

En disant que j'étais poursuivi à tort, la justice a pareillement innocenté ma femme, que les plaignants avaient cru pouvoir mêler à cette affaire.

Ainsi, on peut porter plainte et

fabriquer un dossier pénal sur des bases inexactes, en ne négligeant ET LA CNIL

Le Monde a longuement évoqué dans son numéro du 2 novembre les journées européennes organisées à l'occasion du cinquantenaire de l'Ined; il a fait écho à plusieurs des intervenants qui ont estimé, comme il est indiqué en résumé dans le sous-titre, que « les pouvoirs de lo CNIL, garante du respect de la vie privée, sont trop étendus et que so lecture de lo loi sur la confidentiolité des données est trop rigide ».

La CNIL tient ses pouvoirs de la loi do 6 janvier 1978 et de la convention 108 du Conseil de l'Europe. Mais elle a pour règle de ne prendre ses décisions, surtout dans les domaines les plus sensibles, qu'à la suite de concertations approfondies, en particulier sur la transparence et la confidentialité. L'exemple de l'enquête de l'Inserm sur les comportements sexuels et le sida, citée dans votre article, eo est une bonne illustration. Encore faut-il préciser que dans ce cas la coocertation a également porté qui ne le comprendra? - sur l'effacement automatique des numéros de téléphone afin que la personne interrogée de puisse être

Evoquant au cours de l'une de ces journées un certain nombre tombe de Marie Curie est bien un d'interventions positives de la monument d'imbécilité. Comparer CNIL; M: Michel Jacod; chef du dé- - la mort de ce savant des suites d'irpartement de la démographie de radiations et les risques des essais

«1. La CNIL nous offre une caution morale que d'outres instituts de statistiques pourraient naus envier. Autorité administrative que son désaveu récent par le pouvoir politique sur certaines offaires non statistiques rend à l'évidence encore plus Indépendonte oux yeux de l'opinion publique, elle cantribue, o sa monière, ò désomorcer d'éventuels mouvements d'opinion à l'égard de grandes opérations odministratives comme le recensement, l'état civil.

» 2. L'instruction préalable à l'avis de lo Commission fait bénéficier l'Insee d'une sensibilité aux questions du respect de la vie privée, qui n'est pas la qualité spontanée d'un milieu de statisticiens d'Etat plus naturellement portés à une perception globale de lo société qu'à une ottention o la

personne lointaine du répondant. » Ce même jugement peut semble-t-il, être valablement porté sur l'activité des commissions nationales qui existent dans tous les pays européens, à la seule exception de l'Italie et de la Grèce, et ne sont nulle part des sujets d'irritation comme on a pu le dire. La directive européenne relative à la protectioo des données personnelles, définitivement adoptée le 20 juillet 1995, constitue un dénominateur commun des démocraties qui veillent à concilier le respect de la vie privée et les nécessités de la recherche.

Jacques Fauvet, président de la CNIL

UN MONUMENT D'IMBÉCILLITÉ

La publicité, parue dans Le Monde daté 15-16 octobre, financée par les médecins néo-zélandais et australiens et représentant la mucléaires français dans le Pacifique joue sur l'amalgame verbal: irradiations, nucléaire, mort atroce. Il fallait le faire, ce le fut.

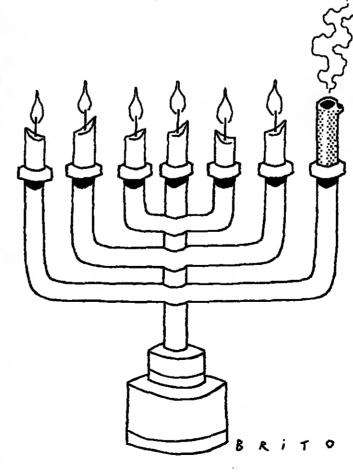
Comme une grande majorité silencieuse, je suis bien évidemment contre la bombe atomique, pour la dénucléarisation mondiale, le moratoire. Je suis aussi contre la guerre, le fascisme, contre la purification ethnique, contre toutes les dictatures qui émergent régulièrement de ci de là et dont l'histoire du monde est jonchée et le restera sans doute.

Curieusement, les mouvements pacifistes actuels et antinucléaires, avec leurs argumentaires totalement irrationnels, leurs bons sentiments de type science sans conscience, me paraissent plus proches, par leur obscurantisme, des démarches de pensée fascistes et intolérantes que des démocraties raisonnables nourries du cartésianisme puisé au siècle des Lumières. Voici que des médecins s'insurgent contre les radiations. Ils ont sans doute oublié que leurs outils diagnostiques (radiographie, tomodensitométrie, scintigraphie) ou thérapeutiques (bombe au cobalt, etc.) sont basés sur les propriétés des rayonnements ionisants, qui leur permettent d'étre efficaces dans le traitement de bien des cancers qui étaient anparavant régulièrement mortels. Ont-ils perdu tout sens commun, sont-ils à ce point manipulés, à ce point démagogues, ou est-ce le simple plaisir d'embêter les Français?

Que n'a-t-on pas vu de telles publicités provenant des mêmes pays s'insurger contre la guerre en Bosnie, la purification ethnique ou les massacres au Rwanda?

Devant cette montée de l'obscurantisme, de l'irrationnel, la réflexion s'impose. Est-ce que Chirac n'a pas finalement raison? N'estce pas justement le moment de posséder une armée crédible, au service de la communauté européenne, avec des bombes atomiques en état de marche pour effectivement effraver un ennemi potentiel? Cela dans un état démocratique avec des militaires disciplinés et compétents, des savants atomistes soucieux de l'intérêt général et, surtout, de notre protec-

Pr Laurent Sedel,



cause de la déprime de la consommation.

• PATRICK RICARD veut conserver le contrôle du groupe qu'il préside et exclut toute augmentation de capital pour financer son expansion. Afin d'éviter tout risque d'OPA, l'entre-

prisa familiale a toujours choyé ses actionnaires. • LE GROUPE développe progressivement son réseau de distribution international. • FAUTE DE MOYENS, la société ne peut pas racheter de très grandes marques.

Pernod-Ricard développe une stratégie de niches, notamment dans les whiskys irlandais, où il parvient a gagner de l'argent. Le groupe dort améliorer sa profitabilité dans les bois-sons sans alcool à l'étranger.

Pernod-Ricard doit concilier internationalisation et rentabilité financière

Dans un marché français morose, Patrick Ricard, président du numéro un mondial de l'anis, doit développer sa société à l'étranger. Mais, pour garder son indépendance, cette société familiale doit choyer ses actionnaires

LE DÉVELOPPEMENT de Pernnd-Ricard ne passe plus par la France. Illustratinn symbolique, la société va se restructurer et fermer deux usines de pastis sur sept en France, à Marseille et à Thiais. Sur un marché natinnal où la cnnsnmmatinn d'alcool régresse, le roi de l'apéritif anisé, présidé par Patrick Ricard, souffre. En 1994, la consommation de pastis en France avait baissé de 8,2 % à la suite de la hausse des taxes sur les alcools. Cet automne, la rechute de la consommatinn affecte la société, dont les ventes en France stagnent depuis le début de l'année. Après une _cbute de 16,6 % de son résultat semestriel, Pernnd Ricard prévoit pour la première fois un bénéfice

annuel en baisse de 5 % pour 1995. Depuis des années, Pernod-Ricard mise sur l'international. Il y réalise désormais 60 % de son chiffre d'affaires contre 23 % en 1982. Mais avec des ventes de 15.8 milliards de francs, le français fait figure de poids-plume face aux géants du secteur des aicools, deux à quatre fois plus gros que lui, que sont les britanniques Grand Memecq, le canadien Seagram nu

l'américain Bacardi Martini. « Nous n'avons pas de problème de taille, sauf si nous devians naus battre dans le cadre d'une OPA, explique au Mande Patrick Ricard. Naus avons une capacité à lever des fands par endettement, mais nous excluons toute augmentatian de capital. L'intérêt de l'actionnaire, c'est qu'an lui danne de l'argent, pas qu'on lui en demande. »

PAS D'HÉRITAGE

La société a toujours chnyé ses actionnaires: dividende en progression régulière et cours multiplié par dix en vingt ans. Depuis quelques années, elle organise même des visites de ses implantations à Cuba ou en Irlande. Patrick Ricard n'a pas le chnix, s'il veut conserver le contrôle du groupe né en 1975 de la fusion entre les frères ennemis Pernnd et Ricard. Le risque d'OPA hostile n'a jamais pu être totalement écarté, car le capital est mai verrouillé (60 % du capltal est en Bourse). Seul un cours de Bnurse élevé peut le protéger.

du capital et ma famille en détient un peu mains de 20 %. La famille Permod en conserve environ 5 %. Il faut y ajauter le personnel (4 %) et lo Société générale (10 %) », expliquet-il. Il est aussi exclu de vendre la société, ne serait-ce que pour respecter la volonte du patriarchefondateur, Paul Ricard, âgé de quatre-vingt-six ans. « Ce servit la pire des choses qu'an pourrait lui faire », confesse son fils Patrick (cinquante ans). Pour limiter le laminage du patrimoine par les droits de successinn, le président du groupe et ses frères et sœurs n'bériteront pas. « Nous allons sauter une génération. Ce sunt nus trente et un enfants et petits-enfants qui recevrnnt directement les nc-

tians », explique-t-il. Acceptant ces contraintes, Pernod-Ricard développe progressivement son réseau de distribution mondial et ses marques. Depuis le début de l'année, la société a pris le contrôle de ses réseaux de vente au Portugal et en Belgique, maîtrisant ainsi directement sa distribution dans toute l'Union européenne. Il a

bution en Inde et au Sri Lanka.

PORTEFEUILLE DE MARQUES

L'interrogatinn provient du portefenille de 150 marques de la soclété (Pastis 51, Suze, Bisquit, Pampril...), dunt la seule réellement mondiale est Ricard. « Pernod-Ricard, c'est un superbe réseau de distribution, mais pas assez de grandes marques », constate Sylvain Mas-

« Je possède personnellement 1 % aussi créé deux sociétés de distri- sot, analyste financier chez Murgan Stanley. Mais les marques coûtent une fortune à racheter et le groupe refuse de payer trop cher ses acquisitiuns. D'où la politique de « niche » développée par la société. « Il faut avoir une gamme complète à proposer au cansommateur », explique Patrick Ricard. En 1988, le groupe acquiert pour 2,6 milliards de francs Irish Distillers, s'assurant ainsi 100 % du petit

Vingt ans de croissance

• 1975 : Les sociétés Ricard et Pernod fusionment pour donner naissance à Pernod-Ricard. • 1978 : Patrick Ricard devient président du groupe. • 1982 : la société acquiert la

marque Orangina. ● 1988 : Pernod-Ricard remporte l'OPA lancée sur Irish Distillers et devient leader mondial du whiskey friandais.

• 1989 : Permod-Ricard perd l'embouteillage et la distribution de Coca Cola en France. Le groupe perd cette année 21 % de son

chiffre d'affaires sans alcool.

● 1993 : le groupe devient distributeur du rhum cubain Havana Club. ● 1994 : la vodka russe Altai rentre dans le portefeuille du groupe. La société, qui emploie 11 500 collaborateurs, réalise un chiffre d'affaires de 15,8 milliards de francs, dout 58 % hors de France et 51 % dans les sans-aicool. Le résultat net du groupe atteint 1.15 milliard de francs. • 1995 : Pernod-Ricard prévoit un résultat net en baisse de 5 %.

segment de marché que sont les whiskeys irlandais, avec la marque Jameson. Fin 1993, elle obtient la distribution de Havana Club, le rhum cubain le plus consonuné au monde. En 1994, la vodka russe Altai rentre dans le portefeuille du Sur un marché mondial où la

consommation d'alcool régresse. le groupe doit absolument réussir son internationalisation dans les boissons sans alcool, qui représentent plus de 50 % de son chiffre d'affaires. Mais le développement, principalement d'Orangina, est difficile face aux géants que sont Pepsi on Coca, même si Patrick Ricard affirme ne pas en être directement concurrent. « Orangina est un produit fait avec de l'orange, qui cuite plus cher à produire que les soft drinks. » Faute de moyens financiers, le groupe doit avoir, là aussi, une stratégie de « niches ». Orangina gagne de l'argent à l'étranger, dit M. Ricard. Mais encore trop peu au goût de ses ac-

Arnaud Leparmentier

to a servered of

11 A . 1247 A

Daimler Benz renoncerait à prendre le contrôle de Cap Gemini Sogeti

LE GROUPE allemand Daimler Benz ne prendrait pas la majorité de la société de services informatiques française Cap Gemini Sogeti (CGS), ouméro un eo Europe, comme il en a la possibilité depuis un accord cnnclu en 1991, seloo le quotidien allemand Frankfurter Algemelne Zeitung du 10- novembre. Evoquant-les-réticences du conseil de surveillance de -Daimler Benz sous l'influence de la Deutsche Bank, le quotidien de Francfort précise que la décision doit encore être discutée avec Serge Kampf, le PDG qui est aussi l'actionnaire majoritaire de la société française.

En 1991, Edzar Reuter, le patron du groupe allemand, souhaitait construire « un Kanzern technologique », dout l'un des axes devait être les services informatiques. Il avait acquis 34 % de Sogeti SA, société holding qui contrôle 61,5 % de CGS, avec, nne-option d'achat de 17 % supplémentaires au tuellement la majorité de Sogeti SA. Daimler Benz payait au total 1,4 milliard de marks (5 milliards de francs), une somme considérée comme très élevée. D'autant que l'année suivante CGS plongeait dans le déficit pour trois exercices

consécutifs. An premier semestre

GTM-ENTREPOSE

IMAGINER POUR ENTREPRENORE

Résultat de l'offre publique d'échange

des titres ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE

contre des titres GTM-ENTREPOSE

ENTREPOSE, réunie le 9 novembre 1995, a approuvé

l'apport de titres et de bons de souscription de l'ENTREPRISE

JEAN LEFEBVRE faisant suite à l'offre publique d'échange

A la suite de cet apport, la participation de GTM-ENTREPOSE dans le capital de l'ENTREPRISE

JEAN LEFEBVRE s'élève desormais à 95,9 %. En nutre,

GTM-ENTREPOSE détient 90,7 % des nbligations

remboursables en actions et 87,1 % des bons de souscription

ENTREPOSE ont été créées. Leur cotatinn interviendra dans

un délai maximum d'un mnis. De ce fait, le capital social de

GTM-ENTREPOSE se trouve porté à 732 731 200 F et les

sonds propres du Groupe, avant paiement du dividende distri-

bué en 1995 et avant tout résultat affèrent à l'exercice 1995,

s'élèvent pour la part du Groupe à 4 533 millions de francs.

principaux actinnnaires de GTM-ENTREPOSE se trouvent

Les détentions en capital et en droits de vnte des

Capital

4.0 %

47.8%

6 999 884 actinns sont détenues par le public contre

Par ailleurs, 209 269 bons de souscription d'action

GTM-ENTREPOSE n'a pas l'intentinn de demander

permettant de souscrire jusqu'au 30 septembre 1996 une

actinn GTM-ENTREPOSE au prix de 460 F (bnns B) ont

été créés. Ils s'ajoutent aux 719 778 bons B ayant les

le retrait de la cote officielle des titres de l'ENTREPRISE

3 920 687 actions avant l'offre publique d'échange.

mēmes caractéristiques, déjà en circulation.

Drnits de vnte

61,5 %

38.1 %

En conséquence, 3 666 648 actions nouvelles GTM-

proposée aux porteurs de ces ritres et bons.

d'actions de l'ENTREPRISE JEAN LEFEBURE.

ainsi réparties :

JEAN LEFEBVRE.

LYONNAISE des EAUX

MOBIL OIL FRANÇAISE

L'Assemblée Générale Extraordinaire de GTM-

1995, CGS a perdu encore 19 millions de francs malgré un résultat d'expluitation redressé à 324 millions de francs et un chiffre d'affaires de 5.5 milliards.

Daimler Benz va-t-il faire jouer son option à la fin de l'année ? La question anime les conversations du monde informatique depuis trois ans. Le gouvernement fran-çais, alarmé de voir le fleuron de ce secteur partir dans des mains allemandes, a essayé, en 1993, de faire entrer France Télécom dans le jeu. Sans succès. M. Reuter, qui voulait calmer les susceptibilités françaises, a cherché un partenaire en France, songeant un moment à Matra. Mais sans succès nnn plus.

La question devrait se régler en fonction de considérations très allemandes. Jürgen Schrempp, qui a remplacé Edzar Reuter à la tête de Daimler Benz, doit faire subir au groupe une restructuration donlnureuse. Dans ce contexte de repli, le conseil de surveillance estimerait que les 17 % de Sogeti représenteraient un nouvel investissemeot (quelque 400 millions de marks) trop onéreux. Les fonds du groupe doivent être mobilisés en priorité pour la branche aéronautique (DASA). En outre, la valeur de CGS o'est pas encore dépréciée dans les comptes. Une prise de contrôle majoritaire y forcerait, étant donné que le titre Daimler Benz est coté aux Etats-

D'où l'idée d'échanger les 34 % de Sogeti SA contre une part de 21% directement dans Cap Gemini Sogeti, Daimler Benz renonçant à prendre le contrôle du groupe ançais. Avec 21 % de CGS, il retrouve sa liberté, y compris celle de revendre ses titres en Bourse.

A Paris, Cap Gemini Sogeti affirmait, vendredi 10 novembre, que «rien n'est décidé». Que le groupe allemand renonce à devenir le numéro un européen du service informatique pour se consacrer à l'automobile et à l'aéronautique apparaît quand même comme très probable.



NOMINATIONS

Le Conseil d'Administration de GTM-ENTREPOSE s'est réuni le 8 navembre 1995 sous la présidence de M. André IARROSSON.

A l'nccasinn de ce Cnuseil, M. André JARROSSON a informé les administrateurs qu'après 40 ans passés au service du Groupe dont 10 ans à sa présidence, il présentait sa démission de ses fonctions de Président-Directeur Général de GTM-ENTREPOSE, cette démission prenant effet à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 nnvembre 1995.

Le Conseil a rendu hummage au rôle déterminant de M. André JARROSSON dans le développement de GTM-ENTREPOSE et l'a nnmmé Président d'Honneur.

M. André JARROSSON demeure administrateur de GTM-ENTREPOSE et sera nommé conseiller de M. Jérôme MONOD, Président de LYONNAISE des EAUX.

Le Conseil a coopté M. Jean-Louis BRAULT en qualité d'administrateur et l'a nommé Président-Directeur Général de GTM-ENTREPOSE. Il a également nnmmé M. Jérôme TOLOT Directeur Général de GTM-ENTREPOSE.

Enfin, le Conseil a pris acte de la nomination, par le Canseil d'Administration de DUMEZ-GTM, de M. Heuri de ROISSARD en qualité de Président-Directeur Général de DUMEZ-GTM en remplacement de M. Jean-Louis BRAULT.

Les loueurs de bateaux luttent pour leur survie

LES ACTIONNAIRES institutionnels de Moorings (monillages en anglais), premier loueur mondial de bateaux de plaisance avec plus de 600 unités dont 262 loin de la France métropolitaine (Antilles, Caraibes, Pacifique sud et Méditerranée), et un peu moins de 500 millions de chiffre d'affaires, viennent de revendre cette firme à un groupe d'investisseurs américains, Viking Capital Partners, pour la somme de 1 franc, les banques étant leurs créances à court terme et les acquéreurs s'apprêtant à injecter

60 millions de francs d'argent frais. Ces actionnaires institutionnels, parmi lesqueis la Caisse des dépôts. l'UAP, AXA. Suez et la banque d'affaires britannique Schroder, après deux opérations de recapitalisation (15 millions de francs en décembre 1994 et autant en février 1995), avaient refusé de fournir les 30 millions de francs supplémentaires exigés par un plan de restructuration de trois ans pour reconstituer les fonds propres. Ces derniers, de 100 millions de francs au départ, se trouvaient très fortement entamés par les déficits de ces

deux demières années. INVENDABLE BOULET

C'est la fin d'une aventure audacieuse, engagée en 1987 par la Compagnie internationale des wagons-lits, qui avait alors racheté à l'Américain Charlie Cary la firme de location Moorings, créée il y a vingt ans à Tortola, aux îles Vierges, très bien gérée et largement bénéficiaire. Hélas, l'acquisition en 1989, par ces mêmes Wagons-lits, du miméro un français de la location, Kavos, créé au début des années 70 par un couple, Alexandra Kavageorgis et Georges Trillard, allait mettre le ver dans le fruit : les activités méditerranéennes de cette firme, surtout en Grèce, mais aussi sur les côtes dalmate et turque, étaient gérées d'une manière tout à fait orientale, avec des obscurités comptables extrêmement génantes et coûteuses. Ajoutons-y un ensoleillement deux fois moindre qu'aux Antilles, le choc de la guerre du Golfe, celui de la crise yougoslave ensuite, et Kavos est devenu un boulet qui tire Moorings vers le

Les acheteurs américains, parmi lesquels, o ironie, on retrouve le vendeur de 1987, Charlie Cary, vont essayer de se débarrasser de ce boulet invendable, probablement en le franchisant. C'est la découverte récente d'un « trou » provoqué par la défaillance d'acheteurs grecs de bateaux destinés à être

loués, bénéficiant de financement sans garantie réelle pour le préteur, qui aurait motivé le retrait des actionnaires institutionnels, au prix d'une perte de 140 millinns de francs, à savoir le prix payé aux Wagons-lits en 1990 pour l'acquisition

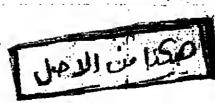
de Moorings-Kavos. De soo côté, Stardust, autre loueur français, mais de dimension bien moindre, lutte pour sa survie, après 80 millions de francs de perte en 1994 et 20 millions de francs prévus en 1995. Altus, filiale du Crédit lyonnais, a dß injecter 177 millions de francs l'an dernier, dont 130 millions de francs en capital et 47 millions de francs en conversion de créances, en attendant de pouvoir revendre la firme au terme d'un plan de trois ans, qui permettrait le retour à l'équilibre. En avril demier, le PDG de Stardust, Jean-Michel Tissier, a été révoqué ; il ferait l'objet de poursuites par la nouvelle direction, après avoir été remplacé par jean de Segogne, membre du directoire d'Altus.

On notera qu'il y a deux aus le même Stardust avait recueilli deux loneurs italiens en déconfiture: ATM et surtout Jet-Sea, dont le passif est de plusieurs centaines de millions de francs, après la découverte des escroqueries de ses deux dirigeants, MM. Asseo et Casio, dont l'un se trouve sous contrôle judiciaire aux Etats-Unis et l'autre emprisonné en France. Depuis deux ans, les liquidateurs s'efforcent de récupérer les centaines de bateaux éparpillés en Floride et dans les Caraïbes.

DEFISCALISATION

La croissance très rapide et éphémère de ces deux loueurs a été permise par la défiscalisation au titre de la loi Pons, réformée il est vrai en 1992, mais probablement un pen tard. Comme les loueurs sont hors d'état de financer l'achat de leurs bateaux, ils les font porter par des particuliers, à qui lis les vendent moyennant une commission de 23 %, véritable pactole, mais aussi dangereuse chute en avant qui, dans le cas d'ATM et Jet-Sea, a fini très mal

Tout cela évidemment ne peut qu'ajouter aux malheurs des constructeurs français de bateaux Ainsi le unuveau propriétaire de Moorings, dont le chantier Bénéteau est le principal fournisseur, pourrait être tenté de s'adresser à un constructeur américain. Hunter, dont les prix exprimés en dollars dépréciés sont inférieurs de 20% aux prix français.



TOKYO

¥

NIKKE

NEW YORK

7

DOW JONES

Revue des valeurs

Semaine du 6 au 10 novembre 1995

PARIS

Indice CAC 40 + **0,42** %

« Pour rien... »

A L'ESPOIR – prudent – suscité au cours de la semaine passée par une progression de 5,15 % des valeurs françaises a succédé, comme l'avaient anticipé nombre d'analystes, une période de consolidation et d'attentisme. De fait, les opérateurs ont vraiment l'impression que tous les événements qui ont émaillé la période n'ont eu aucun effet sur le marché parisien. « Pour rien... », soupirait un opérateur en fin de semaine, en expliquant que le remaniement ministériel n'avait eu aucun impact, pas phis que la baisse des taux. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les opérateurs aient conservé, comme point d'arrimage, les dates des 13 et 14 novembre, jours où seront débattues à l'assemblée les mesures visant à réduire les déficits sociaux. Rieo d'étonnant con plus que l'indice CAC 40 n'ait progressé que de 0,42 % à 1839,82

les valeurs françaises affichent désormais un repli de 2,2 %.

Dès lundi, quelques ventes bénéficiaires ont écorné les gains dans un volume de transactions peu étoffées de l'ordre de 3 milliards de francs. L'euphorie affichée huit jours plus tôt retombait et les valeurs abandonnaient 0,52 %. Le lendemain, les boursiers ont bien accueilli l'annonce du remaniement ministériel : l'indice CAC 40 qui évoluait dans le rouge s'est littéralement eovolé peu après la renomination de M. Juppé au poste de premier ministre à 11 heures. Après avoir dépassé les 2 % de gains à plusieurs reprises,

points. Depuis le début de l'année, ment terminé la séance sur une avance de 1,90 % à 1 857,35 points. Mercredi, alors que le gouvernement Juppé II semblait convenir aux boursiers sans toutefois les surprendre, la séance s'achevait sur un gain de 0,48 %. Cette nonvelle progression portait les gains de l'indice CAC 40 à près de 7% depuis l'intervention télévisée du président Jacques Chirac.

> LE POTENTIEL DES DISTRIBUTEURS Mais, à aucun moment, le marché ne s'est donné l'occasion de marquer une pause, ce qui pour les intervenants restait une menace sur la solidité de la reprise.

Le besoin de marquer une pause

ies valeurs trança	nses out t	maie- se ra	asant plus	pressant, m	ie geste
VOLUME DES TRA	NSACTION	lS (en millier	s de franc	z)	
	3-11-95	6-11-95	7-11-95	8-11-95	9-11-95
M.	1.509 355	(SE27A)	5 706 717	-A-7-W-	4922314
Corrydorn Rust 1986.	45 264 297	67838	24766 695	SHEET STREET,	is a sing
Actions	140 025	100000	133 421	THE PERSON NAMED IN	130 112
l'otal	49 003 677	10 dia 120	30 608 833	CDEED MAKE	30 130 436
NDICES					
	6-11-95	7-11 <i>-9</i> 5	8-11-95	9-11-95	10-11-95
base 1 000, 31 décembre	1990)				
SBF 120	1 252,45	C. TIME BY A.	1 278,61	心外发射的 数	1 261,93
S8F 250	1 204,83		1 226,70	T. 22000	1 216,13
base 1 000, 31 décembre				100	
CAC 40	1 822 64	4.7 200 2005	1 866.33	* 14 March 14	1 839,82

Créd. fon. Franc Crédit local Fo Créd. Iyon. CIP Crédit national Société général

de la Banque de France ni les chiffres américains sur les prix de gros et le chômage en octobre n'ont été jugés significatifs pour donner jeudi une orientation au marché. L'indice CAC 40 a terminé sur un repli de 0,73 %. En l'absence d'éléments incitateurs, le mouvement amorcé la veille s'est poursuivi vendredi. Au terme d'une séance moins active que les précédentes avec seulement 3,6 milliards de francs traités sur le marché à règlement mensuel, les valeurs ont baissé de 0,69 %.

Du côté des valeurs, les titres de la distribution, l'un des trois secteurs bénéficiaires depuis le début de l'année avec l'industrie agro-ali mentaire et les autres blens de consommation, ont fait l'objet de prises de bénéfice à l'image de Ca sino. Promodès ou Carrefour. Le titre de ce dernier a abandonne 3,8 % jeudi et 0,7 % vendredì. La secteur de la distribution, qui s'es particulièrement apprécié au cour des deux demières amées, sub les craintes d'un ralentissement d la consommation à la suite des mesures que le goovernemen compte adopter pour réduire le déficits publics.

Cette opinion n'est toutefols pas partagée par la société de Bourse SGE-Delahaye, qui a estimé vendredi que la contre-performance du mois d'octobre ne constituait pas une « rupture de tendance ». Maigré des aléas conjoncturels, relève l'ex-charge, le potentiel d'appréciation des marges des distributeurs cotés est plus substantiel que précédemment, cet élément incitant à maintenir ses prévisions bénéficiaires pour 1995 et 1996.

PARES

X

Prançois Bostnavaron VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres de mail	Valent en 10F
Carrefour	616.964	100000
Société 🌬	2.874.540	51.5
Saac	1 499 592	
BNP	3.858.561	
AZA.	2773412	-
El Australia	2295493	San San San
Etus Add	1 547 992	
Saint-Cobain	969.271	
UAP	S057 678	
Alcatel Alsthom	1 146 615	
Total ·	1445720	W. W. W. Ca
Danone .	628 683	
Œ .	2078 926	B3 23 33
Paribas	1.861 947	1000

LES PLUS FORTES VARIATIONS

LONDRES

X

FT 100

FRANCFORT

*

DAX 30

Valeurs en hausse	*
GAN	
Filipacchi Medias	A 7 7 200
NRJ	李秋秋秋
IDIA	
Spir Communication	1
Legris indust.	沙人流動四
Nord-Est	
Alcatel Cable	第2000
Axa	5 T T T T T T T T T T T T T T T T T T T
BNP	7000
U	A. and the second

Poliet	200 E
Valencs on balsse	*
Olipar	3.00 Mark
CEP Communication	T. San Carlot
Esso	
Comptoir Entrep. 1	100000000000000000000000000000000000000
UIS	以
Moutinex	
Ecco	TO STATE A
Synthelabo	THE REAL PROPERTY.
Tachels	
Complete Moder	THE COMMENT
Sanoti	105000000000
Gestage .	
Gr. Zannier	
Roussel	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

	10-11- 9 5	Diff.
Bongrain	2600	2 10 m
Danone	793	17.4 M. 20.5
Eridania Béghin-Say	838	7. 4 ME
Fromageries Bel	4 500	3071
LVMH	955	A 031
Pernod-Ricard	288,70	THE SHAPE
Remy-Cointreau	139	b William Co
Saint-Louis	1 444	12 B 0.20%

	10-11-95	DHL
AGF	149,50	. P. E
AXA	293	有点写图 1
GAN	145	1 4 4 10
SCOR SA	151,30	MCATA E
LIAP	129,10	year the co

	10-11-95	Diff.
Bouygles 11 (1)	334	1-426 N
Clintents français	"" '2\1!"	MALL OF
Coleginia Seri Sil	15 408 1 r	Y RINGE
Eiffage	694	A Transfer
Buroturmel	7,60	The Late
GTM Entrepose	316	
Imétal	560	17.10.20
Jean Lefebwe	315	· 中中小田田
Lafarge-Coppée	330,60	(2) 14.44.20
Pollet	400	2.45.53
Saint-Gobain	589	1. 1. 1. 2.

Air liquide	818	(子女)如此
Gascogne	470	1/2 Tel
Michelin	204	1
Plastic-Omnium	338	49.275
Rhône-Poulenc A	106,80	1 100
Roussel-Uclaf	73\$	21- 2076
Sanofi	290	2 100
Synthélabo	290	7 742

CONSOMMATION N		Diff.
	10-11- 9 5	Diff,
Bertr. Faure (EBF)	154	41 - 18 BI Y
BIC	445,30	A1 4200
Chargeurs	1 072	AF BASE I
Christian Dior	469,10	N. Autorit
Clarins	453,20	TO MARKET
DMC	211,90	TO MAKE YOU
Essilor Int.	890	1 325
Gr. André	380	(X-113K)
Ortal (L')	1215	1000
Moulinex	90	1
Salomon	2 870	". I E 1605
SEB	584	Her hall with
Skis Rockignol	T 289-1	1.17
Sommer-Allibert	1349	7 FR W. 337
Zodiac	646	100 - 4 Ther
CRÉDIT ET BANQUES	10.11.05	Diff

Sids Rockingol	ii T 289₽°≥	1.47
Sommer-Allibert	1349	7 (S) 14 33 3
Zodiac .	646	M-743
CREDIT ET BANQUE	<u> </u>	
	10-11-95	Diff,
Bancaire (Cle)	518	24-E 119
BNP	222	WE WE BEE
CCF	245,10	11.40 474
Cetelem	836	A SEC ASS
Comptoir entrepr.	14,20	を言う
CPR	378	27.3.1

UIC-	57,25	A. Conta
VIa Banque	163,50	AN 18 A
DISTRIBUTION		
	10-11-95	Diff.
Carrefour	2.676	14 X 4 M
Casino Guichard	120,71	5 - 1 SA
Castoraiga Dubols	771	A COMMA
Completes modernes	1456	PARAMETER.
Damart	4365	TANKS TO
Docks Scance	726	- 100000
Galeries Luthyerns	1319	AND DESCRIPTION OF THE PARTY.
Cuilbert	583	11111111
CAMETING CARCAGONS	1310	The same
Diamete Daine Davi	607	17.7.2.103

992	基本企业联络
379,90	THE REAL PROPERTY.
1 132	. 文本文本
783	- Control
	a trimpio
TRONIQUE	
10-11-95	Diff.
481	WALLAND
306,50	- 34 强烈
177.5	- 464 BK
395	THE WALL
531	- AKT 1847
783	1733 184
and last	- 35-11-d 50-bitter 5-
	1 132 783 783 783 783 780 10-11-95 481 306 50 177,9 395 531

	10-11-95	Diff
GFC	360	1967
Char	4/1	1
Rue Imp drints .	3475	100000
Sellines	320	page 4
Slimco	437	100
UIF	419	1100
Lucia	0	1.00
Stric	639	14 73 3
September	6 7	五年 4
Cesus Earth Reun.	74,91	NAME OF
Bollaré Techno.	457,90	- 1
		in the same
CCIP	965	1000
Eurofrance	1.665	- 4000
Cazzet Faux	1.847	-
Legenders	97,20	
Manne Wendel	~ I 3mil.	
	230	1
	1411277	
Paribas	2744	
Suez .	174 10	100
Worms & Ch	21.1	THE REAL PROPERTY.
Bacfinance	130	1000
Montalama P. Gest.		Service Services

d'Angieterre a été un peu plus op-

3 523,40 (contre 3 500,40).

Strange Facorin	200	540 Tec 11
Vileo	25	56.8
Vallourec	194	
MINES D'OR, DIAM	ANT	
	10-11-95	D
Angle-American	301.10	Mes
Buffelsfontein	23,40	
De Beers	140 10	
Driefontein	59.50	
Gencor Limited	. 14.15	
Harmony Gold	50	
Randfontein	30,00	100
Saint-Helena	36,75	
Western Pro-	1650	111
PÉTROLE		
EE ALL TOTAL	334	1
Eli Any, Indiae Esset 77: 1 1	334	×
Eli Ary, Indine Espera 2 77 1 1 1 Cal astroniana	334	×
Cit Applications Engl 2777 1772 Coll of springer Total	334 129	
Esco 77. Cotal Cotal BP Prance	179 125	
Cit Applications Engl 2777 1772 Coll of springer Total	334 129	
Esco 77. Cotal Cotal BP Prance	129 129 125 239 50	
Si Ay, Indiae Saci 777 7 Cal Arridan Total BP France Eng. 47 SICOMI OU EX-SICO	129 125 125 299 91	
Els Ary, Indine Esse Gel : Bry Base Yotal BP France Ereg and	129 129 125 239 50	

Selection rates	100	THE WAY
Unibal	481	100
Genelia	134	1000
Immobail .	158	100
TRANSPORTS, LOISIRS		
	10-11-95	Diff,
Accor	200	HALLAN
k5	445	199
Canal Plus	835	Section 1
Cas Geraid Sayet		_ 数分别在为
CEP Consts.	439 (1)	N. A.
Club Méditerranée	35 3.	100 m
Easts (de lees)	400	The Party
Ecco	688	1000
Euro Thiney	14.5	
Piere M Modes	701	
Havas	364,50	
Lymnalia decessor	490.20	
Publick	310	1000000
ATT2	830	电影照
State	415	国技术在 电
Sodedis	136	100
SCAC Delmas	730	100,430
Sauphille CITA.	103.	No.
OCF O. Gest. Fin.	950	44.
Physican	503	. 医侧侧
Techniy	302	· PARTIN
WALELIKS À REVENU	FDŒ OU II	NOEXE
	10-11-05	Diff.
6% 1983-1997	200,00	The second
FDF-GDF 3 %	7.420	THE STREET

TOKYO

-1,03 % Indice Nikkei

Déprimée

AU COURS d'une semaine dominée par les échanges sur le marché à terme, la Bourse de Tokyo est restée déprimée, alors que subsistaient les inquiétudes concernant les institutions financières japonaises ployant sous les créances douteuses. « En premier lieu, nous allans concentrer notre attention sur le décompte des créances douteuses qui devraient être annoncées ce mois-ci par le ministère des finances », a déclaré un analyste de la Société générale, ajoutant qu'une hausse de ce montaot

continucrait à déprimer le marché

boursier. L'indice Nikkei a terminé la période à 17 843,56 points, en baisse de 185,24 points, soit un recul de 1,03 %. Le volume quatidien moyen des échanges a été de 369,7 millioos de titres, cootre 313,1 millions huit jours plus tôt.

Après avoir entamé la semaine en légère hausse, l'indice Nikkei a chuté pendant trois séances consécutives avant de reprendre de la hauteur vendredi, lorsqu'un tardif rebond sur les marchés à terme a fait grimper les valeurs vedettes, oot déclaré des courtiers. Par ailleurs, le recul du dollar face au yen a également incité les opérateurs à la prudence.

Indices du 10 novembre : Nikkei. 17 843,56 (contre 18 028,80); Topiz, 1 424,35 (contre 1 435,52).

ONDRES + 0,66 % Indice FT 100

Soutenue

A LONDRES, la Bourse a été soutenue cette semaine par les espoirs d'une prochaine réduction des taux d'intérêt britanniques et par l'attrait des offres publiques d'achat (OPA). Les gains ont cependant été réduits vendredi, en raison d'nne baisse du marché obligataire et de la fragilité de la livre sterling. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a terminé à 3 523,4 points, soit un gain hebdomadaire de 23 points

(0.66%). Les chiffres de la production

manufacturière britannique pour FRANCFORT septembre (-0,6%) sont apparus comme des signes annonclateurs Indice DAX 30 - 0,44 % d'une possible baisse des taux d'intérêt dans les prochaines semaines. D'autant que la Banque Atone

timiste sur l'inflation dans son rapport trimestriel publié mercre-LA BOURSE de Francfort a connu une semaine atone alors Du côté des valeurs, la compaque la stabilité du dollar, la baisse gnie d'eau Northumbrian Water. des taux d'intérêt et de bous résulqui a annoncé qu'elle allait rentats d'entreprises auraient pu incicontrer la Lyonnaise des eaux la ter les investisseurs à montrer plus semaine prochaine pour discuter d'allant. L'indice DAX des trente des conditions d'un possible ravaleurs vedettes a accusé un recul chat, a gagné 105 pence à 1 108. Le de 0,44 % sur une semaine. Il a tergouvernement britannique a donminé la séance officielle à 2 172,17 né cette semaine son feu vert à points vendredi alors qu'il affichait une éventuelle OPA du groope encore 2 181,72 points, le 3 nofrançais. Indice FT 100 du 10 novembre : vembre.

Dans son rapport hebdomadaire, la Commerzbank estime

que « l'environnement boursier s'est amélioré récemment », s'appuyant notamment sur le ralentissement attendu de la conjoncture qui favorisera une hausse modérée des prix en Allemagne, ce qui est bon pour le marché obligataire et celui des actions. La banque estime que les résultats intermédiaires des entreprises cotées au DAX correspondent aux prévisions, même si une révision à la baisse est pos-sible pour l'exercice 1996.

Hoechst, BASF et Bayer ont reculé en dépit de l'annonce d'une flambée des bénéfices avant inpôts sur les neuf premiers mois de l'année. Les investisseurs out pris leur bénéfice, redoutant un ralentissement de la croissance dans l'industrie chimique en 1996.

0.4%

1.

Indice DAX du 10 novembre : 2 172,17 (contre 2 181,72).

NEW YORK

Indice Dow Jones + 0.93 %

Records

WALL STREET a coregistré trois records consécutifs au cours de la semaioe écoulée, n'étant plus qu'à 130 points de la barrière des 5 000 points que la grande Bourse new-yorkaise pourrait, selon certains analystes, franchir d'ici à la fin de l'année. L'indice Dow Jones a terminé vendredi ao niveau record de 4870,37 points en hausse de 44,80 points, soit un

gain de 0,93 % sur la semaine. Wall Street avait démarré la semaine en baisse en raison de prises de bénéfices et de la faiblesse du secteur de la haute 5 000 polots, selon des experts, technologie. Le record le plus dont Eugene Peroni, responsable spectaculaire a été enregistré mercredi, le principal indicateur de Wall Street se propulsant au ni- vembre: 4870,37 (contre veau des 4 850 points. La Bourse 4 825,57).

avait bénéficié d'un net repli des taux d'intérêt à long terme en anticipation d'un bon indice des prix à la production en octobre. Celuici, publié jeudi, a reculé de 0,1 %. Mais le marché obligataire s'est ensuite nettement affaibli eo raison des inquiétudes sur l'impasse budgétaire américaine. Le président Bill Clintoo a réitéré vendredi son intentioo de mettre son veto aux textes républicains sur le relèvement du plafond de la dette et la oouvelle loi de finance provisoire. Les risques d'un défaut de paiement technique de l'Etat, à partir du mardi 14 novembre, se sont renforcés à mesure que les antagonistes affichaient leur détermination dans ce bras de fer.

Une fois franchi l'obstacle budgétaire, Wall Street devrait s'acheminer calmement vers le seuil des chez Janney Montgomery Scott.

Indice Dow Jones du 10 no-

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE LONDRES Sélection de **NEW YORK** Allied Lyons Bardays Bank Allled Signa

	A short day had	40.40	The state of the s	17 TO 18 TO	_
Co.	7,25	69,50	British Gas		
lar inc.	130,75	56	British Petroleum	444	
п Согр.	L'ARCE.	48	British Telecom	25-45-25	
iola Co.	1	71,13	BTR	THE REAL PROPERTY.	
Согр.	C SELECT	58,25	Cadbury Schweppes	2011年	Ξ
nt Nemours & Co.	51.25	62,50	Eurotunnel	TO THE STATE OF	
n Kodak Co.	A POPULA	64,50	Clano	A Santakan	
Согр.	734	76,13	Grand Metropolitan	2000年	
ectric Co.	1660	62,88	Guinness	正然被推行	
lotors Corp.	6.63	43,58	Hanson Pk	李宇神代 心	_
ear T & Rubbe.	1	38,50	Great k	778 SARE	
	7738 3	707,50	HSBC	· 新州田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田田	
xer	35/2	37	Imperial Chemical	5700000	
rgan Co.		78,25	Lloyds Bank	- 10 AD	
ald's Corp.	A2.83.	40,75	Marks & Spencer	242420	_
& Co. Inc.	78.25	56,75	National Westminst.	我们就是	_
ota Mng & Mfg	3000	59,25	Peninsular Orienta	Contract	_
Morris	L. Control	87,63	Reuters	****	_
& Gamble C	483/17/7	83,25	Saatchi & Saatchi	19.000	_
toebuck & Co.	20.5	36 ·	Shell Transport	*****	_
	SAME OF	67,25	SmithKline Beecham	5 6 6 6 6 6 E	_
Carb.	33.00	38,13	Tate and Lyle	2000	_
dinoL	发现数据	89,50	Unilever Ltd	A TOTAL	7
gh. Electric	A STATE OF	14,13	Wellcome	2.73 Marie	
orth		14,50	Zeneca	2	7

Alifanz Holding N BASF AG Bayer AG	THE REAL PROPERTY.	-
BASF AG		2 629
Proper AC		307,8
Dayes AND	THE REAL PROPERTY.	371
Bay Hyp & Wechselbk	Marketty	33,8
Bayer Vereinsbank		39,5
BMW	3334	760
Commerzbank		324,5
Continental AG		20
Dairnier-Benz AG		685,5
Degussa		451,5
Deutsche Babcock A		140
Deutsche Bank AG		8,9
Dresdner BK AG FR		37,8
Henkel VZ		518
Hoechst AG		365,5
Karstadt AG		609,5
Kaushof Holding	N. S. Janes	476
Linde AG		870
OT. Lufthansa AG		199,5
Man AG		413
Mannesmann AG		466
Mettaliges AG		28,3
Preussag AG		404,5
RWE	2100	507,2
Schering AG . :		99,5
Slemens AG		· 745,3
Thyssen		253.5
Veba AG	STATE OF	57,9

En yens	10/11	2/1
Akai Elec.	18 March 19	31
Bank of Tokyo		1 49
Bridgestone	THE REAL PROPERTY.	1 44
Canon	TO VALUE OF THE PARTY OF THE PA	7 83
Daiwa Sec.	300000000	123
Fuji Bank	37.00	1 95
Hitachi Ltd	30 8 11 11 15	1 07
Honda	NAME OF TAXABLE PARTY.	1 85
Japan Aktines		63
Kirin Brew	STATE OF THE PARTY.	1 06
Kobe Steel	STATE SHEET,	26
Matsushita EL	100	1 45
Mitsubishi Corp.	CONTRACT.	114
Mitsui Marine	F-120-6	62
Nikko Sec.		99
Nintendo		770
Nippon Steel	2000	. 34
Nissan	李明德的政体	7:
Nomura Sec.	参加的联	194
NTT	- ATTEMPT	819 OC
Ploneer .	COMME	1 50
Sanyo	Contract of	54
Sega Enterprises	TO SHIRT	5 45
Sharp	10000	14
Sony		487
Sumitomo Bk	W. (1)	186
Suzuki Motors	X 1937	
Toshiba		100
Toyota	10.850 Harris	76
	一种种种种类	193

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un emprunt étranger au secours de la Sécurité sociale?

international des capitaux pour combler une partie du lourd déficit de 120 milliards de francs creusé depuis deux ans par la Sécurité puis le mois de juillet.

On sait l'apposition farmelle des pouvoirs publics à lever des fonds d'Etat en devises. La France n'emprunte directement qu'en francs ou en écus. Mais comme les ressources nécessaires à la Sécurité sociale seront vraissemblablement obtenues par l'intermédiaire d'une caisse d'amortissement, plusieurs spécialistes n'excluent pas l'éventualité d'opérations libellées en deutschemarks; en yens ou en

ASPECT PRATIQUE

La solution d'un emprunt étranger aurait plusieurs avantages. Elle éviterait notamment de surcharger le marché obligataire national. En outre, elle permettrait, le cas échéant, de profiter de taux d'intéret moins élevés qu'en France.

Toutefois, la décision ne saurait dépendre de seules considérations économiques. L'affaire a un côté politique évident qui touche au prestige du pays.

Nombreux sont ceux qui consi-

SERA-T-IL fait appel au marché l'étranger, ce serait déroger à son rang et, pour cette raison, récusent d'emblée tous les arguments de ceux qui ne voient que l'aspect pratique du problème.

Quoi qu'il en soit, cela n'empêche pas le débat de se poursuivre, et il a le mérite de mettre en lumière la façon dont le crédit de la France est perçu hors des

La principale interrogation concerne en fait le Japon et l'oppositinn manifestée à la reprise des essais mucléaires. Il est certes difficile de préjuger de l'impact que cela pourrait avoir sur un grand emprunt français à caractère national qui s'adresserait spécifiquement aux investisseurs nippons. On dispose cependant d'éléments de réponse suffisamment précis pour penser que l'in-

fluence en serait négligeable. Le Crédit local de France avait contracté, au mois d'octobre, un emprunt de 1 milliard de deutschemarks pour une durée de cinq ans par l'entremise d'une des plus grandes maisons de titres japonaises, Nomura, qui, en l'espace de deux semaines, a vendu tous les titres à des épargnants de son

propre pays. Le succès de cette transaction a dèrent que financer ses déficits à été tel qu'une seconde émission

de même taille vient de voir le jour pour le même emprunteur, dont on espère qu'il lui sera fait un accueil tout ausi favorable.

Pour sa part, la Caisse centrale du Crédit immobilier de France a émis, mercredi 8 novembre, un euro-emprunt de 40 milliards de yens sur une durée de cinq ans également. Il est destiné à des investisseurs professionnels japonais qui réagissent beaucoup plus rapidement que les souscripteurs particuliers. En quelques heures, tout a été placé.

PROPOSITIONS ALLÉCHANTES

Ces exemples sont probants. mais on hésite pourtant à croire qu'ils réussiront à persuader les pouvoirs publics pour ce qui est de la Sécurité sociale. Il y a trois ans, ils avaient résisté à des propositions extrêmement alléchantes que leur faisaient les banques alle-

emprunt international jamais émis en euromarks (5,5 milliards de deutschemarks) que venait de lancer l'Angleterre à des conditinns

La France, si elle s'était alors décidée à solliciter le marché allemand, aurait en à payer moins cher que la Grande-Bretagne. Le Trésor, dit-on, n'aurait accepté que si, en échange, l'Allemagne s'était présentée sur le marché

Il n'en était pas question, car l'Allemagne fait également partie de ces pays qui ne lèvent pas de fonds en devises. Elle n'émet d'emprunt que sur son propre marché de capitaux.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

Le dollar

ALORS qu'il affichait, depuis plusieurs semaines, une relative vigueur, le dollar a nettement fléchi au cours des derniers jours. Le billet vert s'inscrivait, vendredi soit 10 novembre, à des niveaux de 1,4090 mark, 100,50 yens et 4.86 francs. Le billet vert a d'abord souffert de la crainte des investisseurs de voir les Etats-Unis être placés en cessation de paiement. Ce scénario rocambolesque, compte tenu de la solidité financière du pays, qui est la conséquence du bras de fer opposant la Maison Blanche au Congrès sur le budget, aurait des conséquences difficiles à imaginer sur l'ensemble des actifs financiers américains.

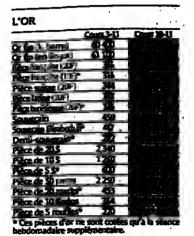
De nombreux fonds d'investisse ment ne sont en effet pas autorisés à investir dans des titres d'institutions s'étant trouvées ou se trou-

vant en cessation de paiement. Si les Etats-Unis connaissaient cette situatinu, certains analystes redoutent une réaction de panique sur les marchés financiers. D'autres experts, plus optimistes, estiment que son impact resterait limité, compte tenu de son origine politique et de la bonne santé de l'économie américaine.

Le billet vert a été également affecté par la rechute du peso. La devise mexicaine est tombée, jeudi, à un plus bas niveau historique de 8,20 pesos pour un dollar. Elle n'a dil son fragile redressement (7,80) qu'à des interventinns de la Banque du Mexique. Une aggravation de la crise mnnétaire mexicaine serait de nature à déstabiliser profondément le système financier américain. L'accès de faiblesse du dollar a pénalisé le franc. A la suite du remaniement ministériel, la devise française était montée jusqu'à un cours de 3,4340 francs pour un deutschemark, son plus haut niveau depuis la fin du mois de sep-

Elle s'est ensuite repliée pour terminer la semaine à 3,45 francs pour un mark. Avant de procéder éventuellement à de nouveaux achats de francs, les opérateurs attendent la présentation par le gou-

vernement des mesures destinées à réduire le déficit des comptes sociaux. A cet égard, les rumeurs qui circulaient vendredi après-midi ne manquaient pas de les inquiéter. Selon celles-ci, le gouvernement se contenterait d'annoncer, la semaine prochaine, des hausses de prélèvements et reporterait le plan de réduction des dépenses. Si tel était le cas, le franc pourrait être entraîné dans une nouveile zone de turbulences.



COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 6 NOVEMBRE AU 10 NOVEMBRE

DEVISE	Manu	York	Pa		200	ida	Erec	efort	Bru	celles	Amste	rdem	146	las	Tol	gro
DEADE	10-11	6-11	18-11	6-11	18-11	E-11	19-11	6-11	10-11	6-11	19-11	6-87	29-21	F-21	16-12	6-31
Livre	1.5745	and d	7,5094	1500	1,7894	Dist.	2,2224	. 2,2575	45,7077	1	2,4880		2571,38		152,08	
SEU.		THE R	4,8710	2000	1,1365		1,4115	1,075	29,65	1 March	1,5862		1995		100,40	
Francis annual	20,5297	S. Called			23,3326		28,9776	25.546	5,9998	A 44	32,44098		327,6482		20,61175	
Franc suisse	87,9894	1	428,5966		-		124,1971	734,3507	25,5433	24	1,39641		149,6316		88,34240	
Destadement	70,2466	THE REAL PROPERTY.	345,0939		80,5172		-		20,5668	2	111,91012		1730,0035		71,13000	
Feanc Letye	3,447	1000	16,7792		3,9149		4,8672	4,3661	-	30	5,4438		54,94316		3,45849	
Florin	63,2831	100	308,2521		71,9213		89,3241	40,2000	18,3711	1416	-	: "	1007,3639		63,53426	
Lire Italienne	0,00627		3,0539	تنازل	0,7125		0,8890	SHE:		×	0,990721				0,062140	
Yen	0.996016		4,251594		1,131972	-	1,400876	SECTION AND INCOME.	28,91434		1,573964	100.00	75,086454			19.

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Première manche gagnée

LE PRÉSIDENT de la République est-il en train de gagner son pari? Il s'était fixé comme objectif, lors de son intervention du jeudi 26 octobre, la baisse des taux d'intérêt. Avec elle, « tout est susceptible de repartir », avait expliqué Jacques Chirac. Depuis deux semaines, les taux d'intérêt se sont très fortement détendus. Le rendement de l'emprunt d'Etat à long terme est revenu de 7,40 % à 7,10 %, son plus bas niveau depuis la fin du mois de mai 1994. Les échéances à trois mois out pour leur part glissé de 7,3 % à 6 %.

A deux reprises, au cnurs des quinze derniers jours, la Banque de France a assoupli sa politique monétaire. Le 2 novembre, elle avait abaissé de 7 % à 6,60 % le taux de ses prises en pension à 24 heures. Jeudi, elle a à nouveau réduit d'un quart de point, à 6,35 %, ce niveau plafond auquel les établissements de crédit se refinancent auprès de la banque centrale. Le conseil de la

de France (CPM) a également décidé de lever le dispositif de crise qu'il avait mis en place au début du mois d'octobre. Il a rouvert le guichet des pensions de cinq à dix jours. Cette mesure, d'ordre avant tout technique, n'en constitue pas moins un symbole fort de la normalisation monétaire. Elle signifie qu'aux yeux des membres du CPM la crise est terminée et qu'ils ne redoutent plus de nouvelles attaques contre le franc.

La Banque de France tient compte du nouvel environnement politique et économique et, plus encore, de la perception positive qu'en ont les investisseurs. Les déclarations de Jacques Chirac et du premier ministre Alain Juppé ont permis de lever les incertitudes monétaires et budgétaires. Elles ont confirmé l'engagement du gouvernement à réduire les déficits publics tout en préservant la stabilité du franc vis-à-vis du deutschemark. Enfin, à défaut de constituer politique monétaire de la Banque un électrochoc - l'essentiel de

l'équipe gouvernementale ayant été maintenu en place - le remaniement ministériel a eu pour mérite de dégager l'horizon politique. Si certains professionnels ont dé-

ploré la timidité du geste de l'institut d'émission, les analystes font remarquer que la baisse des taux directeurs est plus rapide qu'à l'accontumée. La Banque de France a baissé à trois reprises, en moins d'un mois, son taux directeur plafond. Lors de la crise monétaire du début d'année, il avait également fallu attendre plusieurs mois avant que l'institut d'émission se décide à lever son dispositif de crise. Lente en termes absolus, la détente monétaire apparaît extrêmement dyhabituelles de la Banque de France.

LE PLUS DUR RESTE A FAIRE

La bataille des taux d'intérêt est toutefois loin d'être gagnée. En premier lieu, la détente observée au cours des quinze derniers jours résulte d'abord de la disparition d'une anomalie. La France ne fait que sortir d'une situation de crise dans laquelle les erreurs et les faux pas à répétition du gouvernement Juppé 1 l'avaient placée. La prime de taux exceptionnelle qui en avait découlé (écart de 1 % à long terme et de 3,5 % à court terme avec l'Allemagne) est en train de disparaître. Cet écart est aujourd'hui revenu à 0,80 % pour les emprunts tistique est particulièrement m-

d'Etat à dix ans et à 2% pour les échéances à trois mois. Mais le plus dur reste à faire. L'alignement des taux français sur leurs homologues allemands constitue une tâche autrement plus ardue.

La poursuite de la décrue monétaire apparaît pourtant très urgente. A leurs niveaux actuels, les taux d'intérêt à court terme français ne sont pas de nature à stimu- . France ne pourra guère compter ler la croissance économique. La ! sur l'Allemagne pour l'entraîner politique monétaire reste restrictive en France (les taux réels se situent à 4,3 %, bien au-dessus du taux de croissance) alors qu'elle apparaît neutre, voire légèrement expansionniste, en Allemagne (les rendements réels à court terme s'y namique au regard des pratiques établissent à 2,4 %, au même niveau que le rythme de progression du produit intérieur brut).

Autre sujet d'inquiétude pour le gouvernement : le mouvement de détente des taux d'intérêt trouve son origine dans la confirmation du ralentissement de la croissance économique en France. Les ventes dans les grands magasins ont reculé de 12,4% au mois d'octobre (-3,9 % dans les hypermarchés). La production industrielle est elle aussi orientée à la baisse. Enfin, sclon Pinsee, la confiance des ménages s'est à nouveau dégradée au mois d'octobre (l'indicateur est tombé à -31 contre - 27 en septembre) et se situe désormais à son plus bas niveau depuis deux ans. Cette staquiétante dans la mesure où elle pourrait se traduire par un maintien du taux d'épargne à un niveau élevé. D'ores et déjà, malgré l'optimisme affiché par le ministre de l'économie, Jean Arthuis, l'objectif de croissance retenu dans la loi de finances (+2,8%) paraît hors d'at-

Aid l'est d'autant plus one la vers un rythme plus souteni. Le taux de chômage de la population active y a progressé de 9,5 % à 9,6% au mois d'octobre. La production industrielle a baissé de 1,9% en septembre. Le marché de l'immobilier donne d'inquiétants signes de faiblesse. Maigre consolation, cet essoufflement pourrait se traduire par une baisse des taux directeurs de la Bundesbank, comme l'a laissé entendre HansJürgen Krupp, membre du consess de la banque centrale allemande.

Selon certains experts, il n'est mafhemeusement pas sûr que la France puisse profiter de la détente monétaire en Allemagne. En cas de ralentissement trop prononcé de la croissance économique en Europe continentale, de vives tensions se-raient à prévoir sur le marché des changes, et en particulier sur la devise française.

La capacité de la France à pouvoir réduire son taux de chômage, à assainir ses finances publiques et à respecter les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht serait remise en cause par les investisseurs. Cette défiance accrue se traduirait par une hausse de la prime de risque sur les taux d'intérêt français.

Pierre-Antoine Delhommais

Echéances 10-11	Volume	Demier prix	Plus haut	Plas bas	Pressie prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 95	144 411	district the last	117,92		13724
Mars 96	2 526	THE REAL PROPERTY.	117,14		117,12
kiin 96	. 661		117,30		117,24
50 E 96			-		13674
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 95	3964	· Committee of the last	94,09		72.5
Name St.	12.891		94,43		94,3%
uin 96	5 741	THE PERSON	94,62		94,53
Servit. 96	2.783		94,59		75.0
ECU LONG TERME					
Déc. 95	1366	The second	83,26		N1.64
Mars 96			-		57.14

MATIÈRES PREMIÈRES

Entre progression et reculade

LE MARCHÉ perd la boussole. D'un côté, le sucre, le cacao, le café. l'or, le cuivre, l'argent et le platine progressent dans un joyeux pêle-mêle ; de l'autre, le coton, les huiles végétales et, dans une mnindre mesure, les céréales, amorcent une reculade.

La fièvre s'est emparée du sucre. Les prix ont gagné 3 dollars pour s'établir à 337 dollars la tonne. Les opérateurs demeurent crispés sur une préoccupatinn majeure. Les deux premiers producteurs mondiaux vont-ils continuer à écouler au compte-gouttes leur marchandise? Pour l'heure, l'Inde n'a accepté de vendre hors de ses frontières qu'un demi-million de tonnes pour la campagne 1995-1996. Par ailleurs, Santos, le plus grand port du Brésil, restant emboutelilé, le suspense demeure.

Si les cours du sucre tiennent en définitive à la bonne volonté des pays fournisseurs, le cacao connaît une tout autre situation. Les prix ont augmenté cette semaine jusqu'à 975 livres la tonne, soit une progression de 20 livres environ il y a quelques jours. Le climat politique, pour le moins chaotique, de la Côte-d'ivoire, l'incuntournable poids lourd du cacao, continue à propulser les cours à la hausse. Si les estimations de la production tvoirienne sont régulièrement révisées - après 840 000 tonnes, il a été questinn de 850 000 puis de 860 000 tonnes -, les négociants nourrissent quelques inquiétudes an sujet de l'acheminement de cette marchandise. Environ six mille personnes de l'ethnie baoulé ont quitté leur plantation pour se

réfugier à Gagnoa, en raison des

émeutes liées à l'élection présidentielle. Par ailleurs, les exportateurs sont toujours en conflit avec la Caisse de stabilisation et les opérateurs se demandent s'ils verront un jour la couleur de ces fèves.

HAUSSE LOGIQUE DU CAOUTCHOUC

Par mimétisme, comme cela arrive quelquefois par famille de produits, le café aussi se revigore. Stimulés, les cours se sont bissés jusqu'à 2 350 dollars la tonne. Situation parfaitement anachronique et irrationnelle. Comment une telle envolée ne s'est-elle pas produite plus tôt alors que -de toute évidence et de longue date -l'offre mondiale est en déficit par rapport à la demande ? Et cela non seulement du fait des conditions naturelles, mais parce que les pays fournisseurs se tiennent à la lettre au plan de rétention des exportations qu'ils se sout fixé au début de l'année. A posteriori, les opérateurs donnent une explication peu satisfalsante. La flambée porte un nom: Vietnam. Ce producteur marginal de café (moins de 300 000 tonnes) serait néanmoins déstabilisant dans la mesure où il

sur les cultures, anesthésiant toute

vélléité d'exportation.La hausse des cours du caoutchouc obéit à des impératifs apparemment plus logiques : des pluies diluviennes font rage dans le 5ud-Est asiatique, en particulier en Thailande et en Malaisie, les deux premiers exportateurs de caoutchouc : Peau se mêle à la sève des hévéas et

gâche les saignées Les inquiétudes à propos de l'offre stimulent la demande des industriels de gants de caoutchouc et de préservatifs. Plus significatif encore, la firme américaine Goodyear (pneumatiques) est en train d'acheter « des quantités massives » - le tonnage exact n'est pas encore connu - de caoutchouc en provenance de l'indonésie, le troisième exportateur de latex. Cette dernière information a enflammé les marchés et les prix se sont renforcés à 1 05S livres la tonne, leur plus haut niveau depuis le mois de

Certains métaux aussi ont été gagnés par la hausse. Après des mois de dépression, l'or a senti souffier le vent chand de la spéculation. L'once a grimpé en cette fin de semanne à près de 387 dolrefuse de participer au plan de ré-tention; or les tiphons ont souffié mouvement d'achats. L'or redeport au dollar américain. L'argent et le platine ont suivi la même courbe ascensionnelle. Mais le platine s'est enrichi de raisons plus matérielles: l'extraction s'avère difficile au cœur des gisements d'Impala Platinum, en Afrique du Sud. Par contre, la progression de l'argent semble plus fragile; elle pourrait être mise à mai par le Mexique, premier producteur mondial de métal blanc. Alors que le peso s'enfonce, le Mexique, pre-

mier producteur mondial d'argent, sera probablement tenté d'écouler plus de métal encore sur le marché mondial și la crise s'intensifie.

Parallèlement, le coton, les huiles végétales, et dans une moindre mesure les céréales - les prix ont chuté à Chicago mais pas à Londres - régressent: L'USDA (le département américain de Pagriculture) annonçait, il est vrai, une récolte mondiale moins manvaise que prévue: 534 au lieu des 529 millions de tonnes estimées il y a queiques mois. -

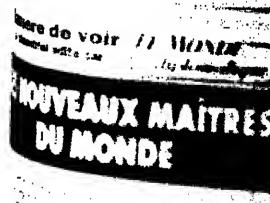
Marie de Varney

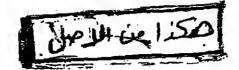
HONCES '	<u></u>	
	10-11	09-11
Dow Jones comptant	213,61 ·	3.22
Dow Jones à terme	314,97	
MÉTAUX (Londres)		
Culvre comptant	3 076	
Culvre à 3 mois	2815	10 m
Aluminium comptant	1 647,50	
Aluminium à 3 mois	1 681	100
Plomb comptant	688,50	
Plomb à S mois	687	
Etain comptant	6 390	
Etain à 3 mois	6425	
Inc comptant	1 034,50	
line h 3 mink	1.056.50	

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nickel à 3 mois	8 505	7.7
MÉTALIX PRÉCIEUX (Ne	w York)	
Argent à terme	5,23	
Platine à terme	424	
Palladium	155,25	
GRANES ET DENRÉES		
Sié (Chiesan) .	452	
Mais (Fig.)	3,63	
Graine Hill (Lakenty) .	576	
Tout, wit (Crimy)	208	
R de tesse (Londre)	100	
Street Constitution	107(0)	
SOFTS		-
Cacao (New York)	1 329	
Café (Londres)	2.545	
Sucre blanc (Paris)		
OLÉAGINIBUX, AGRUME	5	
Coton (New York)	0.78	-8-60-00-00-0







AUJOURD'HUI

SUCCESSION Le Conseil supé-

rieur de l'audiovisuel (CSA) devrait nommer le 23 novembre, à la majorité de ses neuf membres, le nouveau président de Radio-France. • AU

TERME DE SON MANDAT, le 29 novembre, Jean Maheu pourra se vanter de « laisser la maison [une entreprise de 3 000 personnes et 15 000 cachetiers] en bon état », même si beau-

coup jugent qu'il ne lui a pas impulsé le souffie de ses prédécesseurs. Grâce à l'envol de France-Info, Radio-France a notamment dépasse son audience d'il y a six ans. LES CANDIDATS au réuniront lundi 13 novembre pour

poste de PDG de Radio-France, qui peuvent à tout moment se retirer, devaient se déclarer avant vendredi 10 novembre à minuit. Les sages se

peut décider, le cas échéant, de coopter d'autres personnalités, avant de procéder dans les jours qui viennent à une serie d'auditions.

Le CSA désignera le nouveau président de Radio-France le 23 novembre

Le PDG sortant, Jean Maheu, a su préserver l'intégrité du secteur public radiophonique en dépit des turbulences budgétaires et des grèves. Son successeur trouvera des comptes en ordre et une audience en hausse

à commencer par l'intéressé lui-même. Jean Maheu quitte Radio-France à l'heure dite, après six ans de mandat. L'homme, qui avoue aujourd'hui, en confidence, « avoir plusieurs fois songé » à quitter la place, notamment après la dure grève de 1990, se félicite du calme qui règne dans les murs et se targue, non sans raisons, de «laisser la maison en bon état ». Aucune des paroisses de la Maison ronde -France-Inter, France-Musique et France-Culture, Radio-Bleue, Prance-Info et les neuf stations de FIP, les chœurs, les deux orchestres et la maîtrise, les trente-neuf « locales » (stations décentralisées) n'auront été affectées par les discussions budgétaires ou les vagues de grèves. Souvent critiqué et moqué par le pouvoir en place, Jean Maheu quittera la présidence le 29 novembre, après que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) aura désigné son successeur parmi la

petite dizaine de candidats déclarés. Quand Jean Maheu arrive à la tête de Radio-France, en février 1989, il succède à trois présidents hauts en couleur. Les « locales » doivent leur naissance et leur succès à Jacqueline Baudrier et Jean-Noël Jeanneney, Après eux, Roland Faure - aujourd'hui membre du

CSA et vaillant pionnier de la radio numérique (digital oudio broadcasting, ou DAB) - invente France-Info. « L'une des deux grandes innovations de l'oudiovisuel, avec Canol Phus », reconnaît Jean Maheu. Sa marque personnelle, pour être moins visible, n'en est pas moins

D'abord, il a préservé l'intégrité du secteur public de la radio contre toutes les velléités de démantèlement ou de filialisation régulièrement remises sur le tapis par les dé-potés RPR, comme Bertrand Cousin. Il se flatte aussi d'avoir rétabli l'équilibre des comptes: Radio-France dégage de très légers bénéfices, quand les déficits avaient atteint 3 millions, puis 13 millions et 63 millions, en 1989, 1990, et 1991. Le président est fier, enfin, d'avoir préservé l'emploi. « Je ne suis pas sûr que si j'avais choisi de me livrer à des licenciements, les pouvoirs publics m'auraient contrarié », risque

Huit candidats déclarés

Huit personnalités ont fait officiellement acte de candidature, vendredi 10 novembre en fin de sofrée, auprès du président du CSA, selon la procédure établie (Le Monde du 19 octobre). Cinq candidats ont confirmé leur candidature au Monde: • Pierre Bouteiller, directeur des programmes de France-Inter; • Patrice Duhamel, ex-directeur de l'information de La Cinq, directeur général délégué aux antennes de Radio-France; Yves Mourousi, ancien rédacteur en chef et présentateur du journal de 13 heures à TF1 (1975-1988), directeur délégué de

• Jacques Renard, ex-directeur de cabinet du ministre de la culture Jack Lang, directeur général de la Bibliothèque de Prance et chargé de mission au Conseil de l'Enrope; Michel Blanc, ex-conseiller d'André Holleaux à FR 3, PDG de Banexi-Communication, directeur au secrétariat général du gouvernement entre 1991 et 1995. Les autres candidats seraient Philippe Meyer, chroniqueur à France-Inter, Alain Veinstein, producteur des « Nuits mamétiques » à France-Culture, et Gérard Bardy, directeur de la rédaction de Pélerin mogazine. • Cette liste n'est pas exhaustive. Le CSA a la possibilité de proposer

Jean Maheu dans une de ces litotes dont il a le secret. Sous sa présidence. l'audience de France-Info triple entre le printemps 1989 et le printemps 1995, France-Inter endigue sa chute et devient, grâce à une programmatioo intelligente et. aux erreurs d'Europe 1, la seconde radio généraliste de France, après RTL. En six ans, et alors que les FM musicales continuent de se professionnaliser et preument leur essor, l'audience de la radio publique progresse, en valeur absolue et relative. Avec 23,1 % de part de volume d'écoute (12 millions d'auditeurs environ) au dernier sondage Médiamétrie, contre 18,4 % en avrilmai 1989 (9 millions d'auditeurs), Radio-France séduit, chaque jour, un auditeur de radio sur quatre.

A l'intérieur de la maison, certains pointent, pourtant, les marques de l'«ímmobilisme» des six dernières années. A Jean Maheu. on reproche ainsi de ne pas savoir « violer la tutelle pour obtenir des sous ». Il a laissé mourir Superioustic, la radio des moins de quinze ans, en 1992. Il a fermé les « locales » de Marseille, Lyon et Nice. On regrette, d'une manière générale, « qu'oucun produit nouveou n'oît été lancé ». Jean Mabeu rétorque que la radio de demain, sur le câble, le satellite, le « net » et par de la communication, Nicolas Sar-

DAB, nécessite un « travail en profondeur », dans le temps et sans esbroufe. Mais concède, in fine, un « regret »: celui de n'avoir pas pu racheter Radio-Classique, auiourd'hui cinquième radio parisienne, très loin devant France-Mu-

« Falloit-il foire dovantoge de théttre? C'est vrai que l'audiovisuel en est friond », reconnaît aujourd'hui le président. Féru de littérature et poète à ses heures, ce n'est pas un homme de moulinets ni de mondanités médiatiques. Le petit gotha de la radio et de la télévision oe l'a jamais compté parmi les

« HOMME HABILE » Politiquement inclassable, même si son coeur et ses amis sont phinôt à gauche, l'homme n'a guère de soutiens politiques. « Je ne me fuis aucume illusion ; je ne suis pas quelqu'un qui pèse lourd dans lo République », dit Jean Maheu. Alain Carignon et son conseiller, Jean-Louis Dutaret, lui menèrent, à l'époque, la vie dure. Piètre négociateur, accusé de manquer de courage dans les moments difficiles, Jean Maheu est aussi « lâché » en 1994 - la plus grande grève dans l'histoire de Radio-France - par le ministre chargé

kozy, et coiffé par un médiateur. Pourtant, grâce à un cabinet efficace - * des femmes fines et fortes », dit-il eo parlant d'Anne Coutard et de Sophie Bartuet -, Jean Maheu mène à bien sa tâche. « Il o su loisser les grilles se façonner, murir et se construire, explique un expert des médias. France-Info doit doit précisément son succès à la stabilité de sa grille. . Radio-France, pour Jean Maheu, n'a pas besoin de révolu-

« C'est plus un homme hobile qu'à poigne », commente un observateur. Jean Maheu n'hésite pas à le dire : Il préfère · donner des gages que couper des têtes ». Son moindre exploit n'est pas de faire cohabiter. sons l'ère balladurienne, l'ex-directeur du Provençal, Ivan Levai, réputé pour ses sympathies de gauche, avec l'ancien directeur de La Cinq, Patrice Duhamel, discrètement re-

commandé par le pouvoir. Elu sur un caprice du CSA contre Jean Izard, ex-directeur général et « pilier » de la maison, Gérard Unget, ancien président de la Sofirad, et Jean-Pierre Hoss, ancien directeur général de RMC, Jean Maheu, l'outsider, a pris soin de oe pas prendre parti dans la course à sa

Ariane Chemin

SPORTS

Patrick Faure, président de Renault Sport

« En 1996, nous devrons prouver que nous pouvons gagner sans Michael Schumacher »

Le départ du champion du monde, qui réjoint l'écurie Ferrari, constitue un nouveau défi pour le motoriste français

LE GRAND PRIX d'Australie, qui devait se courir dimanche 12 oovembre sur le circuit d'Adélaîde, est la dernière épreuve de la saison 1995. La course est sans enjeu pour le titre mondial des pilotes, attribué à Michael Schumacher, comme pour celui des constructeurs, qui est revenu à

l'écurie Benetton-Renault. A quarante-neuf ans, Patrick Faure, président de Renault Sport, occupe le poste de numéro deux dans la hiérarchie de Renault, derrière Louis Schweitzer. Il supervise la participation du constructeur au championnat du monde de formule i. Cette année, aux côtés de Benetton et de Williams, la marque française a obtenu les meilleurs résultats de son histoire : quinze victoires sur les seize Grands Prix disputés. Renault dispose encore de deux ans de contrat avec les deux sa, par l'intermédiaire de nos ingé-

maintenir son moteur au premier

«En 1995, vous avez décidé d'équiper les deux meilleures écuries de formule 1 de votre moteur V 10. Cette stratégie peutelle être maintenue en dépit de la déception de Frank Williams, votre plus ancien partenaire?

- Frank Williams aurait préféré garder seul le moteur Renault, c'est incontestable. Mais il a joué le jeu honnêtement, comme nous l'avons fait. Car, en dehors de la réussite sportive, notre plus grand succès, cette saison, est qu'il o'y a jamais eu l'ombre d'un doute sur notre objectivité. Nous avons fourni aux deux équipes le même matériel. Nous avons veillé à ce qo'aucune information ne soit transmise de Benetton à Williams, et vice ver-

ambiance pendant toute la durée de la saison.

de nouveaux candidats avant de

procéder aux auditions.

 Michael Schumacher a signé son deuxième titre moodial co partie grace à Renault. Il s'en va chez Ferrari. Cela rend-il plus difficile l'exploitation commerciale du titre?

- Le départ de Michael Schumacher nous fait d'abord perdre un grand pilote. Mais je crois que la bonne image liée à nos victoires s'est portée autant sur Renault que sur le pilote. C'est sans doute un peu dommage pour nos efforts d'implantation sur le marché allemand. Nous avions commence à travailler avec Michael sur la Laguoa, par exemple. Mais nous comptons sur Gerhard Berger pour l'avenir. Il est autrichien et il est très populaire en Allemagne du Sud. D'autre part, l'arrivée de Jean Alesi chez Benetton nous laisse espérer un plus sur le marché natiooal. Et puis, avec le départ de Michael Schumacher pour Ferrari, Renault a trouvé un nouveau chal-

écuries, et Patrick Faure espère nieurs et de nos techniciens. Cela a lenge pour 1996. Nous devrons permis de maintenir une bonne prouver que oous pouvons gagner sans lui, et même contre lui. La saison prochaine, on assistera probablement à un resserrement des valeurs. Dans ce contexte, le départ du champion du moode a d'ores et déjà provoqué dans l'équipe de Re-

nault Sport un sursaut d'orgueil. - Cette saison, vous avez remporté quinze des seize Grands Prix déjà disputés. Avez-vous pu mesurer, en termes d'image, les bénéfices d'un tel résultat ?

- C'est très difficile à quantifier. Lorsque, d'une année sur l'autre, nous constatons que les ventes de voitures Renault font un bood dans un pays, oous savons que la formule 1 y est pour quelque chose, sans pouvoir mesurer de manière statistique quelle en est la part. Mais, dans le réseau commercial, on nous rapporte que beauconp de clieots abordent volontiers le sujet du championnat du monde et de nos victoires. Quand oo gagne en formule I, c'est uo jackpot publicitaire. Quand oo perd, c'est un gros déficit en termes d'image. Se pose alors le problème de la lourdeur de l'investissement. Nous avons voulu insister cette année sur la régularité. Les quatre pilotes qui couraient avec un moteur Renault ont au moins gagné un Grand Prix. Lorsque oous avons décidé de revenir en formule 1, Raymond Lévy, le président de l'époque, m'avait dit qu'il ne voulait pas une politique de coups d'éclat sans lendemain, mals une régularité dans les performances. Depuis dix ans, toute la politique de communication de l'entreprise tourne autour de la qualité et de la fiabilité. A ce titre, la formule I recèle aussi un enjeu interne. Elle est un excellent exemple pour tous les gens qui travallent chez Renault.

- 1995 restera aussi comme l'année où vous avez abandonné Ligier au profit de Benetton. Estce le renoncement définitif à une option franco-française?

- Il n'y a plus d'écurie nationale en formule 1. Ferrari est italienne. Soit. Mais son directeur sportif est français, son ingénieur moteur jaen 1996 allemand et irlandais. L'important, c'est de coostituer un

Voinqueur 1994 : Nigel Monsell (Grande Bretagne/Williams-Renault) Medieur tour en course : Michael Sch [Allemagne/Beneton-Ford] 1 min 17 s 140 Pole position 1994 : Nigel Mansell (Grande Bretogne/Williams-Renoult) 1 min 16 s 179 Longueur du circuit : 3,780 km Les impressions de Rubens Barrichello (pilote fordan-Pengeot) "Adelaide n'est pas un tirauit en ville typique da geure. Quelquefois, vous prinsez que vous étes sur ou circuit normal. Mais c'est un circuit diffisile. très bosselé avec beautoup de changements de direction, aussi vous devez être très attentif. Personnellement, je pense que notre volture s'y comportera blen. J'ai terminé quatrième l'année dernièse et l'espère améliorer ce résultat.

Grand Prix d'Australie

L'état de santé de Mika Hakkinen s'améliore

Mika Hakkinen, victime d'on grave accident lors de la séance d'essai du Grand Prix de formule 1 d'Adélaide, vendredi 10 novembre, se remet progressivement. Selon le dernier communiqué, publié samedi par le Royal Hospital d'Adé-laide, « il y a eu une amélioration significative de l'état de Mika Hakkinen. Il est conscient, s'assoit et parle. Il restera néanmoins en observation en soins intensifs durant les prochaines quarante-huit heures ». Le pilote finlandais peut maintenant bouger tous ses membres. « Le docteur a même dit que si tout continuait comme cela, il ne voyait pas pourquoi Mika ne pourrait pas reconduire », a expliqué Ron Den-nis, le patron de l'écurie McLaren. La McLaren-Mercedes de Mika Hakkinen était sortie de la route dans une courbe rapide et avait

percuté un mur insuffisamment

protégé par des pneumatiques.

châssis et le moteur, le jeu n'eo vaut pas la chandelle. Cela représente un risque technique et financier trop important. - Voca voua êtes séparéa d'Alain Prost eo fin de saison. Etiez-vous insatisfait de votre collaboration?

cocktail qui gagne. Je ne vois pas le

sens d'une option franco-fran-

çaise. Quant à l'idée de Renault

opérateur unique fabriquant le

- le crois que nous n'avons pas réussi à trouver notre place l'un par rapport à l'autre. Il était difficile de lui offrir une situation conforme à la dimension du pilote qu'il a été. Il n'a pas trouvé ce qui l'intéressait. Nous non plus. Je ne désespère pas qu'à l'avenir nous ayons encore des proiets en commun. Et le constate qu'il o'est pas facile pour un champion de sa dimension de se réintégrer dans la

- Pouvez-vous imaginer nn jour Renault sans la formule 1?

- Nous sommes là au moins jusqu'en 1997. Je crois que nous avons marqué le début des années 90; on peut parler d'une époque Renault de la formule 1, comme il y a en une époque Honda. Je remarque d'ailleurs qu'ils sont encore cités dans le monde entier par le public et sur les circuits alors qu'ils se sont retirés de la formule I depuis déjà trois ans. Il est certain que nous allons être de plus en plus menacés par nos concurrents, et qu'il est difficile de se maintenir sans cesse au plus haut niveau. Mais imaginer Renault sans la formule 1 m'est vraiment difficile. Il y a aujourd'hui au sein de l'entreprise un réel attachement pour la discipline. Et puis nous savons qu'elle est tellement au dessus du reste. Par quoi la remplacer? Il n'y a pas de défi sportif comparable pour un grand constructeur automobile. »

Propos recueillis par

Manière de voir *LEMONDE* Le trimestriel édité par

diplomatique LES NOUVEAUX MAÎTRES

Une nouvelle classe dominante conquiert la planète, imposant un ordre hegémonique fondé sur la toute puissance du marché,

DU MONDE

prenant en otage le pouvoir politique et soumettant les peuples Comment résister à cette moderne tyrannie et préparer la voie

Les articles de ce numéro décrivent et analysent le profil des conquerants et les moyens de leur puissance, les ruptures et les résistances qui se monifestent et s'organisent.

à un autre modèle de société sociolement et écologiquement

Pouvoirs, fin de siècle, par Ignacio Ramonet. - Sous les ailes du capitalisme planetoire, par Frédéric F. Clairmont et John Canavagh. - Au carnaval des prédateurs, par Christian de Brie. - Dans la spirale de la dette, par Michel Chossudovsky. - Défense et illustration de la domination des marchès, par François Chesnais. - Nationalismes et intégrismes, par Somi Naïr. - Pour sortir de l'impasse libérale, par Claude Julien. - Construire la paix, par Maurice Bertrand. - Économie et modèle de société, par Christian Coméliau. - Vers un codéveloppement mondial, par Ignacy Sachs, et de nombreux autres articles...

Chez votre marchand de journaux - 42 F

Report du lancement par Ariane du satellite européen ISO

(Guyane française) de notre envoyé spécial Le lancement par Ariane du satellite européen ISO (Infrared Satellite Observatory), prévu, samedi 11 novembre à 2 h 42 (beure de Paris), a été reporté, une anomalie ayant été constatée sur un ordinateur de bord du lanceur européen en métropole. L'ordinateur monté sur l'Ariane 44 P du 80° tir de la fusée avait passé avec succès tous les tests, mais un cnurt-circuit s'était produit lors d'essais menés il y a trois semaines sur un appareil similaire, destiné à un autre lanceur. La campagne de préparatinn s'était cependant poursuivie tandis que Matra s'efforçait d'identifier l'origine de l'anomalie. Pari perdu, puisqu'elle n'a pas en-

core été découverte. La durée du

report - cinq à six jours au mini-

mum, peut-être beaucoup plus -

dépend désormais de la célérité et

de la perspicacité des ingénieurs.

La congélation-décongélation des ovules est sur le point d'être maîtrisée

Un groupe de chercheurs britanniques aurait produit des souriceaux normaux grâce à ce procédé

realisé cette expérience, reste neanmoins Un groupe de spécialistes britanniques de la bio-logie de la reproduction vient d'annoncer qu'il lation-décongélation de l'ovule dans la perspec-tive d'une assistance à la procréation. Le profes-

UN GROUPE de spécialistes bri-tanniques de la binlogie de la reproduction vient d'annoncer qu'il est sur le point de maîtriser totalement la congélation-décongélation d'ovules humains. Cette information, publiée à la « une » du Times daté 9 novembre, émane d'une équipe de l'université de Cambridge dirigée par le professeur Martin Johnson. Elle ne renvoie a priori à aucune publication scientifique détaillée. L'équipe britannique explique en substance avoir réussi la congélation-décongélation d'ovules chez les souris grâce à la mise au point d'une technique qui, appliquée à l'espèce humaine, a déjà permis d'ohtenir des cellules sexuelles féminines « proches de la normale ».

est en passe de maîtriser le processus de congé-

Le professeur Inhuson explique qu'il est parvenu à congeler des ovules de souris, à les décongeler, puis à les faire fertiliser in vitro et à nbtenir enfin après implantation des embryons des souriceaux normaux. Prudent, il refuse de prédire quand un tel procédé pourra, en

pratique, trouver une application dans l'espèce humaine, limitant néanmoins le pronostic « entre un et trois ans ».

Disposer d'une technique permettant de congeler puis de décongeler des neules humains constituera une profonde révolution dans la maîtrise des processus de procréation. Il y a dix ans, une équipe médicale australienne annonçait avoir réussi une fécondation in vitro à partir d'un ovule conservé par congélation (Le Monde du 21 décembre 1985), On pensait alors qu'il s'agissait d'un véritable saut technique ouvrant toutes grandes les portes de la science-fiction dans le champ de la reproduction humaine médicali-

La pièce manquante du puzzle moderne des manipulations des cellules sexuelles humaines n'était pourtant pas alors acquise. En dépit de publications scientifiques du docteur Christopher Chen (université d'Australie du Sud, Adélaide), la congélation-décongélation de

prudent sur la possibilité d'application de ce procédé à l'espèce humaine. seur Martin Johnson, qui dirige l'équipe ayant l'ovocyte humain demeurait un profond mystère. Cette impossibilité apparaît d'autant plus paradoxale que l'on sait depuis longtemps déjà congeler les

INSTABILITÉ

Les difficultés de la congélationdécongélation de l'ovule tiennent aux caractéristiques de cette celhile. « A la différence des spermatozoides, l'ovule est une cellule sexuelle d'une très grande instabilité située dans un processus de division qui s'achève lorsqu'elle est pénétrée par le spermatozoïde, explique le professeur Georges David, spécialiste de la physiologie de la reproduction et fondateur des Centres d'études et de conservation du sperme. Elle est notamment composée de microtubules dont les structures sont très sensibles à l'action du froid. Il y a là une série d'obstacles

HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qu'on voit souvent sur leurs

mules. — II. Qui s'est habitué aux opéra-

tions. L'action de celui qui descend. -

III. La moitié de la soirée, Parler comme

dans une chambre, - IV. Couture dans un

tissu précieux. Tient à l'œil. Est parfois très

cool. - V.A le bras long. Un vrai guépier,

parfois. Peut-être envoyés au diable. -

VI. Sur la Loire. En Champagne. Bien ouvertes. - VII. Un peu d'espoir. Passe à Au-

turn. - VIII. Son nid permet d'observer.

Dessous de table. - IX. Lécumes d'Angle-

terre. Fournit des noix. VIIe de Serbie. -

X. Oui a du mal à réaliser ses aspirations.

Different. - XI. Faire un travail de matelot.

Pourraient s'attaquer à tout un quartier. -

"XIL Pousse un cri. Peut conduire à la

spermatoznides et que, après la

mise au point de la fécondation in

vitro, on avait réussi, dans les an-

nées 80, à congeler des embryons

jusqu'à présent infranchissables pour la congélation, et les quelques succès sporadiques annoncés ici ou là n'ont en fait jamais pu être repro-

duits » La réussite annuncée chez la souris et le pronostic d'un prochain succès avec les ovules humains soulèvent une nouvelle fois la très délicate question des conséquences de telles manipulations sur l'intégrité des cellules sexuelles et des embryons ainsi conçus. Sur un autre plan, parce qu'elle complète la gamme des possibilités d'assistance médicale à la procréation, cette technique achève la dissociation entre sexualité et procréation en permettant de stocker indéfiniment les cellules sexuelles masculines et féminines. Déià, des projets existent outre-Atlantique consistant à proposer sur une large échelle la conservation par congélation des cellules sexuelles dès la majorité, une stérilisation chirurgicale étant ensuite pratiquée.

mille. Accommodés pour que les reliefs de-

viennent plats. Pronom. – 6. Engrais azoté.

Un gaz inerte. Cultivé s'il est blanc. - 7. On

peut le perdre quand on s'écarte. Sur le lac

Léman. Il faut ouvrir l'œil quand elle est à

l'oreille. - 8. Adverbe. Peut nous tenir la

iambe. - 9. Peut faire quelque chose de ses

dix doigts. Partie de poulie. - 10. Bien vrai.

Descrierre d'une série. Coule à l'Est. Oui a tout quitté. - 11. Sévère. Endroits où l'on

peut entendre des râles. - 12. Fume dans

l'Antarctique. Cité. Ses jours ne sont pas

comptés. - 13. Couche dans les rochers.

Dont on ne parle plus. - 14. Comme la

bouche quand on est assis. Souvent avan-

tageux quand ils sont grands. Traft de lu-

mière. - 15. Une spécialiste des mises en

Jean-Yves Nau

MAGROALIMENTAIRE: le ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation vient de décider, en accord avec les organisations professionnelles, la mise en place d'un dispositif visant à limiter la propagation d'un agent pathogène de la pomme de terre, la bactérie Burkholderia solanacearum. Celle-ci, responsable de la pourriture brune (« brown-rot »). se répand actuellement à une vitesse inquiétante aux Pays-Bas, premier exportateur de pommes de terre dans les pays de l'Union européenne. Quatre variétés de pommes de terre (Bildstar, Spunta, Désirée et Bartina) sont reconnues contaminées. Une réunion doit avoir lieu à Bruxelles, hundi 13 novembre, afin de décider des mesures à prendre pour limiter l'introduction et la dissémination de cet agent infectieux dans les différents pays d'Europe.

CLIMATS: de nombreuses régions tempérées - notamment d'Europe continentale - seront soumises, avant la fin du siècle, à une augmentation de l'exposition aux ultraviolets, qui pourrait être à l'origine d'une élévation significative du taux de cancers de la peau et d'altération du patrimoine génétique des plantes. Ces conclusions alarmistes sont issues d'une étude publiée par la revue Nature dans laquelle. Dan Lubin (université de Californie) et Elsa Jensen (Seaspace corporation de San Diego) proposent une évaluation globale, pour les cent prochaines années, du flux d'ultraviolets atteignant le sol en regard de la dégradation de la conche d'ozone stratosphérique.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

A la suite de monvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'impossibilité de publier Jes prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous

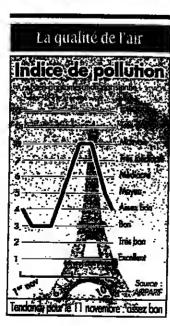
Pluies fortes sur le Sud-Ouest

UNE DÉPRESSION se creuse sur le proche Atlantique et une perturbation associée est remontee d'Espagne. A l'avant de cette perturbation, de l'air chaud provenant d'Algérie s'humidifie sur la Méditerranée, tandis qu'à l'arrière de l'air froid en altitude descend sur l'Atlantique. Dues au conflit de ces deux masses d'air, des précipitations abondantes se poursuivront sur le

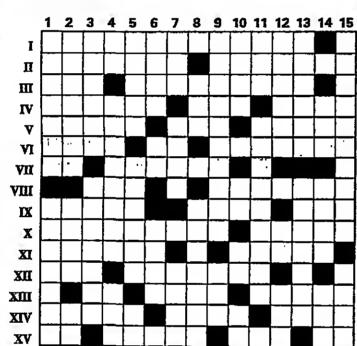
Le matin, les précipitations modérées se situeront de l'Arière et des Pyrénées-Orientales au sud du Massif Central et aux Cévennes jusqu'au golfe du Lion. Elles seront accompagnées d'un fort vent de sud dans la vallée du Rhône, jusquà 100 km/h en rafales, ainsi que d'un veut d'est soutenu le long des côtes varoises. Sur les autres régions, la journée sera maussade. L'après-midi, les pluies abondantes se décaleront vers l'est, sur l'Ardèche, la Drôme, Provence-Côte d'Azur, les Alpes du Sud et le Mercantour, et gagnerout la Corse. Des foyers orageux pourront se déclarer sur ces régions. Le vent fléchira mais sera encore sensible sur la Corse, de sud-est jusqu'à 100 km/h en pointe. Sur le reste du pays, la gri-

saille et les pluies faibles persisteront. Les températures resteront douces et supérieures aux normales saisonnières, de 13 à 18 degrés l'après-midi du Nord au Sud.

(Document établi avec le supporttechnique spécial de Météo-France.)



MOTS CROISÉS



Builetin à renvoyer accumpagné de votre règlement à : Le Monde Service abounsemer 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 (vry-sur-Seine Cedez - Tél. : 16 (f) 49-60-32-90.

* LE MONEE > (USPS = 0007725) is published daily for \$ 852 per year < LE MONEE > 1, place Bubbert-Beave-Méry 9452 lyry-om-Scies, Brance, second class postage publist. Champisis N.Y. US, and additional number offices. POSTMASTER : Send address changes to 10.5 of 14-7 Bez 1514, Champisis N.Y. USPS-1514 Pour les aboussements sourchs aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3390 Pacific Avenue Schiz 49 Vinginia Beach VA 25431-2983 USA 7ed.: 8004283-815

postal; par Carte bancaire

 Tarif antres pays étrangers ◆ Paiement par prélèvements automatiques mensoels. 33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du hundi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

1038 F

 par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) Renseignements: Portage à domicile

Suspension vacances.

PARIS EN VISITE

3 mois

☐ 6 mois

□ 1 an

Nom:.

Pays:

Adresse:

Ci-joint mon règlement de :

Signature et date obligatoires Changement d'adresse :

Mardi 14 novembre ■ DE SUFFREN à La Bourdonnais (50 F), 11 et 15 heures, sortie du métro Raspail (Emilie de Langlade). MUSÉE DE LA LÉGION D'HONNEUR (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 2, rue de Bellechasse (Institut culturel de Paris).

■ DE BLANCHE À TRINITÉ (60 F), 14 h 30, sortie du métro Blanche (Vincent de Langlade). ■ MAISON DE BALZAC: exposition Balzac imprimeur (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Musées de la Ville de Pa-

MAISON DE VICTOR HUGO (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7,

avenue Vélasquez (Musées de la Ville de Paris). ■ MUSÉE BOURDELLE (25 F +

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABD LES SERVICES

FF par chèque bancaire ou

1 560 F

572 F

2 086 F

morgue. - XIII. Na pas un grand lit. Na pas une bonne tête. Chevalier, à la montagne. - XIV. Piège. Réunion de familles.

tresse en sabots.

Ville de Paris).

beth Romann).

DU

VERTICALEMENT 1. Ne se fait parfois qu'après examen. Fond dans la bouche. - 2. Rongent dans des forêts d'Amérique. Coule chez des voisins. Paresseux. - 3. Une unité pour l'hôtelier. Sont très utiles dans les cabarets. - 4. Une ferrure. Qui ont rapport à un os. Qui a beaucoup servi. - 5. Entre la classe et la fa-

toine- Bourdelle (Musées de la

■ MUSÉE CARNAVALET: la de-

meure parisienne au XVIII^a siècle

(25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23,

rue de Sévigné (Musées de la Ville

de Paris); des origines de Paris au

XV siècle (50 F + prix d'entrée),

14 h 30, 23, rue de Sévigné (Elisa-

MUSEE DE LA POLICE (50 F),

14 h 30, sortie du métro Maubert-

Circulait en Espagne. - XV. Dans un alpha-bet étranger. Greffée. Article. Une prê-

plis. Une pièce très sombre.

SOLUTION DU Nº 6689

HORIZONTALEMENT

1. Dépistage. - II. Epileuses. - III. Papillon. - IV. Eté. Lices. - V. Nés. Epire. - VL AIL Criait. - VII. Issu. Hoi. - VIII. Le. Murène. -IX. Hum 1 Sr. - X. Etalage. - XI. Sélénite. VERTICALEMENT

1. Dépenaillés. - 2. Epateuse. Tê. -3. Pipes. Hal. - 4. Ili. Cumule. - 5. Seller. Uman. - 6. Tulipier. G.L. - 7. Asociale. Et. -6. Génerions. – 9. Es. Sétiers.

prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue An- Mutualité devant Le VIIIage Ronsard (Pietre-Yves Jasiet). ■ LA PROMENADE PLANTÉE espace vert sur l'ancienne voie de chemin de fer Bastille-Vincennes (40 F), 14 h 30, sortie du métro Montgallet (Sauvegarde du Paris

LE CARNET

40-65-25-25 3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56 -- (1) 43-37-65-11 index et microfilms: (1) 40-65-29-33 Cnurs de la Bourse : . 3615-LE MONDE Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Monde

Se Monde est étite par le SA Le Monde, so-cété anonyme avec directoire et corsel de suneillance.

La reproduction de tout anide est intendite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN: 0395-2037

12, rue M. Gunsbourg, 94852 kry-cedes. PRINTED IN FRANCE

133, avenue des Champs-Elysées

historique).

LE QUARTIER DE L'UNIVERSI-TÉ ET DES COLLÈGES (40 F), 14 h 30, devant l'église Saint-Julienle-Pauvre (Sauvegarde du Paris historique).

DU VOYAGEUR

FRANCE. Le personnel de la société Technique, Environnement et . Propreté (TEP), chargée du nettoyage de l'aérogare d'Orly-Sud, est en grève pour une durée indéterminée. Un service minimum est assuré, mais les passagers risquent néanmoins d'avoir à supporter une certaine saleté. - (AFR) ■ LYON. Pour faciliter des travaux

de rénovation, le tunnel sous Fourvière sera interdit pendant trois mois aux poids lourds de plus de 7,5 tonnes à partir du 20 novembre. Les camions en transit dans l'aggiomération iyonnaise deviont emprunter la rucade est pour contourner Lyon. - (AFP.) MANCHE: Eurotunnel, qui a feté, mardi 7 novembre, le passage de la millionième voiture empruntant le tunnel sous la Manche depuis son nuverture au public en décembre 1994, va baisser ses tarifs voitures d'environ 3 % au départ de la France en 1996 et proposer de 75409 Paris Cedex 08 nombreuses promotions pour le Tél.:(1) 44-43-76-00; fax:(1) 44-43-77-30 début de l'aunée. – (AFP, Remer.)

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

TANDIS que Sir Thomas Beecham conduisait à Londres l'Orchestre de notre Société des concerts, Charles Munch dirigeait au Théâtre des Champs-Elysées l'Orchestre philharmonique de Londres : échange de politesses et de bravos. Ou ne les a point ménages 'aux 'musiciens' d'outre-Manche, non seulement parce qu'ils cot, une fois de plus, montre la plus souple discipline et les meilleures qualités d'exécution. mais anssi par reconnaissance pour les mappréciables services qu'ils ont rendus, pendant toute la hii faisant la plus large place dans

leurs programmes.

Après que, dans le Concerto de Schumann (dont l'interprétation s'accommode mieux à la virilité qu'à la grace féminine), Ellen Joice eut fait valoir de jolies sonorités et des qualités de finesse qui font d'elle une brillante pianiste et en feront certainement une brillante virtuose, Charles Munch a donné la première audition en France d'une Symphonie du compositeur britannique Walton.

Œuvre intéressante, bien écrite, bien équilibrée, où passent, dans l'allegro initiai, quelques visions d'une Espagne ravelienne, où les syncopes du scherzo évoquent le souvenir de Stravinsky en donnant au premier tromboue l'occasion de montrer toute sa maîtrise; vient ensuite un très bei andante avec de jolies trouvailles mélodiques, des câlineries de fifite et de hautbois, de l'émotion, mais mesurée et discrète ; un finale enfin largement développé, fougueux, romantique. achève l'ouvrage qui est peut-être gagné à être resserré davantage, mais qui est certainement plein de musique. Charles Munch a bien servi l'auteur et l'a fait chaleureusement applaudir. Et quelle chose délicieuse que cette Water Music du vieux Haendel, quand elle est jouée comme elle le fut!

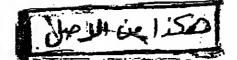
Section 1

40. L

René Dumesnil (13 novembre 1945.)



at the state of th



CULTURE

MARCHÉ DE L'ART Conservé depuis soixante-douze ans dans la collection du docteur Jean Dalsace, un rare papier collé de Picasso daté de 1914 sera mis aux enchères par

Mª Briest le 21 novembre. ● ESTIMÉ de 15 à 20 millions de francs sur le marche International, il perd la moitié de sa valeur théorique en raison du refus de certificat de sortie du

territoire signifié par le ministère de la culture, ce qui provoque la grogne des collectionneurs. • UNE PRÉEMPTION des Musées nationaux est toujours possible, mais un éven-

tuel acheteur privé pourra renouveler dans trois ans la demande d'exportation et réaliser ainsi une intéressante plus-value. Parmi les cette vente figure un dessin de Picasso, le magnifique portrait de la résistante et poétesse Madeleine Riffaud, réalisé à la Libération par le

Un papier collé de Picasso est mis en vente à Paris

« Verre, bouteille de vin, paquet de tabac, journal » est « un jalon essentiel de l'histoire de l'art français », selon le ministre de la culture. Interdit de sortie du territoire, il perd la moitié de sa valeur théorique, ce qui provoque la grogne des collectionneurs

« OUBLIER DROUOT... » Pierre Assouline titrait ainsi un des chapitres de sa monumentale biographie du grand marchand Daniel-Henry Kahnweiler. Citoyen allemand installé à Paris, ses biens avaient été saisis durant la première guerre mondiale. Et quels biens l'Le cubisme, dans sa presque totalité. Braque et Picasso, en particulier.

En quatre ventes, l'État français dispersa à bas prix un ensemble unique, spolia Kahnweiler du fruit de dix ans de travail, et frôla la catastrophe en jetant sur le marché plusieurs centaines de toiles.

La quatrième et demière vacation, les 7 et 8 mai 1923, dispersa quarante-six Braque, trente-six Derain, vingt-six Gris, dix-buit Leger, quatre-vingt douze Vlaminck, et a cinquante Picasso. Dont un papier collé, aujourd'hui considéré comme un des plus importants dans l'œuvre abondante du Catalan. Pierre Daix voit, dans le journal plie, un objet précurseur du readymade de Marcel Duchamp, ce qui est un peu abusif.

L'éternelle résistante

greffer sur l'œil des riches.



Elle est si belle qu'on l'imagine mal les armes à la main. Connue

sous le pseudonyme de « Rainer », Madeleine Riffaud tua pourtant

son premier homme à dix-neuf ans, sur le pont Mirabeau. C'était en

juillet 1944, et la victime était un Allemand. Arrêtée, elle devait être

exécutée mais fut sauvée par l'insurrection et la libération de Paris.

Paul Eluard, qui l'appelait « rebelle et terroriste », publia les poèmes

de Madeleine Riffaud dans l'Eternelle Revue. Il préfaça aussi son re-

cueil Le Poing fermé, pour lequel Picasso dessina un frontispice, ce si

pur portrait qu'il offrit à Madeleine Riffand pour son vingt et

nnième anniversaire. Elle s'en sépare aujourd'hui par l'intermé-

devenir Madeleine Riffaud. Mais résistante toujours : sa dernière ré-

bellion a pris la forme d'un voyage de protestation en Amérique du

Snd, où l'on prélève parfois la cornée des enfants pauvres pour la

e M° Briest. Pour tourner une page, oublier « Rainer » et re-

cant lorsqu'il présente ce travail comme une réussite parfaite du cubisme synthétique, et une œuvre chamière qui va permettre à Picasso de revenir au portrait, sans rien

Mais il est absolument convainabandonner des acquis du cubisme. Verre, bouteille de vin, paquet de tabac, journal, daté de mars 1914,

fut acquis par le docteur Jean Dalsace, propriétaire de la célèbre maison de verre construite par Pierre Chareau, rue Saint-Guillaume, qui l'emporta pour 380 francs (1 850 francs actuels, environ). Il était depuis conservé dans la famille, qui le prêtait volontiers lors des grandes rétrospectives. L'héritière d'Annie et Jean Dalsace doit aujourd'hui s'en séparer, et pensait, à juste titre, en tirer un meilleur prix à l'étranger. Elle demanda donc un certificat de sortie, au ministère de la culture qui, estimant que ce Picasso représente un « iglon essentiel dans l'histoire de l'art fronçais », refusa, le 23 août 1995. M' Briest a été alors chargé de le vendre à Drouot. Contrairement à une opinion répandue, l'interdiction de sortie est peu fréquente. Elle a, en

l'occurrence, permis que l'œuvre propriétaire pourra à nouveau desoit vendue à Paris plutôt qu'à New York. Elle risque aussi de signifier, pour le vendeur, une perte de plusieurs millions de francs. Me Briest estimait ce papier collé à 15 ou 20 millions sur le marché international. «Si le tableau doit rester en France, je crains qu'il ne soit difficile de déposser les 10 millions. »

« UNE GOUTTE D'EAU »

La mesure suscite aussi la colère de certains collectionneurs, dont Richard Rodriguez. L'homme a le sang chaud, il l'a prouvé en dénoncant la présence de faux tableaux de Basquiat à la FIAC, en 1994 (Le Monde du 20 décembre 1994). Il a expédié une lettre ouverte à Phihippe Douste-Blazy, qualifiant sa décision d'«inique» et lui rappelant que, sans les collectionneurs privés français, les tableaux de Kahnweiler seraient depuis long-

temps dispersés bors du pays. A cette époque, les conservateurs des musées nationaux brillèrent par leur absence. Pierre Assouline le leur a assez reproché: « Leur faute, leur très grande faute, ils l'ont déjà commise en ne présentant pas les requêtes circonstanciées qui auraient permis à Kahnweiler d'abtenir soit une mesure d'exception, soit une mesure conservatoire. En ne s'engogeant pas, ils pénalisent les peintres à court terme et le patrimoine national à long terme. Tout celo pour un produit commercial derisoire our yeux des gens de la Rue de Rivoli, qui tra se perdre aux finances dans lo caisse des dommages de guerre, une goutte

Les quatre ventes rapportèrent au pays la somme totale de 704 139 francs 1923, c'est-à-dire 3,48 millions de francs 1995. A lui tout seul, et malgré l'interdiction de sortie, le papier collé de Picasso devrait se vendre le triple. Pour peu qu'il soit préempté, on atteindrait le comble du ridicule. C'est pourtant la seule raison valable à son interdiction de sortie : en faisant baisser artificiellement la cote, l'Etat se donne la possibilité de l'acquérir à (très relativement, on l'a vu) moindres frais. Mais les enchérisseurs privés ont également tout intérêt à tenter de l'acquérir : l'interdiction de sortie ne vaut que pour trois ans. En 1999, son nouveau

du 9 au 30 novembre

GALERIE DES ARTISTES

55 rue du Montparnasse ouverture de 15h à 20h.

SCULPTURES contemporaines du ZIMBABWE

26 oct - 18 nov

Espace Electrica

1S, rue des Halles

75001 Paris

Tlj / sauf dim 12h - 21h

42.21.17.17

mander un certificat. L'Etat n'a pas d'obligation d'achat, mais il devra alors, s'il veut garder l'œuvre, la classer, et indemniser son détenteur au prix du marché international. qui a peu de chances d'être aussi bas dans trois ans qu'aujourd'hui. Faute d'une procédure de classement, le ministère de la culture devra laisser Verre, bouteille de vin, paquet de tabac, journal franchir nos frontières.

Il existe enfin une autre possibilité: une grosse fortune française pourrait également trouver avantage à s'offrir le papier collé, il fe-

paiement des droits de succession. Bref, l'acheteur, quels que solent ses motifs, sera gagnant. Mais l'affaire fait une victime : le vendeur. « L'Etat encourage la fraude », soupire M' Briest. Il faudra désormais une honnéteté sans faille pour résister à l'envie de passer discrètement les frontières, avec ses tableaux sous le bras. Et il faut être angélique pour se signaler à l'attention de l'administration en prétant ses trésors lors des grandes expositions de nos musées nationaux.

Harry Bellet

DANS LES GALERIES

CLAUDE VIALLAT

Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, 75004, Paris; tél.: 42-77-32-31. Du mardi an samedi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; jnsqn'an 21 novembre.

Peu à peu, par glissements progressifs, la peinture de Viallat est en train de changer. Longtemps, elle a paru statique, forte de ses principes et limitée par eux. Une forme tracée au pochoir se répétait régulièrement sur une surface qui pouvait être un fond monochrome ou un tissu de récupération, bâche de tente, toile cirée ou parasol. L'intérêt se concentrait dans les rapports de couleur et les différences d'épaisseur et de texture, selon que le peintre privilégiait l'harmonie ou l'acidité, la fluidité ou la densité. Il obtenait ainsi souvent des compositions éclatantes et fortement rythmées, mals contraintes par un système qui ne se renouvelait pas.

Dans ses œuvres les plus récentes, le fond n'est plus la surface sur laquelle apparaît la forme, des courants chromatiques le traversent, des découpages le brisent en fragments emboités. Quant à la torme, jusqu'alors invariable, elle semble par endroits s'amollir, ailleurs se contracter. Pour finir, elle éclate en triangles, comme un vitrail fracassé. Il n'est plus question de répétition, mais de variété, de passages, de liberté. Le jeu des couleurs n'obéit plus à aucune règle et s'élève jusqu'à une irrésistible spiendeur de tons

FRANÇOIS ROUAN

Gaierie Daniel Templon, 30, rue Beanbourg, 75003, Paris; tél.: 42-72-14-10. Jusqn'an 21 novembre.

L'exposition surprendra, et ne plaira pas à tout le monde. L'accrochage est dense, les tableaux encore plus. François Rouan rassemble ses Coquilles, une trentaine de toiles éclatantes de santé, aux couleurs vigoureuses et parfois d'une gaité surprenante en ces temps fatigués. Acidulées ou tendres, les Caquilles sont surtout foisonpantes : ... une manière d'instaurer un bordel illimité de reflets... », note l'artiste. Une manière de synthèse aussi : les Coquilles regroupent plusieurs éléments du vocahulaire de Rouan, tressage compris. Il y est question du corps, empreintes de paumes et d'avant-bras tendus vers des courbes somptueuses, banches pleines et seins rebondis.

La peinture gicle parfois, goutelettes spasmodiques ou jets plus denses qui ajoutent à la démesure de tableaux aux formats pourtant bien sages. Leur modestie même rend plus forte encore la voracité de peindre qui s'y manifeste.

Le Musée des beaux-arts de Lyon poursuit sa rénovation en ouvrant 25 nouvelles salles

Il doit bénéficier d'un legs important d'œuvres impressionnistes

Barre, et le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, se sont retrouvés place des Terreaux pour le troisieme acte de la rénovation du Musée des beaux-arts de Lyon, le palais Saint-Pierre. C'est en effet une étape décisive pour cet énorme chantier (il coûtera, à terme, plus de 400 millions de francs), ouvert en 1992 par son conservateur en chef, Philippe Durey: vingt-cinq salles nouvelles, 3 600 mètres carrés remis à neuf. Désormais, cinquante-cinq salles et près de 60 % de la surface totale sont réaména-

Ce sont d'abord les collections d'antiquités qui profitent de ces bouleversements mis en scène par les architectes Philippe Dubois et lean-Micbel Wilmotte. De l'Egypte a Rome et de la Grèce an Proche-Orient, les pièces sont installées dans des salles aux cimaises discrètes, à la lumière changeante: sourde et dramatique quand il s'agit d'évoquer un hypogée égyptien avec ses sarcophages et son mobilier funéraire, tamisée pour la rotonde où sont présentés les vases grecs, blanche pour mettre en valeur la célèbre koré archaïque de l'Acropole d'Athènes. La présence

LE MAIRE DE LYON, Raymond d'une importante section antique, augmentée de dépôts et d'achats. accentue le côté encyclopédique du Musée Saint-Pierre et lui donne un petit côté Louvre dont Philippe Durey est assez content.

> ACHEVER LE RÉAMÉNAGEMENT Les peintures du XVIIIe siècle. que l'on retrouve après avoir emprunté l'escalier monumental de Thomas Blanchet (1679), lui aussi rénové, bénéficient d'un éclairage zénithal. Ces œuvres ne sont pas le point fort des collections lyonnaises: à coté d'un vigoureux Desportes (une chasse au sanglier) et d'un beau portrait de Rigand (Le Groveur Drevet), on trouve un Greuze larmoyant, un Restout ennuyeux et un Boucher religieux. Le XIX', qui s'arrête (provisoirement) vers 1850, est plus riche. Après un très beau « saion des Fleurs » peuplé de beautés du Premier Empire sculptées par Chinard, l'école lyonnaise (Flandrin, Orsel, Berjon, Janmot) - assez monotone - alterne avec des toiles de Prud'hon (Me Anthony et ses fils), de Delacroix (Les Dernières Paroles de l'empereur Marc-Aurèle et surtout l'admirable Femme au perroquet) et de Géricault (La Monomone de l'en-

> Deux tranches, étalées sur trois ans, seront encore nécessaires pour

achever le réaménagement complet de l'établissement, qui pourra montrer dans de bonnes conditions ses collections impressionnistes et celles du XX siècle, Ces dernières sont pour le moment modestes, mais le Musée Saint-Pierre doit bénéficier d'un legs très important : celui de Jacqueline Delubac. La comédienne, qui fut l'actrice préférée (et la femme) de Sa-cha Guitry, a rassemblé au fil des années une soixantaine d'œuvres majeures signées Corot, Manet, Degas, Renoir, Rodin, Picasso, Léger, Dubuffet, Wilfredo Lam, Klein ou Bacon. Elle a accepté de les donner au musée de sa ville natale, qui consacrera plusieurs salles à cet ensemble exceptionnel. « Ainsi, le palais Saint-Pierre possédera la plus belle collection de toiles impressionnistes après celles de Paris, affirme Philippe Durey. Quant oux œuvres du XX siècle, elles assureront une liaison glorieuse avec le Musée d'art cantemporain que Renzo Piona achève au parc de la Tête-d'Or. » Ce demier ouvrira ses portes en même temps que la Biennale de Lyon, le

Emmanuel de Roux * Musée des beaux-arts de Lvon. 20, place des Terreaux, 69001 Lyon. Tel : 72-20-17-40. Guide des collections, 272 pages, 100 F.



RENDEZ-VOUS DES ARTS ANTIQUITES BROCANTE **PARIS** PLACE de la BASTILLE METRO 9-19 NOVEMBRE BASTILL ORGANISATION JOB. GARCIA 2 BIS RUE, JULES-BRETON 75013 PARIS

Tous les jours 11h - 19h - Noctume jeudi 9 jusqu'à 22h Michel COUCHAT

GALERIE YOSHII 8, Av. Matiguon 75008 Paris Peintures-triptyques-collages jusqu'au 18 Novembre 7 Décembre - 7 Janvier 96 **NEW YORK** 5 Février - 2 Mars 96

TOKYO

HIPPODROME D'AUTEUIL

PARIS XVI^c DU 10 AU 20 NOVEMBRE - TOUS LES JOURS DE 11 H À 20 H

> Vos contacts pour passer une annonce dans cette rubrique LE MONDE Publicité

☐ GALERIES: 44.43.76.20 ☐ ANTIQUAIRES: 44.43.76.23

Parking gratuit 4000 places - Tel. du Salon: 45-20-48-78



AU TRAVERS DES OLIVIERS (iranien,

BAD BOY BUBBY (*) (Austr., v.c.) : Gau-

mont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés.

40-30-20-10); Action Christine, 6: (43-

29-11-30: 36-65-70-621; Elysées Lin-

coln, 8 (43-59-36-14); Sept Pamas-

BYE-BYE (Fr.): Epée de 80k, 5º (43-37-

CA TOURNE À MANHATTAN (A., v.o.):

Gaumont les Halles, 1= (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Im-

érial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20penal, 2 (50-05/5-10); Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5

(43-26-58-00; 36-68-59-02); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-

55; res. 40-30-20-10); 14-Julliet Bas-

tille, 11° (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (36-

CARRINGTON (Fr.-Brit, v.o.): Lucer-

LA CÉRÉMONIE (Fr.): 14-Juillet Beau-

bourg, 3° (35-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12);

LE CONFESSIONNAL (Can.-Brit.-Fr.):

CORPS INFLAMMABLES (Fr.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47).

CORRIDOR (lituanien, vol.): Les Trois

Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 36-65-

LE COUVENT (Fr. Por., v.o.): Epée de Bois, 9° (43-37-57-47); Lucernaire, 6° (45-44-57-34).

CYCLO (*) (Fr.-vietnamien, v.o.): Gau-

mont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14' (43-

DOLLAR MAMBO (Mex.): Latina, 4º

DRAGON BALL Z (Jap., v.o.): UGC Ciné

Cité les Halles, 1" (36-68-68-58); George-V, 8" (36-68-43-47); v.f.: UGC Ciné-Cité les Halles, 1" (36-68-68-58); Rax, 2" (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14); George-V, 8" (36-68-43-47); Para-

mount Opéra, 9" (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon

Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobe-lins, 13* (36-68-22-27); Mistral, 14* (36-

65-70-41; rés. 40-30-20-10); UGC

L'ENFANT NOR (Fr.-guinéen, v.o.); Le République, 11° (48-05-51-33): Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49).

EXOTICA (*) (Can., v.o.) : Lucernaire, 6*

LA FLEUR DE MON SECRET (Esp., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1" (36-65-

70-67); Les Trois Luxembourg. 6º (46-

33-97-77; 36-65-70-43); George-V, 8*

(36-68-43-47); Majestic Bastille, 11* (36-68-48-56); UGC Gobelins, 13* (36-

68-22-27); Sept Parnassiens, 14' (43-20-

LA FOLIE DU ROI GEORGE (Brit., v.o.):

is Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23;

Convention, 15 (36-68-29-31).

Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

Foée de Bois \$ (43-37-57-47)

68-75-13; res. 40-30-20-10).

naire, 6 (45-44-57-34).

70-43).

(42-78-47-86).

(45-44-57-34).

siens, 14 (43-20-32-20).

v.o.): Lucemaire, 6 (45-44-57-34).

Hommage à Alain Guerrini

Le jazz en France doit beaucoup à ce passionné disparu. Une longue soirée lui sera consacrée

PLUS QUE TOUT discours, l'impressionnante liste des musiciens qui vont participer à une soirée d'hommage à Alain Guerrini dit l'estime dans laquelle il était tenu: Michel Petrucciani, Michel Graillier, Alain Jean-Marie, Aldo Romano, Simon Goubert, Richard Galliano, Christian Escoudé, Gérard Marais, Didier Lockwood, Patrice Caratini, Henri Texier, les frères Belmondo, Gleo Ferris, André Villeger, Claude Tissendier, François Jeanneau, des membres de Sixun, Emmanuel Bex, la fanfare de La Lichère... soit près d'une centaine de musiciens réu-



nissant trois générations. Alain Guerrini, mort le 13 avril (Le Monde daté 16-17 avril), avait fondé en 1976 le CIM, école de jazz, lieu d'échanges par lequel une bonne partie du jazz français était passée et continue de passer. La soirée se prolongera au Sunset, au Baiser salé et au Duc des Lom-

* Petit Journal-Montparnasse. 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. M-Galté, Montparmasse-Bienvenüe. A partir de 18 heures, le 12, Tél.: 43-21-56-70. 50 E

UNE SOIRÉE À PARIS

Sans doute le plus aventureux et le plus insaisissable des artistes du Bristol sound, ces « malaxeurs » de sons qui mêlept sans a priori dub, rap, pop et techno. Architectes de climats encore plus noirs que sa peau, Tricky o'en oublie pas les chansons pour autant.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouort, Paris-18. M. Anvers. 19 h 30, le 12. T&l. ; 42-31-31-31.

Ziggy Marley De la nombreuse famille du grand Boh, Ziggy est celui qui a connu la plus de succès. Sans doute grâce à un troublant mimétisme physique et vocal et un savoir-faire mélodique poo négligeable. En première partie : Bill Mao & The Burning Combo et Massilia Sound

Batacian, 50, boulevard Voltaire, Paris-11. Me Voltaire. 17 heures, le 12. TEL: 42-31-31-31. Taudi Symphony, Beigels Daisy

Dans le cadre du festival Banlieues qui bougent, actif demissionerms. deux groupes du label Big Cheese. maison de disques adepte du groove le plus élégant. Beigels

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

Film américain da Ron Howard

VO: UGC Ciné-Cité les Halles, 1* (36-68-68-58); UGC Ciné-Cité les Halles, 1* (36-68-68-58); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Publics Saint-Germain, 6* (36-68-75-55); UGC Montparmasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); GGC MONTPARMAGE (36-68-70-14); 36-68-70-14); GGC MONTPARMAGE (36-68-70-14); GGC

14); Geumont Marignan, 8 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); UGC Normandie,

8 (36-68-49-56): Geumont Opéra

rançais, 5º (36-68-75-55; rés. 40-30

20-10): Gaumont Grand Ecran Italia.

13 (36-68-75-13; res. 40-30-20-10);

Gaumont Kinopanorama, 19 (43-06-50-50; 36-68-75-15; rés. 40-30-20-10);

VF: Rex. 2* (36-68-70-23); Bretagne, 6* (36-65-70-37; rés. 40-30-20-10); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon

8astilla, 12 (36-68-62-33); Gaumo

Alesia, 14" (36-68-75-55; res. 40-30-20-

10) : Gaumont Convention, 19 (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé We-

pler, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-

14-Juillet Beaubourg, 3* (36-68-69-23);

14-Juillet Hautefeuille, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); L'Arlequin, 6 (36-

68-48-24); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-

10) : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-

35-43; 36-65-71-88; rés. 40-30-20-10);

Gaumont Opéra Français, 9º (36-68-75-

55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet 8as-tille, 11* (43-57-90-81; 36-68-69-27);

Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-

33 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobe-lins Fauvette, 13 (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-

32-20) ; 14-Juillet 8aaugrenalla, 15

(45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont

Convention, 15" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18" (36-68-20-

Espace Saint-Michel, 5º (44-07-20-49).

Film germano-belge de Ray Müller

65); L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63).

Film belge de Frank Van Passel

MANNEKEN PIS

90-81; 36-68-69-27).

LEN! RIEFENSTAHL, LE POUVOIR DES

VO: Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3- (36-68-

69-23); Saint-André-des-Arts II, 64 (43-

26-80-25); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-

LA CROISADE D'ANNE BURIDAN

Film francais da Judith Cahen

Film français de Laurent Sénégu

AU PETIT MARGUERY

UGC Maillot, 17º (36-68-31-34)

APOLLO 13

Daisy Toasts et leur jazz-soul-funky et Taudi Symphony, sensibles à l'Afrique comme à Cuba. Chaville (92). Salle des fêtes, 47, rue de 5talingrad. 20 h 30, le 11. 50 F.

Ray Barretto Accompagné du New World Spirit. groupe très en verve, le grand maître des congas, fer de lance d'un latin-jazz déluré, présente au public son dernier album, My 5ummertime (Owl-EMI). New Morning, 7-9, rue des Petites-

Ecuries, Paris-10. M Châteaud'Eau. 19 h 30, le 12. Tel.: 45-23-51-41. 130 F. Olympio. 20 h 30, le 13. Tel.: 47-42-25-49, 150 F. Clins de Lune, de Michel Kele-

Une trilogie qui regroupe le souvenir de l'ami mort, l'amour et le sida, un hymne aux danseurs. Kelemenis est un esthète, un formaliste, très préoccupé à donner du sens à sa danse sans pour autant tomber dans l'illustration. Une ligne toujours délicate à tenir : montrer sans démontrer. Théâtre de la Cité trafficationale.

UGC Ciné-Cité les Halles, 1" (36-68-68-58); UGC Odéon; 9: (36-68-37-62); Pu-21, bouleyard Jourdan, Rais-14. RER B Cite-Universitaire. 20 h 30, le 36-68-75-55; rés. 40,30-20-10); Geu-mont Opéra Français, 9 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 8 ienven0e Montpar-nasse, 15 (36-65-70-38; rés. 40-30-20-11 novembre. 16 h 30, le 12. Tel. 42-74-44-22. De 55 F à 110 F.

Film américain de Mike Gabriel

Film chinois de Zhang Yimou

LES EXCLUSIVITÉS

VO: UGC Ciné-Cité les Halles, 1º (36-

68-68-58); UGC Darrton, 6 (36-68-34-

21); UGC Rotonde, 6" (36-65-70-73;

36-68-41-45); UGC Champs-Elysées, 8° (36-68-66-54); UGC Gobellns, 13° (36-

VF: UGC Opéra, 5 (36-68-21-24); Mis-

tral, 14 (36-65-70-41; res. 40-30-20-10).

À LA VIE, À LA MORT! (Fr.): Espace 5aint-Michel, 5 (44-07-20-49); Sept Parnassians, 14 (43-20-32-20).

L'AME DES GUERRIERS (**) (néo-zé-landais, v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3*

(36-68-69-23); Cinoches, 6º (46-33-10-

LES ANGES GARDIENS (Fr.): Gaumont

les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Rex, 2" (36-68-70-23); UGC Odéon, 6" (36-68-37-62); Gaumont

Ambassade, 8' (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Mari-

gnan, 8* (36-68-75-55); rés. 40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10);

Gaumont Opéra Français, 5º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12º

(43-43-04-67; 36-65-71-33; res. 40-30-

20-10); UGC Lyon 8astille, 12 (36-68-

62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10);

Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55 : rés

40-30-20-10); Miramar, 14" (36-65-70-

39 : res. 40-30-20-10) : 14-Juillet Beau-

grenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-

24) : Gaumont Convention, 15th (36-68-

29; Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Majestic Pas-sy, 16° (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22); Le Gambet-

ta, 20 (46-36-10-95; 36-65-71-44; res.

ASSASSIN5 (*) (A., v.o.): UGC Ciné-Cité

les Halles, 1" (36-68-68-58); UGC Danton, 6" (36-68-34-21); Gaumont Marignan, 8" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-

10); George-V, 8" (36-68-43-47); Gau-

mont Grand Ecran Italia, 13

(36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); v.f.: Rex. 24 (36-68-70-23); UGC Montpar-

nasse, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-

68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12' (36-68-62-33); UGC Gobe-lins, 13' (36-68-22-27); Gaumont Alé-sia, 14' (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10);

Les Momparnos, 14º (36-65-70-42; rés.

40-30-20-10); UGC Convention, 15 (36-

68-29-31); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-

22); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96;

36-65-71-44; res. 40-30-20-101.

40-30-20-10).

23).

SHANGHAI TRIAD

68-22-27).

FORGET PARIS (A., v.o.): George-V, 8 (36-68-43-47). POCAHONTAS, UNE LÉGENDE IN-FRESA Y CHOCOLATE (cubain, v.o.):

Lucemaire, 6 (45-44-57-34). LE GARCU (Fr.) : UGC Ciné Halles, 1 (36-68-68-58); 14-Juillat Beaubourg, 3* (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Bratagne, 6º (36-65-70-37; rés. 40-30-20-10); La Pagode, 7º (36-68-75-07; rés. 40-30-20-10); Gaumont Ambas-sade, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Par quier, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8 (36-68-49-56); UGC Opéra, 9 (36-68-21-24); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Les Nation, 12º (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon 8as-tille, 12 (36-68-62-33); Escurial, 13 (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Fau-vette, 131 (36-68-75-55; rés. 40-30-20verte, 13" (36-68-75-55); res. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugre-nelle, 19" (45-75-79-79; 36-68-69-24); Blenven0e Montparnasse, 15" (36-65-70-38; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15" (36-68-75-55; rés. 40-20-20-20); Maintie Bears, 15" (36-69-20-20-20); Maintie Bears, 15" (36-69-15" (36-69-75-55); rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 16 (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Malliot,

17 (36-68-31-34); Pathé Wapler, 18 (36-68-20-22). LES HABITANTS (Hol., v.o.): Saint-Andre-des-Arts L 6" (43-25-48-18). LA HAINE (Fr.): 14-Juillet Parnasse, 6"

(43-26-58-00; 36-68-59-02). LE HUSSARD SUR LE TOIT (Fr.): UGC Ciné-Cité les Halles, 1º (36-68-68-55); Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Danton, 6º (36-68-34-21); Gaumont Marignan, 8º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gau mont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Montparnos, 14' (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15' (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18' (36-68-20-22).

JUSQU'AU BOUT DE LA NUIT (Fr.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). LANCELOT, LE PREMIER CHEVALIER (A., v.o.): Cinoches, 6" (46-33-10-82).

LAND AND FREEDOM (Brit., v.o.): UGC Cine-Cité les Halles, 1" (36-68-68-58); Europa Panthéon (ax-Reflat Panthéon), 5 (43-54-15-04); UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73; 36-68-41-45); Le Baizac, 8º (45-61-10-60); Geumont Opéra Français, 9º (36-68-75-55: rés. 40-30-20-10); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Escurial, 134 (36-68-48-24); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22).

LISBONNE STORY (All. Por., v.o.): CInoches, 6' (46-33-10-82); Lucernaire, 6' (45-44-57-34). MI-RUGUE, MI-RAISIN (Esp., v.o.): Lati-

ne, 44 (42-78-47-85).

MORTAL KOMBAT (A., v.o.) : UGC CINÉ Oté les Halles, 1 (36-68-68-58); Gau-mont Ambassade, 3 (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); George-V, 8° (36-68-43-47); v.f.: Rex, 2° (36-68-70-23); UGC Montpernasse, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14); George-V, 8" (36-68-43-47); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Mistrel, 14 (36-65-70-41; res. 40-30-20-10); UGC Convention, 19 (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-20-10).

NELLY ET M. ARNAUD (Fr.): UGC CINÉ 34-21); UGC Montparnasse, 6º (36-65-70-14; 36-68-70-14); 8iarritz-Majestic, 8º (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8t (43-59-19-08 38-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8' (43-87-35-43; 36-65-71-88; rés. 40-30-20-10); UGC Opé-ra, 5' (36-68-21-24); Majestic Bastille, (a, 5 (36-68-21-24); majestic pastille, 11* (36-68-48-56); Les Nation, 12* (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés, 40-30-20-10); UGC Gobellns, 13* (36-68-22-27); Gaumont Alésia, 14* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miramar, 14º (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenalic, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Majestic Pas-sy, 15° (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18t (36-68-20-22) PETITS MEURIRES ENTRE AMIS (*)

(Brit., v.o.): UGC Triomphe, 8º (36-68-LE PLUS BEL ÂGE (Fr.) : Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14º (45-43-

PRISCILLA, FOLLE DU DESERT (Austr., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). LE REGARD D'ULYSSE (Gr., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1º (36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77; 36-65-70-43); Lucernaire, 6

(45-44-57-34).

LE ROI LION (A., v.f.) : Grand Pavois, 159 (45-54-46-85; res. 49-30-20-40).16 41 SAUYEZ WILLY 2 (A. v.f.) : George-V. 8 (36-68-43-47).

SUR LA ROUTE DE MADISON (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1º (36-65-70-67); 14-Juillet Hautefeuille, 6º (46-33-79-38; 36-68-68-12); 14-Juillet Parse, 6" (43-26-58-00; 36-68-59-02); UGC Triomphe, 8" (36-68-45-47); Saint-Lambert, 15" (45-32-91-68); v.f.: Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

SWIMMING WITH SHARKS (A. v.o.): Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Racine Odéon, 6º (43-26-19-68); UGC Rotonda, 6º (36-65-70-73; 36-68-41-45); Le Balzac, 8 (45-

TRAQUE SUR INTERNET (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1" (36-65-70-67); UGC Odéon, 6" (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 8º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8º (36-68-49-56); Sapt Pamassiens, 14-(43-20-32-20); v.f.: UGC Montparnassa, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 5" (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); Gaumo Gobelins Fauvette, 13* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14* (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22).

TROIS JOURS (lituanian, v.o.): Les Trois Luxembourg, 6' (45-33-97-77; 36-65-3 STEPS TO HEAVEN (**) (Brit wo.)

Gaumont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Reflet Médicis II. 5" (36-68-48-24); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Miramar, 14 (36-65-70-39; rés.

UN SRUIT QUI REND FOU (Fr.-Bel.-Suis.): Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10).

UNDERGROUND (européen, v.o.): UGC Oné-Cité les Halles, 1" (36-68-68-58); 14-Jullett Beaubourg, 3* (36-68-69-23); Le Saint-Garmain-des-Prés, Salle G. da Beauregerd, 6* (42-22-87-23); Saint-André-des-Arts I, 6* (43-26-48-18); La Pagode, 7º (36-68-75-07; rés. 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, 8º (43-59-04-67; rés. 40-30-20-10); Le Balzac,

MICHEL BOUJUT / CHARLIE HEDDO

~.

Gonfle d'amour, ce sacré film est gonfle tout court!

Vous n'imaginez pas

comme vous vous sentirez bien, après.

8 (45-61-10-60); Max-Linder Panorama, 9" (48-24-88-88; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Rodin, 13° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiers, 14' (43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22); v.f.: Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

USUAL SUSPECTS (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1° (36-65-70-67); 14-Juillet Hautefeuille, 6° (46-33-79-38; 36-68-68-12); 14-Juillet Parnass 6 (43-26-58-00; 36-68-59-02); UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47); Grand Pa-vois, 15 (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); v.f.: UGC Opéra, 9 (36-68-21-24). LE VOYAGE DE BABA (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

WATERWORLD (A., v.o.): UGC Ciné-Ci té les Halles, 1" (36-68-68-58); UGC Odéon, 6" (36-68-37-62); Gaumont Ddeon, 8* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Normendie, 8* (36-68-49-56); Gaumont Gobellns Rodin, 13* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 19* (45-75-79-79); 36-68-20-20-10 Beaugrenelle, 19* (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; v.f. ; Rex, 2* (36-68-70-23) ; UGC Morntparnasse, 6º (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10): UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13° (36 27): Les Montparnos, 14º (36-65-70 42; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14 (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15 (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18t (36-68-20-22): Le Gambetta. 20" (46-36-10-96; 36-65-71-44; res. 40-30-20-10).

LES REPRISES LE BAISER DU TUEUR

de Stanley Kubrick, avec Frank Silvera, Jamie Smith, Irena Kane, Jerry Jarret. Américain, 1955, noir et blanc (1 h 37) VO : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07 ; 36-DRÔLE DE DRAME (Fr.) : Grand Action,

5 (43-29-44-40 : 36-65-70-63). LAURA (A. v.o.): Action Christine, 64 (43-29-11-30; 36-65-70-62). MOISE ET AARON (All., v.o.) : L'Entrepot. 14 (45-43-41-63).

LA NUIT AMÉRICAINE (Fr.): Le Cham-Espace Jacques-Tati, 5 (43-54-51-L'OPÉRA DE QUATSOUS (Fr., v.o.) : 14-

Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65); v.f.: Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-65).

LES SÉANCES SPÉCIALES

CÉZANNE (Fr.-All.) : Studio des Ursu-lines, 5 (43-26-19-09 ; rés. 40-30-20-10) dimanche 12 h 30. LES DÉSARROIS DE L'ÉLÈVE TORLESS

") (All., v.o.); Accetone, 5 (46-33-86-86) dimanche 21 h 10. LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) "Ranelugh, 16 (42-88-64-44) dimanche 20 h, LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON

KANT (All., v.o.): Accetone, 54 (46-33-86-86) dimanche 15 h 40. PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (Youg., v.o.): Studio Galande, 5° (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimanche 20 h. LA RÈGLE DU JEU (Fr.): Grand Pavols, (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) di-

manche 11 h 50. ROME VILLE OUVERTE (It., v.o.): Grand Pavois, 15º (45-54-46-85; res. 40-30-20-10) dimanche 20 h 05. LES VITELLONI (It., v.o.): Studio 28, 189

(46-06-36-07) dimancha 15 h, 17 h, 19 h, 21 h. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Studio Galande, 5 (43-25-94-08; 35-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimanche 14 h.

FESTIVALS AVANT-PREMIÈRE (v.o.), Grand Action, 9 (43-29-44-40). The Naked Kiss, dim.

AVANT-PREMIÈRE (v.o.), Studio 28, 18-(46-05-36-07), Crossing Guard, mar. **SUNUEL ARCHITECTE DU REVE. Reflet.**

discret de la bourgeoisie, mar. 12 h ; La Voie lactée, sam, 12 h. CINÉ-CLUS CLAUGE-JEAN PHILIPPE (v.o.), L'Arlequin, 6º (36-68-48-24). Les rs de Gion, dlm. 11 h.

CING-LIBRE (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40). Jasey Wales hors le loi, sam, 11 h 45, lun. 11 h 45, mar. 11 h 45. QNÉ-U (v.o.), Grand Action, 5º (43-29-44-40). La Soif du mal, sam. 12 h; Les Racines du ciel, dim. 12 h ; Othello, lun. 12 h. mar. 12 h.

CLOUZOT FILME KARAJAN, Auditorium du Louvre, 15 (40-20-52-99). Messe du couronnement KV 317, de Mozart, lun. 20 h 30. EGYPTE: CENT ANS DE CINÉMA (V.O.),

tut du monde arabe, 5 (40-51-39-91). Le Passaga des miracias, sem. 14 h 30; Vie ou mort, sam. 17 h; Serment d'amour, dim. 14 h 30; Le Costaud, dim. 17 h. FESTIVAL DE VILLERUPT (v.o.), Latina, 4° (42-78-47-86). Film primė, lun. 20 h.

FESTIVAL MOREITI (v.o.), Reflet Médicis II. 5º (36-68-48-24). Journal Intime, dim. 12 h 05; Bianca, lun. 12 h 05. GREGORY I MARKOPOULOS, RÉTRO-SPECTIVE 1940-1971 (v.o.), American Center, 12 (44-73-77-77). Political Por-traits, sam. 17 h; Eros, O Basileus, sam. 19h; The Olympian, dim. 15h; Him-self as Herself, dim. 17 h. HISTOIRE D'UN STUDIO : LA 20TH CEN-TURY POX (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40). Tendre est la nuit, sam. 14 h,

16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Les Racines du cial, dlm. 12 b, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Lifeboat, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Balonnette au canon, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIQUE, Le République, 11º (48-05-51-33). A la vie. a la mort I. lun. 20 h 30.

L'INTÉGRALE BERGMAN (v.o.), Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-65). Persona, sam. 14 h 10, 20 h 10, 22 h 05; "Les Fraises sauvages, dim. 14 h 10, 20 h 10, 22 h 05 : 5onate d'automne. lun. 14 h 10, 16 h 10, 22 h 05; L'Attente des femmes, mar. 14 h 10, 16 h 10, 22 h 05. MARCEL L'HERBIER, Musée d'Orsay, Auditorium, 7º (40-49-48-49). La Vertiga, sem. 14 h; Rose-France, sam. 16 h 30 ; Le Diable au cœur, dim.

MARIA KOLEVA FILMS, Gnocha Vidéo, 9" (47-00-61-31). Isabelle et les 27 voleurs, une lecon, sam. 18 h, dim. 17 h, lun. 18 h, mar. 18 h; Annia Vacelat, psychogéographe, sam. 12 h, dim. 12 h; John, le dernier ouvrier sur terre, dim. 15 h; Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht, lun. 20 h; Paroles tues ou elmer à Paris en étrangère, sam. 20 h : L'Etat de bonheur permanent, dim. 19 h.

QUATRE FILMS DE PIERRE ZUCCA, Le République, 11° (48-05-51-33). Vincent mit l'ane dans un pré..., mar. 18 h ; Roberte, lun. 18 h.

QUATRE TRÈS GRANDS OPHULS, Reflet Médicis I, 5" (36-68-48-24). La Plai-sic, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Ronde, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Madame de..., lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; 'Lola Montès, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

7.

17.

7.00

.....

13.

ي في الج

100

- -

12 m

2.

LES RECOINS DE LA CINÉMATHEQUE SUISSE, Centre culturel suisse, 3º (42-71-38-38). Tamaout, mar. 20 h 30; Norman McLaren, jaux d'images, sam. 18 h 30; La Retour, sam. 20 h 30; Dans les rues, dim. 18 h 30; Une simple his-toire, dim. 20 h 30; Les Clowns, lun. 18 h 30; La Ligne d'ombre, lun. 20 h 30; El el balcon veclo, mar. SACHA GUITRY, CINÉASTE Le Cham-

po-Espace Jacques-Tati, 9 (43-54-51-60). Mon père avait raison, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 10, 22 h 15 ; Si Versailles m'était conté..., dim. 13 h 50, 17 h 10, 20 h 30 ; Pasteur, lun. 14 h, 15 h 35, 17 h 10, 18 h 45, 20 h 20; Le Destin fa buleux de Désirée Clary, mar. 14 h 10, 16 h 30, 19 h 40, 22 h. SOIRÉE BREF, Le République, 11º (48-

05-51-33). Dent pour dent, mar. 20 h 30.

LES VISITEURS DU NOIR (v.o.). Action Ecoles, 5 (43-25-72-07). Les Tueurs, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Quand la ville dort, dim, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Bunny Lake a disparu, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Du plamb pour l'inspecteur, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) DIMANCHE Indomania (v.o.), : Mr and Mrs 55 (1955, v.o. hindi, traduction simulta-

née), de Guru Dutt, 16 h : Les Trois Lanciers du Bengale (1935, v.o. s. t. f.), de Hanry Hathaway, 19 h.; Piamone Queen (1940, y.o., hindly traduction si-multanée), de Homi Wadia, 21 h.15. LUNO: Soirée Futurissimo : Les Folies du doc-

teur Gance, 20 h 30. SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24) DIMANCHE

L'Invention de la figure humaine : Rebecca (1940, v.o. s.tf.), d'Alfred Hitch-cock, 17 h; Huft et dem/ (1963, v.o. s.t.f.), de Federico Felfini, 19 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

DIMANCHE Hommage à l'Institut Lumière : Pitfall (1948, v.o. s.t.f.), de Toth, 14 h 30 ; Ceux de chez nous (1943, v.o. s.t.f.), de Frank Launder, Sidnay Gilliat, 17 h 30; La Filla Rose-Marie (1958, v.o. s.t.f.), de Rolf thiele, 20 h 30.

Hommage à l'Institut Lumière : Les nières Armes (1949, v.o. s.t.f.), de René Wheeler, 14 h 30: Monseigneur (1949), de Roger Richebé, 17 h 30; Pins String and Scaling Wax (1945, v.o. s.t.f.), de Robert Hamer, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) DIMANCHE

Côté rue, côté cour : Chronique d'une banileua ordinaire (1992), de Dominique Cabrera; Réves de ville (1992), de Dominique Cabrera, 14 h 30; 18, rue Popincourt de Pastal Laethier; Le Crime de M. Lange (1936), de Jean Re-noir, 16 h 30; Les Degling's (1978), de Claude Massot; La Ville bidon (1975), de Jacques Baratlar, 19 h; Deux ou trois choses que je sais d'ella (1967); de Jean-Luc Godard, 21 h. MARDI

Côté rue, côté cour : Rosette cherche une chambre (1987), ¡ L'Œil au beurre noir (1987), de Serga Meynard, 14 h 30; Pot-Bouille (1957), de Julian Duvivier, 16 h 30; The Snepper (1992, v.o. s.t.f.), de Stephen Frears, 19 h; Les Nuits de la pleine lune (1984), d'Eric

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

(47-03-12-50)

Les Rendez-vous d'Anna (1978), de Chantal Akerman, 14 h 30; Latters Homa (1986), de Chantal Akermen, MARDE

Les Années 80, 82 de Chantal Akerman, 19 h. (*) Films interdits aux moins de 12 ens. 🐔 (**) Films interdits aux moins de 16

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615 LEMONDE

ou tél. : 36-68-03-78 (2,23 F/mn)

TF 1

20.45 Divertissement:

Présenté par Philippe Bouvard. 22.45 Téléfilm : Séduction cour

De Jim Wynorski, avec Andrew Stevens, Morgan Fairchild. 0.20 Magazine : Formule F1. Grand Prix d'Australie : analyse des

0.55 Journal, Météo.

 1.10 Programmes de nuit.
 Les Rendez vous de l'entreprise (rediff.); 1.30, TF 1 nuit (et 2.35, 3.10) ; 1.40, Histoire de la vie ; 2.45, Série : Imrigues ; 3.20, Côté cœur ; 3.45, Musique ; 4.10, Formule 1 à la Une. Grand Prix d'Australie à Adelaide; 4.30, Départ de la course; 6.20, le podium.

FRANCE 2

20.45 Divertissement : N'oubliez pas votre brosse à dents. résenté par Nagui.

23.15 Divertissement Performances d'acteurs. Gala d'ouverture du 16 Festival international Cannes 1995, présenté par Jango Edwards et Georges Beller. Avec Jean-Marie Bigard, Pierre Palmade, Danyboon...

0.30 Troisième mi tamps. Rugby. 1º test-match France-Nou-velle-Zélande. Les plus beaux moments des trois matches de la 1.25 Les Films Lumière.

1.30 Journal, Météo.

1.40 Programmes de nuit.

FRANCE 3

20.50 ➤ Série : L'Avocate.
Délit de fuite, de Philippe Lefebrre.

22.25 Les Dossiers de l'Histoire C'était de Gaufle. [1] Le Temps des épreuves, de René-Jean Bouyer, d'après Alain Peyrefitte.

23.20 Météo, Journal. 23.50 Musique et compagnie. Montserrat Caballé, une diva, une arrie. Œuvres de Donizetti, Mompou, Richard Strauss. 0.50 Musique Graffiti. Sonate D 959, 2, 3 et 4º mouve-ments, de Schubert, par Paul Badura Skoda, piano (20 min).

1ª manche, à Tignes (Savole). 13.00 Ski. En

direct. Coupe du monde : sialom géant dames, 2 manche, à Tignes. 18.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Stockholm

(Suède) : demi-finales. 20.00 Golf. En dif-féré. Coupe du monde par équipes, 3 tour, à Shenzhen (Chine). 22.00 Formule 1.

Résumé. Grand Prix d'Australie, essas, à Adelaïde. 23.00 Supercross. En différé. Championnat du monde indoor, 2 manche, au POPB. 0.00 formule 1. En limit Grand Dévide de la completation de la completatio

direct. Grand Prix d'Australie, le warm up, à Adelaide. 0.30 International Motorsports.

4.15 Formule 1, En direct. Grand Prix d'Aus-

tralie, la course, à Adelaide. CINE CINEFIL 18.40 The Emperor Jones.

Film américain de Oudley Murphy (1933, N., v.o.). 19.55 Actuaints Pathé nº 2.

20,45 Le Club. Laurent Heynemann. 22.05

Vincent Price 23.00 Règiement de comptes.
■ ■ Film américain de Fritz Lang (1953, N., v.o.). Avec Gienn Ford. 0.25 La Veilée de

la peur. III III Film américain de Raoul Walsh

(1947, N., v.o., 105 min). CINÉ CINÉMAS 18.45 Documentaire.

19.35 Le Bazar de Ciné Cinémas. 20.30 Télé-

film : Le Mirage du capricome. De Rob Ste-

wart [1] (1989) avec Nigel Havers. 22.05 Ciné Cinécourt. Invitée : Chantal Akerman.

23.10 Conrack. Film américain de Martin

M 6

20.45 Téléfilm : Illusion fatale (1/2] et (2/2]. De John Korty, avec Brian Dennehy, Treat Williams. Le cadavre de la femme d'un avocat, lié à la mafia, est revouvé dans une voiture au fond d'un canal de Chicago. Un vétéran de la brigade criminelle, qui résiste à toutes les tentatives de corruption, est chargé d'enquêter sur ce meurire.

0,15 Série : Les Anges de la ville. Prise d'otages.

1.10 Boulevard des clips (et 6.05). 3.30 Rediffusions. Fréquenstar (Dick Rivers): 4.25, Oh.

les girls 1 : 5.15. Culture pub.

CANAL +

20.30 Téléffim : Grushko. De Tony Smith, avec Bnan Cox. 22.30 Documentaire : Les Allumes Anita Conti, femme océan, de Babeth Si Ramdane. 22.55 Flash d'Informations. 23.00 Cinéma : Vendredi 13,

> Jason en enfer. Film américain d'Adam Marcus (1992).0.25 Cinéma : Gilbert Grape. E Film américain de Lasse Hallström

> (1993, v.o.). 2.20 Le Journal du hard. 2.25 Cinéma : Les Belles Dames du temps jadis. Film danois, classé X, de Werner Hedmann (1977).

ARTE

19.00 Série : Black Adder [7/13] Capitaine et chef, de Richard Boden (v.o.), avec Rowan Atkinson 19.30 Le Dessous des cartes.

Chronique de géopolitique, de Jean-Christophe Victor. La Méditerranée [2/2] (rediff.). 19.35 Histoire parallèle Présenté par Marc Ferro, avec Rudolf von Thadden. Les Enjeux

d'une commémoration. 20.30 8 1/2 Journal.

20,40 Série : Monaco Pranze, l'éternel joli cœur [8/10] Continuez comme ça, de Helmut Oieti, avec Helmut Fischer, Ruth-Maria Kubitscheck.

21,30 Documentaire: Mustang, la royaume oublié. De Tony Miller.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la danse. Interviews de Philippe Cohen et Jean-Charles Gilles. 20:30 Photo-portrait. Werner Hofmann, historien d'art. 20.45 Nouveau Répertoire Oramanque. Le Lob-byiste, de Gilles Saller. 22.35 Musique: Opus. Nuria Nono-Schoenberg. 0.05 Fiction: Tard dans la nuit. Sucre lent, de Jean-Pierre Milovanell. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-

Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 19.30 Opéra. Donné en direct de l'Opéra national de Paris, par le Choeur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Alexander Anissimov : Eugène Onéquine, opéra en trois actes, de Tchaikovski, sol. Gerlinde Lorenz (Madame Larina), Solveig Kringelborn (Tatiana)... 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Le cycle Schoenberg au théâtre du Châte-let : Festival de Sturtigart. Concert donné le 16 août au Liederhalte de Sturtigart, par le Chœur de Chambre de Cracovie, (e Gächinger Kantorei et l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Helmuth Rilling: Requiem de réconoliation (deuxième partie): Interludium, de Rands; Offertorium, de Oalbavie ; Sanctus, de Weir ; Agnus Dei, de Penderecki ; Communion 1, de Rihm ;

Communion 2, de Schnittke : Responso rium, de Yuasa; Epilogue, de Kurtag. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Roméo et Juliette. Roméo et Juliette, de Tchaikovski, par l'Orchestre symphonique d'URSS, dir. E. Svetlanov ; Roméo et Juliette, de Prokofiev, dir. A. Gavrilov; Les Capulets et les Montai-qus, ex-traits, de Bellini, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Lewis, M. Horne, mezzo-soprano; Roméo et Juliette, extrait de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. C.M. Giulini : Roméo et Mette, extraits, de Gournod, par les Solistes

et l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson ; Roméo et Juliette, ouverture, de Pierson, par The English Nothern Phil harmonia, D. Lloyd-Jones; The Walk into the Paradise Garden, de Delius, par l'Orchestre de l'Opéra national gallois, dir. C. Mackerras. 22.40, Da capo. Emil Guilels et Evgueni Mravinski. Concerto pour piano nº 2, de Saint-Saëns, par la Société des Concerts du Conservatoire, dir. A. Cluytens, E. Giles, piano; Sonate pour piano, de Liszt, E. Giles, piano; Le Poème de l'Extase, de Scriabine, par l'Orchestre philharmo-nique de Leningrad, dir. E. Mravinski;

Concerto pour piano nº 3, de Kabalevski

par l'Orchestre symphonique de la Radio d'URSS, dir. D. Kabalevski, E. Gilets, piano.

Le voyage de Kamtruel, un grand lama tibétain, au Mustang, royaume bouddhiste intégré au Népal.

23.00 Magazine: Velvet Jungle.
Présené par Valli. Louise; Sugar-cubes; Série: Les Zombies de la

stratosphère, de Fred C. Brannon, [6/12] Murder Mine (v.o.), avec.ludd Holdren ; Zap Mama ; Internet. 0.45 Téléfilm : Dancing Nuage. D'Irène Jouannet, avec Mireille Per

rier (rediff. du 10 novembre). 2.15 Cartoon Factory [9/18]. Art For Arts Sake (1934); Africa Squeaks (1931); Brownie Bucks The Jungle (1933); Slick Sleuth (1939) (rediff., 30 min).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification

▶ Signalé dans « le Monde lévision » : D Film à éviter : ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■ Chef-d'œuvre ou classique. ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les

CÂBLE

TV 5 19.00 Ya pas match. 19.25 Météo des ong continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Série : Julie Lescaut. De Josée Dayan. 21.30 Télécinéma. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 N'oubliez pas votre brosse à dents. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANETE 19.40 L'Homme technologique. [3/8] Les Marches du progrès, O'Adam Lévy, 20.35 Chemins de fer, [3/12] Le Dekkan : de Bombay à Cochin. De Gerry Troyna, 21.35 Le Roman de France, L'Aude, croisée des chemins romans. De Bernard Monsigny. 22.05 Nomades du Pacifique. [2/5] Carretour du Pacifique. De Peter Crawford. 22.55 Le Showbiz et la Politique. O'André Halimi. 0.15 Le Pouvoir des mers. [4/6] Un billet pour le paradis. De Nigel Turner (60 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Hop. 19.30 Stars en stock. 20.00 Eco, écu et quoi? 20.30 Supercross. En direct. Championnat du monde indoor, 2º manche, au POPB. 23.45 Paris demière. 0.40 Paris modes

CANAL J 17.30 Série : Les Chasseurs d'étoiles. Les Origines. 17.55 Captain J. 18.00 Les P'tits Futés. [2/26] Yéyé, as du

TF 1

Les Dessous de Palm Beach.

Avec la série : Seaquest, police des

Présenté par Anne Sindair. Invité:

Shimon Pérès, en duplex de Jérusa-

La Minute hippique, Météo.

Film français de Luc Besson (1990).

Film italo-français de Frank Kramer

Championnat de France de danse

Donaid Tars son Deume; Un

peut en cacher un autre.

18.00 Des millions de copains.

19.00 Magazine:7 sur7.

20.00 Journal, Tiercé,

20.45 Cinéma: Nikita.

22.50 Ciné dimanche.

23.00 Cinéma:

Avec Anne Panillaud.

Lo Retour de Sabata. 🗌

(1971). Avec Lee Van Cleef.

0.50 Sport : Patinage artistique

sur glace à Lyon.

1.25 Journal, Météo,

12.50 Magazine ; A vrai dire.

13.20 Serie: Walker Texas Ranger.

13.00 Journal, Météo,

14.15 Série : Arabesque. 15.10 Série : Le Rebelle.

16.55 Disney Parade.

15.55 Série :

général Germanos. 18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les Twist. Le Double. 19.30 Momo et Ursule. 20.00 Dessins animés. Le Géant et la 5orcière ; Le Fantôme de Canterville ; La Marmite de Porridge. CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aven-

karaté. 18.15 Regarde le monde. Invité : le

tures du jeune Indiana Jones. Transylvanie, janvier 1918. 21,50 Serie: Le Frelon vert. Le Rayon de la mort. 22.20 Chronique du chrome. 22.25 Série: Liquid Television. 22.50 l'as pas une idée ? l'ack lang. 23.45 Quatre en un. 0.15 Série : Seinteld, Le Contrat. 0.40 Série : Au-delà du réel, Les Ombres du silence (50 min).

SÉRRE CLUB 19.05 Le Club. 19.15 Série : Models Inc. Le Sosie, 19.55 Série : Miami Vice (et 0.15), 20.45 Soirée : L'Homme de fer. ➤ Lire notre article p. 27. 20.50 Série : L'Homme de fer (et 21.45) Pilote. 22.45 Téléfim : Le Retour de l'homme de fer. De Gary Nelson (1993). 1.00 Série: Les incor-ruptibles, le retour. Le Général (45 min). MCM 19.30 L'Invité de marque. Kat Onoma. 20.00 Clips non-stop (et 21.30). 20.30 MCM Euromusiques Nordica. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club

MTV 19.00 European Top 20, 21.00 First Look, 21.30 All Time Top 100, 23.30 The Zig & Zag Show, 0.00 Yo I MTV Raps (120 min). EUROSPORT 10.00 Ski, En direct. Coupe du monde: slalom géant dames,

FRANCE 2

Le monde est à vous, avec Julio Igle-

L'Ecole des fans, avec Julio Iglesias;

12.05 Magazine : Polémiques (et 2.50).

15.05 Documentaire: Cousteau.

16.10 Dimenche Martin (suite).

Ainsi font, font, font

18,45 Magazine : Déjà dimanche. 19,25 Magazine : Déja le retour.

17.50 Stade 2 (et 5.10). .

19.59 Journal, Météo.

12.50 Météo (et 13.15).

13.25 Dimarche Martin.

12.55 Loto, Journal.

Ritt (1971, v.o., 100 min). Avec Ion Voight 0.50 Telefilm: Club prive DV8. Classe X

12.45 Journal.

14.05 Sárie : New York District. 14.55 Magazine : Sports dimanche. 15.05. Terré, en direct d'Autéral

17.05 Série : Magnum.

18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.07 Divertissement : Débat.

De et avec Marc Jolivet. 20.10 Divertissement : Bermy Hill.

20.50 Série : Inspecteur Derrick.

22.40 Variétés: Taratata. Présenté par Nagui, Spécial Sol En Si (Solidarité enfants sida). Avec Alain Souchon, Laurent Voulzy, les Cherche Midi, Liane Foly, Maxime Le Forestier, Zazie... 23.55 Les Films Lumière.

20.45 Cinéma : Rio Lobo. II II Film américain de Howard Hawks

(1970). Avec John Wayne.

0.00 Journal, Météo. 0.10 Concert : Musiques au cœur.
Autour de Madame Butterfly, film
de Frédéric Mitterrand, d'après l'onéra de Giacomo Puccini, avvités: James Conton, Daniel Toscan du Plantier, Pierre-Oliver Bardet, Ying Huang, Ning Liang, Richard Cowan.

1.35 Programmes de nort.
Concert: Vivaldi, par l'Ensemble
Roland Pidoux; Waldteufel, Coupe rin et Haendel, par l'Ensemble Jean Dekyndt; 2.35, TF 1 nuit (et 3.35, 4.10); 2.45, Histoire de la vie; 3.45, 1.25 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.); 1.55, Urti le maître des plantes ; 3.40, Soko ; 4.25, Urti : les sentiers de la favelle : Sèrie: Passions; 4.20, Histoires naturelles (et 5.05); 4.50, Musique. 4.55, Hurtième del ; 6.00, Dessin

■ DIMANCHE 12 NOVEMBRE FRANCE 3

12.00 Yélévision régionale.

13.05 Documentaire: Les Quatre Dromadaires. [10/12] Chroniques de l'Afrique sauvage. Les Frères de Talek.

15.05, Tierce, en direct d'Auteuil; 15.25, 13 Supercross au Palais omnsports de Paris-Bercy.

17.55 Magazine : Lignes de mere.

Le Don de soi, d'Alfred Weiden-

21.50 Série : Un cas pour deux. 22.50 Dimanche soir. Débat ariané par Christine Ockrent et Gilles Lederc. invité: Bruno Golinisch, secrétaire général du Front national. Suivi de : A la une sur la

trois, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre. 23,40 Météo et Journal. 0.00 Cinéma:

Quand la ville dort. E E Film américain de John Huston (1950, v.o., N.). 1.50 Musique Graffiti.

L'Amero, saro costante, de Mozart, par Christine Barbaux, soprano, Christian Ivaldi, piano (15 min).

M 6

12.50 Série : Pour l'amour du risque. 13.50 Série : Brisco County. 14.40 Starnews. 15.15 Dance Machine Club.

15.45 Fanzine (et 5.15). Lio à Lisbonne. La Belle et le Hambeur.

De Walter Grauman, avec Oma Sharif, Victoria Principal, 18.55 Sirie: Mission impossible, vingt ans après.

19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série :

Les garçons sont de retour. 20.35 Sport 6 (et 1.25). Présenté par Stéphane Tortora.

20.40 Magazine: Capital. Présenté par Emmanuel Chain. L'Eglise est-elle en dépôt de bilan ? Reportages: Lourdes, la bonne affaire de l'Eglise?; A qui appar-tiennent les églises; Les Moines face au marché: Domaine réservé Curés: le match France-Amérique.

22.45 Cuiture pub (et 4.50). Special Espagne.

23.20 Téléfilm : La Revanche d'Emmanuelle. De Francis Leroi, avec Marcela

0.55 Rock express. 1.35 Boulevard des dips (et 5.40). 2 30 Magazine La l'éte de l'emploi. 2.55 Rediffusions.

CANAL +

0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

- En CLAR XISQU'A 14.05 -12.25 Flash d'informations (et 19.35, 22.20). 12.30 Magazine : Télès d'imanche. Présenté par Michel Denisot.

13.30 Magazine : La Semaine des Guignols, 14.05 Telefilm:

De Michael Switzer, avec Jason London, Martin Sheen.

15.50 Surprises. - En CLAR REQU'A 18.00 16.10 Décode pas Bunny. 17.10 Les Superstars du catch.

17.58 Chematoc. 18.00 Téléfilm : Pour une vie ou deux. De Marc Angelo, avec Lambert Wilson, Judith Godrèche.

- EN CLAR JUSQU'A 20.35 -19.45 Ça cartoon, Présenté par Philippe Dana. Un voyage mouvementé (1950); Concert à l'école (1947); Un canard dans le moteur (1950); Un loup qui n'a pas de tête (1958) ; Un chat sauvage (1953); Tom et Jerry font le ménage (1948).

20.35 Cinéma : Fraise et chocolat III Film cubain de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio (1991). Avec Francisco Gattomo, Jorge Perugor-

ria, Vladimir Cruz. 22.25 Magazine: L'Equipe du dimanche. Présenté par Thieny Gilardi. Football; Football arrénicain.

1.30 ▶ Cinema : Viva Maria. 🛚 🗷 Film français de Louis Malle (1965

110 min). Avec Jeanne Moreau, Brigitte Bardot, George Hamilton.

LA CINQUIÈME

12.00 Débats publics: La protection sociale.

En direct. Animé par Paul Arnar. Avec Michel Rocard, Bruno Bourg-Broc, Alain Touraine, Jean-Paul Fitoussi, Marc Blondel, J.-M. Spaeth, Jean Marmet, Gilles Johannet, Doc-teur Bourignes, Yolaine Dutheit.

18

ប'ប៊

de

ນກຣ

:T\5

lic.

me

de

3U-

ra-

ais

ion

TS:

ำท-

di-

de

en

été

ofit

en-

ทé-

:. ii

ion

4Ze

,

5

13.30 Les Grands Maltres du cinéma

Marcel Pagnol. 14.30 ▶ Teva: Michael Rockefeller Story. Emission présentée par Teva Victor.

15.30 Détours de France. 16.00 Feuilleton ; Ardéchois cœur fidèle [2/6].

17.00 Le Sens de l'Histoire. La Guerre 14-18, de Georges

18.30 Va savoir. 18,57 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Cartoon Factory [10/18].

19.30 Magazine : Métropolis (et 1.25). La Rentrée littéraire : Emir Kusturica sur Underground; La Crau, terre en

péril ; L'abécédaire de Gilles Deleuze : G comme gauche (3). 20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Joseph Roth

Proposée par Hans Peter Kochen-

Joseph Roth (1894-1939) est l'auteur de l'inoublable Marche de Radetzky (1932), une saga familiale sur fond du déclin de l'Empire austro-hongrois. L'essentiel de son œuvre baigne dans sa Galicie natale, province située aux confins orientaux de l'Empire et où se mélaient les populations allemande, juive, ukrainienne et polonaise. Ses premières œuvres sont indisso-ciables de ses activités de journaliste, à Vienne, puis à Berlin. Ainsi de La Toite d'araignée (Das Spinnennetz), analyse du terrain politique et social dans lequel évolue un ieune fasciste, roman publié en 1925. Le 30 janvier 1933, Hitler devient chancelier. Le jour même, Joseph Roth s'exile à Paris où il mourra, mine par le désespoir et l'alcool.

20.41 Cinéma : La Toile d'araignée. Film allemand de Bernhard Wicki (1989) (v.f.).

23.50 Documentaire : Joseph Roth (1894-1939). De Hans Keller (92 min).

CÂBLE

de 20 heures, 22.40 L'Avare, Film fran-

Ophuls (130 min).

mort qui rode. 19.00 Sur la piste de l'animal le plus secret. (5/12) La Chine. 19.30 Momo

et Ursule. CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfel 20.25 Série: Oream On. 21.00 Top bab. 21.40 Série: Bottom. Digger. 22.10 Chro-nique New Age. 22.15 La Semaine sur firmy. 22.25 Série: New York Police Blues. 23.15 Le Meilleur du pire. 23.45 Série : Les Envahisseurs. L'Expérience. 0.40 Rock Stories. [2/2] Yes Years (60 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Série : Models Inc. Chantage I 19.50 Série : Miami Vice (et 0.00). Délvrez-nous du mal. 20.35 Le Club. 20.45 Série : Les Incorruptibles, le retour. Le Général. 21.30 Série : Movin' On. Fernme de fer. 22.20 Série : Combat. Soldat malgré lui. 23.10 Série : Le Masque. Le Congrès gastronomique. 0.50 Téléfilm : Le Retour de l'homme de fer. Oe Gary Neison (1993,

90 min) avec Raymond Burt. MCM 19.30 Best of Mangazone. 20.00 NBA Action. 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends club. Queen. 22.30 Passengers. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Zoom zoom (et 1.00). 0.15 Rebel TV. 0.55 Mangazone (5 min). MTV 19.00 News: Weekend Edition. 19.30

Concert: Chris Isaak Unplugged, Enregistre à New York, en août 1995. 20.30 The Soul

of MTV. 21.30 The State. 22.00 Oddities Featuring the Maxx. 22.30 Alternative Nation, 0.00 Headbangers' Ball (90 min).

EUROSPORT 10.00 Ski. En direct. Coupe du monde : slatom géant messieurs, 1ª manche, à Tignes (Savoie). 12.00 Tennis En direct. Tournoi messieurs de Moscou (Russie): finale. 15.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Stockholm (Suède): finale, 17.00 Marathon, En direct, Marathon de New York (Etats-Unis). 19.30 Voitures de tourisme. En différé. Championnat espagnol, 9 manche, à Catalunya. 20.00 Golf. En différé. Coupe du monde par équipes: 4 et dernier tour, à Shenzhen (Chine). 22.00 Formule 1. Résumé. 23.00

Supercross. En différé (60 min).

CINÉ CINÉFIL 19,10 Le Club. Laurent Hey-CIMÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. Laurent Hey-nemann. 20.30 La Vallée de la peur.
Film amèricain de Raoul Walsh (1947, N.). Avec Teresa Wright. 22.05 The Forbidden Street.
Film emèricain de Jean Negu-lesco (1949, N., v.o.). 23.35 The Emperor Jones.
Film américain de Dudley Mur-phy (1933, N., v.o.). 0.50 Le Coq du régi-ment.
Film français de Maurice Cam-ment (1953, N. 80 min.) mage (1933, N., 80 min). CINE CINEMAS 18.00 Les Conquérants

américain de Joél et Ethan Coen (1991, v.o., 120 min).

héroiques.
III Film italo-français de Glorgio Rivalta (1962). Avec Steve Reeves. 19.45
Documentaire. 20.40 La Guerre des polices.
If film français de Robin Davis (1979). Avec
Claude Brasseur. 22.20 Le Roi de New York. Film italo-américain d'Abel Ferrara (1990, v.o.), 0.00 Barton Fink, FILE Film

RADIO

Girls de Paris; 3.55, Barbra Strei-

Music for Nitrous Oxyd. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.05 Voix souvenirs. Isabelle Andreani. Didon et Enée: Ah! Belinda (Didon, acte 3), de Purceil, par l'Orchestre Radio-Lyrique, dir. Reynald Gio-vaninetti (enregistré en 1962); Œuvres de Mozant : Cost fan tutte : E amore un ladronrello (Dorabella, acte 2): Les Noces de Figaro: Non so piu (Cherubino, acte 1), par l'Orchestre Radio-Lyrique, dic Robert Bene-detti (enregistré en 1963); Mireille: Voici la saison mignonne (Taven, acte 2), de Gou-nod, par l'Orchestre Radio-Lynque, dic Jules Gressler (enregistré en 1955). - Raymond Steffner. Œuvres de Mozart: Zaïde: Nut mutig, mein Herze (Alazim, acte 1); Nur der Kennt mitleid, aria et quaturor final (acte 2),

par l'Orchestre de chambre de la Radiodif-fusion française, dir. Marcel Couraud (enre-gistre en 1957); Linda di Chamounix: Ambo nati in questa vale (Duo Antonia/ Maddalena, acte 1), de Donizetti (enregistre en 1957). - Ninon Vallin, soprano : Mignon : Comais-tu le pays ? (acte 1), de Thomas (enregistré en 1917) : Enchantement, mélo-die, de Massenet (enregistré en 1923). 21.00 Capitale Prague. La mémoire des pierres, 22.30 Transversales, 1. Les Magi-ciens de la Terre : Egypte, 1.00 Les Nuits de

France-Musique. Programme Hector. RADIO-CLASSIQUE 20.00 Soirée lyrique. Bors Godountov, de Moussorgski, par les Chœurs et l'Orchestre philisarmonique de Berlin, dir. C. Abbado, A. Kotcherga (Boris), S. Larine (Grigori), G. Nikolsky (Varlaari), P. Langridge (Chousiki), M. Lipovsek (Marira), S. Ramey (Pimène). 23.20 Soirée lyrique... (Suite). Usuves de Moussorgski: Une nuit sur le Mont Chauve, version originale, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Abbado; Boris Godounov: Monologue

Les interventions à la radio RCJ, 94.8 FM, 11 h 30 : Emission spéciale

TV 5 19.00 30 millions d'amis. Rediff. de nents (et 21.55), 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Temps present. 22.00 Journal de France 2. Edition cais de Jean Girault et Louis de Funès (1979). 0.40 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.35 Le Pouvoir des mers. [4/6] Un billet pour le paradis. De Nigel Turner. 20.35 Les Grandes Voix de la chanson arabe. [1/3] Ourn Kalsoum. De Simone Bit-ton. 21.30 Dolphy, dauphin ambassadeur de la côte catalane. De Cyril Tricot et Thierry Masdeu. 22 05 Hötel Terminus. [1/2] Klaus

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's Club. 20.00 Totalement cinema, 20.30 Top-Flop. 21.00 Another Country. Firm britannique de Marek Kanievska (1983, v.o.). 22.30 Caetano Veloso. De Walter Salles. 23.30 Eco, écu et quoi ? 0.00 Concert : Betty Carter Trip Enregistre au Festival jazz de Barcelone, en 1987. 7.00 Le Canal du

Barbie, sa vie et son temps. De Marcel

CANAL J 17.30 Série : Les Chasseurs d'étoiles. 18.00 Série : Les Monroes. La

sand.

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelies de création radiophonique. Le bruit térru de l'ara-gnée quand l'hiver grince (1). Par Victor Jobsa. 22.25 Poésie sur parole. Les poèmes d'ingeborg Bachmann (6). 22.35 Musique: Le Concert. Schoenberg-Nono au Festival d'Automne. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières par Tiburce : Cent ans de cinéma m'étalent comptés ; Rub a dub dub ; Réma-nences : Chats rogne ; Des mots dans le vent; La Durée du oui: Stars of The Ud

> de Boris, Feodor Challapine, basse ; Boris Godounov : La Mort de Boris, Alexandre Kipnis, basse. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

d'hommage è M. Itzhak Rabin. Avec Jacques Attali et Pierre Lellouche.

Myosotis et tournesols

CELA SE PASSAIT, vendredi soir 10 novembre, sur le plateau de « Bas les masques », le magazine de France 2 présenté par Mireille Dumas. Il était question de savoir camment vivre heureux quand on est trop petit, trop gros, trop grand au trop maigre, et même de savoir comment vivre tout caurt quand on ne ressemble pas à la moyenne des autres dans un mande au l'on s'assassine pour moins que

Le professeur Albert Jacquard, qui a écrit un magnifique Eloge de la différence, disait, comme d'habitude, des choses très fortes sur cette merveille de la nature qu'est l'humanité: « La différence est une richesse... La norme des hammes n'existe pas... Chaque être humain est unique... » On avait envie de l'applaudir. Mais comment aider les principaux intéressés à tirer les canséquences concrètes de ces sublimes réalités ? Camment expliquer à son voisin de palier qu'il est le centre de l'Univers au sens ou saint Augustin l'entendait quand il expliquait que Dieu est un cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part - sans qu'il se prenne aussitôt pour le nombril de la

planète? Camment, par exemple, l'expliquer à Eric, qui porte son obésité comme une croix, qui voît son corps comme « un amas de 134 kilos » ? Comment l'amener à réaliser qu'il possède déjà la clé de son énigme personnelle puisqu'il éprouve l'impressioo d'« habiter » un corps qui n'est pas le sien ? La réponse n'est-elle pas dans l'usage commun de l'adjectif possessif? Mon corps,

ton corps, son corps... Est-on ce que l'on possède? On avait envie de crier à Eric qu'il se trompe tout simplement sur son identité et que la pire intolérance est parfais celle qu'on s'inflige à soi-

Liliane, elle, a tout compris. Elle ne sera plus jamais Mª Irta. On ne la verra plus exhiber ses énarmes seins, «la poitrine la plus forte du monde », sur les estrades faraines. Elle en avait assez d'être « ramenée à une image ambulante ». Tant pis pour le manque à gagner. Elie a dit merde à son employeur pour re-devenir M= Liliane, avouer l'existence de son mari et de ses sept enfants qu'elle nourrira autrement. « Maintenant, le suis moi. le suis libre. » On avait envie de l'embrasser pour fêter sa décauverte.

On larmoyait ainsi dans le bazar philosophique quand la caméra s'est posée sur le visage d'une mère qui exprimait sa conception de la différence en comparant les myosotis aux tournesols. Elle voulait parler de sa fille adoptive, Julianne, une de ces enfants qu'oo appelle avec précaution « de petite taille » comme s'ils étaient coupables de naître nains. Une biondinette de dix ans, belle comme une rose, épanquie comme un soleil, intelligente comme la vie. Quel était le secret de son bonheur? « On o été habitué à porter sur elle un regard d'amaur », expliqua sa grande sœur. «On essaie de la rendre responsable de sa différence, ajouta sa maman. En s'y adaptunt, elle grandit quelque part. » C'est sûrement ainsi qu'on grandit soi-même sans le

L'Europe et le Maroc s'apprêtent à conclure un accord d'association économique

Le différend sur la pêche devrait être réglé

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant Après avoir longtemps ergoté sur le montant des cantingents de fleurs, de tomates ou de sardines, les Quinze ont réussi, vendredi 10 navembre, à s'entendre sur les concessions agricoles à faire au Maroc. éliminant ainsi le demier obstacle à la conclusion d'un accord d'association avec celui-ci. Les Marocains, soucieux d'obtenir un accord qui consacre leur ancrage européen, ont donné leur avai aux résultats de ces tractations.

Même tardif, ce succès va permettre l'entrée en vigueur du nouvel accord de pêche conclu, il y a quelques semaines, entre l'Union européenne (UE) et Rabat. C'est là un soulagement pour le gouvernement de Felipe Gonzalez, qui devait affronter la colère de ses pêcheurs, bloqués dans leurs ports depuis plusieurs semaines. Environ 700 bateaux, portugais, mais surtout espagnois sont concernés.

Des accords d'association « de la nonvelle génération », du même type que celui conclu avec Rabat, ont déjà été signés avec la Tunisie et Israel. D'autres sont projetés avec chacun des pays riverains de la Mé-

de notre correspondant

dé au pouvoir en Afrique du Sud à

l'issue des élections législatives, le

Congrès national africain (ANC)

ne semble pas s'y user. C'est là le

principal enseignement du scrutin

municipal du 1º novembre dont

les résultats définitifs viennent

d'être publiés. Avec 66,37 % des

suffrages exprimés, le parti du pré-

sident Nelson Mandela progresse

1994. Il avait alors obtenu un peu

La percée des candidats indé-

pendants, un peu partout dans le

pays, ne s'est pas faite aux dépens

de l'ANC. Ces candidats, issus le

plus souvent des quartiers noirs,

ont obtenu 8,5% des sièges. Les

différentes associations de contri-

buables blancs en ont recueilli un

peu plus de 4 %. L'ANC a rempor-

té, de sou côté, 63,78 % des sièges

et obtenu la majorité dans près de

400 conseils municipaux sur 661.

Sa victoire est éclatante à Johan-

nesburg, où il a gagné dans 145 cir-

conscriptions, en laissant seule-

ment 45 au Parti national (NP) de

Frederik De Klerk, qui, avec

16,22 %, sur le plan national, de-

Un au et demi après avoir accé-

diterranée, sauf la Libye. Ils prévoicot l'établissement, d'ici une douzaine d'années, d'une zone de libre échange avec l'UE.

DÉLOCALISATIONS

Dans la mesure où les produits manufacturés des partenaires méditerranéens bénéficient déjà d'un libre accès au marché de l'UE, c'est à ceux-ci qu'il reviendra, en s'ouvraut aux produits européens - agricoles et industriels -, de consentir l'essentiel de l'effort. Pour aider cette intégration progressive, I'UE a décidé, en juin, à Cannes, de leur accorder un soutien financier de 4,6 milliards d'écus (1 écu = 6,4 francs) sur cinq ans, soit le double de l'aide consentie pendant la période quinquennale précédente. A ces subventions viendrant s'ajauter les prêts de la Banque européenne d'investisse-

Cette série d'accords d'association devrait servir de point d'appui à un ambitieux partenariat euro-mediterranéen, dont une conférence ministérielle à vingt-sept donnera le coup d'envoi, fin novembre, à Barcelone. Ses travaux porteront sur trois thèmes : la stabilité et la sécurité, le développement économique, l'amélioration des relations sociales

Avec les deux tiers des suffrages exprimés, l'ANC sort

renforcé des élections municipales en Afrique du Sud

partie de la population noire, însa-

et culturelles. En matière économique, la priorité sera donnée à la promotion du secteur privé et des investissements européens outre-Méditerranée.

« Le Maroc a besoin de cet accord comme de l'eau », commentait un diplomate au plus fort de la négociation. Il est un fait que le royaume chérifien paraît bien placé, avec la Tunisie, la Turquie - en avance puisque blemôt en union douanière avec l'UE -, peut-être l'Egypte et le Liban, pour figurer parmi les premiers bénéficiaires d'une stratégie qui se traduira par une accélération des délocalisations industrielles d'entreprises européennes an Maghreb et au Machrek plutôt qu'en Asie.

Philippe Lemaître

■ La visite d'Etat que Hassan II devait faire, du 22 au 24 novembre en France, a été reportée « à une date ultérieure » a indiqué, vendredi 10 novembre, le ministère de la Maison royale, du protocole et de la chancellerie. Cette décision a été prise « sur conseil des médecins » du roi, qui a contracté une affection respiratoire aiguē, fin octobre, à New York. - (AFP.)

il a obtenu 0,71 % des suffrages au

lieu de 10 % aux élections d'avril

Le roi d'Espagne mis en cause par un financier véreux

MADRID

de notre correspondant Le procureur général a décidé d'ouvrir une enquête sur les menaces de chantage dont aurait fait l'objet le roi Juan Carlos de la part d'un homme d'affaires catalan. Javier de la Rosa. Cette affaire révéiée, vendredi 10 novembre, par le quotidien Diario 16 fait grand bruit dans tont le royaume. Ce journal a publié le premier cha-pitre d'un livre de deux de ses collaborateurs intitulé Le Pillage de l'Espagne, dans lequel les auteurs reconstituent la manière dont cet homme d'affaires a reussi à s'approcher de la famille royale par l'intermédiaire de Manuel Prado, conseiller du rol et administrateur

des biens de la Couronne, Les deux journalistes rapportent les propos prêtés à Javier de la Rosa, lequel menace de faire abdiquer Juan Carlos si celui-ci n'intervient pas pour le sauver de ses difficultés financières et avertit qu'il va révéler les détails de la remise d'une somme de 12 milliards de pesetas (480 millions de francs) à la maison royale. Cette somme versée sur deux comptes en Suisse proviendrait des autorités du Koweit qui entendaient remercier le roi pour la participation de l'Espagne à la guerre de Golfe. Manuel Prado nie avoir recu cet argent.

· DOSSIERS » Javier de la Rosa était jusqu'en 1992 l'homme de confiance du : Koweit en Espagne. Pendant desannées, il a géré les investissements de l'émirat dans la péniasule à travers le KIO (Kuwait In-

Les formations extrémistes sortent laminées de ce scrutin. A vestment Office), jusqu'à ce que les responsables de cet organi s'inquiètent de la disparition de 60 milliards de pesetas (2,4 milliards de francs). Des poursuites ont été engagées en Espagoe, mais aussi à Londres, ville où KiO a son siège. A ce propos, le quotidien El Pais a révélé vendredi que le financier de Barcelone avait utilisé le sceau de la Couronne estenter de justifier auprès du Koweit la disparition des sommes qui lui avaient été confiées.

> Ce n'est pas le scandale KiO qui a conduit Javier de la Rosa en prison, mais une autre affaire: la quasi-faillite franduleuse d'un parc d'attractions de Barcelone. Après quelques mois de détention, cet escroc de la finance a entrepris de se venger. Il aurait élaboré, en compagnie de Mario Conde, ancien président de Banesto (banque espagnole de credit), également déchu, une stratégie de sape des institutions. Javier de la Rosa n'a jamais caché qu'il disposait d'armes contre les dirigeants politiques catalans, entre autres, et Mario Conde a lui aussi été accusé d'avoir fait chanter le gouvernement pour que les poursuites engagées contre lui soient abandonnées (Le Mande du 13 oc-

tobre). Ces deux hommes d'affaires, qui ont fait fortune sous le régime socialiste, tenteraient aujourd'hui d'échapper à la justice en sortant leurs « dossiers ». L'atteinte à la personne du roi a choqué l'opinion et la classe politique. « Il existe une conspiration contre toutes les institutions de l'Etat, et cela affecte l'essence même de la démocratie», a déclaré, vendredi soir, Felipe Gonzalez lors d'un meeting à Barcelone avant les

Michel Bole-Richard

JURIS ON LINE La Convention Collective de la communication et production audiovisuelle

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Nigeria: indignation Internationale après l'exécution de neuf opposants

Algérie: plus de 600 000 immigrés de France ont cammencé à voter Azerbaīdjan: l'arganisation des premiéres élections législatives depuis l'indépendance

FRANCE

Sacial: la tentation du repli des maires de droite face à l'exclusion S Retraites: Alain Juppé devrait consulter les syndicats sur le régime des fonction naires

SOCIÉTÉ

Proces: Christian Didier, le meurtrier de René Bausquet, entre le narmal et Universités: début d'un mauvement de grève à Metz, Taulouse et

Orléans

HORIZONS

Entretien: Alain Dieckhoff, spécialiste de la société israélienne contem-Chranalagie: actabre 1995 dans

Editariaux: Cafouillages à l'OTAN; Peurs dans la ville Au courrier du Mande : L'avis du

ENTREPRISES

Baissans: Pernod-Ricard doit par rapport aux élections d'avril concilier internationalisation et

AUJOURD'HUI

Communication: le CSA désignera le nauveau président de Radio-France le 23 novembre Sciences: vers une maîtrise de la congélation-décangélatian des

CULTURE

Marché de l'art : mise en vente, à Paris, d'un papier collé de Picasso 17

SERVICES

Carnet Finances et marchés Azenda Météorologie Abonnements Guide culturel Radio-télévision

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

CES PROFESSEURS-PHARES: aux « hussards noirs de la République », éveilleurs d'esprits à l'école primaire, ont succédé les professeurs charismatiques des taupes et khâgnes. Aujourd'hui, on préfère l'« intellectuel-expert ».

Tirage du Monde daté samedi 11 novembre 1995 : 458 424 exemplaires

Dans « Le Monde - Dossiers et documents » de novembre

publication mensuelle du Monde, présente buit pages sur un pays à la civilisation quatre fois millénaire, l'Inde. S'acheminant vers le milliard d'habitants en l'an 2000. l'inde est un géant empêtré dans sa mosaïque de cammunautés, de langues, de religions, de castes; dans ses relations tendues avec les pays voisins - Chine, Pakistan, Bangladesh...; dans ses choix politiques - fédéralisme, laïcité - et économiques, qui aggravent la pauvreté des trois quarts de sa

population. « Les Clés de l'info » (quatre pages), qui accompagnent ce dossier, Jettent un éciairage sur les conséquences éconamiques des fluctuations monétaires et sur le rôle des banques centrales....

En «une» des «Clés», deux sujets (munis chacun d'un lexique) : le mal-être de l'islam en France; le devoir de probité des élus politiques.

* En vente chez votre marchand de journaux : 12 francs.

meure la principale formation d'opposition. Mais elle régresse par rapport aux élections générales de l'an dernier (20,39 %). Le parti de Frederik De Klerk misait sur le mécontentement d'une ■ DICTIONNAIRE: les éditions. Le Rabert, filiale de Nathan, out décidé, vendredi 10 novembre, de naire de synonymes et contraires. A titre de substitut d'« avare », l'édition de septembre 1994, suggérait, entre autres, l'utilisation du mot «juif» ainsi que des termes «yaupin» et «youtre», précédés du qualificatif «argo-

maintenir dans un dictionnaire des termes qui, il y a cinquante ans, ant eu un effet meurtrier. »

SUEDE: Mona Sahlin, vicepremier ministre (social-démocrate) suédais, chargée au sein du cabinet de l'égalité entre les sexes, a annoncé, vendredi 10 novembre, qu'elle ne serait pas candidate à la succession d'ingvar Carisson à la tête du parti et du gouvernement en mars 1996, et qu'elle renonçait à ses fonctions ministérielles. M= Sahlin avait fait scandale en ntilisant sa carte de crédit de fanction pour régler

des factures personnelles. - (Cor-

tique ». Jean Kahn, président du

Consistaire central israélite de France avait déclaré : « On ne peut

tisfaite de la lenteur des changements, pour mordre sur l'électorat de l'ANC. Mais c'est au contraire ce dernier qui lui a pris des voix, notammeot dans la province du Cap occidental. L'ANC a fortement progressé au sein de l'électorat métis dans cette région, obteoant plus de sièges que le NP (35.5 % cootre 33,5 %), qui avait remporté, l'an dernier, les élections provinciales avec 55 % des

L'Inkatha, la formation à dominante zouloue de Mangosuthu Buthelezi, n'a pas réussi à élargir sa base régionale. Privé des voix de son fief, la province du Kwazuhi-Natal où les élections ont été reportées à la fin du mois de mars,

l'extrême gauche, le Congrès panafricain (PAC) obtient 1,42 % des suffrages, à peine plus que les ultranationalistes blancs du Parti conservateur (1,15 %). Les Afrikaners ont voté, dans leur majorité, pour le Front de la liberté de Constand Viljoen: avec 4,03 % des

voix, ce parti double presque son score d'avril 1994. PANC, le taux de participation relativement faible: 51,37 % des électeurs seulement ont pris le chemin des umes au lieu de près de 87 % l'an dernier.

Frédéric Chambon

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

ROBERT

ANIME PAR **OLIVIER MAZEROLLE**

JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE) RICHARD ARZT (RTL)



²2€.